

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA STAGNATION À L'ÈRE DE LA FINANCIARISATION ET DE LA  
GLOBALISATION DU CAPITALISME AVANCÉ :  
INTERPRÉTATION CRITIQUE DE L'ÉCOLE DE LA *MONTHLY REVIEW*

MÉMOIRE PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR CHRISTIAN PÉPIN

JANVIER 2015

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier mon directeur de recherche Éric Pineault. Premièrement, pour son article *Des baisses d'impôts pour des milliards qui dorment?* paru dans l'édition du Devoir du 14 avril 2011 qui m'a décidé à vouloir mieux comprendre les causes et les conséquences de la stagnation post-crise 2007-08. Ensuite, pour son séminaire *Économie politique et capitalisme avancé* offert à l'hiver 2012 qui m'a initié à l'école de la Monthly Review et qui m'a donné l'envie d'étudier en profondeur cette tradition d'économie politique. La plupart des hypothèses formulées au sein de ce mémoire n'auraient pas vu le jour sans ses enseignements précieux. Aussi, pour les nombreux échanges avec Éric, notamment à sa résidence et sur la route, entre Sutton, Montréal, Burlington et Amherst. Enfin, pour ses judicieux commentaires qui ont permis d'améliorer substantiellement tant la forme que le fond de ce mémoire.

De plus, je tiens à remercier l'ensemble des participants et participantes aux séminaires du *Collectif d'analyse de la financiarisation du capitalisme avancé* (CAFCA). Si ces moments privilégiés m'ont permis de briser mon isolement académique, ils ont contribué à enrichir ma formation en sociologie économique et en économie politique, et à approfondir plusieurs des réflexions qui ont abouti au sein de ce travail de recherche. Parmi eux et elles, je tiens à remercier tout particulièrement Éric Duhaime et Audrey Laurin-Lamothe qui ont eu la générosité de m'aider à clarifier ma problématique et mes hypothèses et à améliorer substantiellement la forme de ce mémoire.

Ma reconnaissance la plus profonde va à Véronique Martineau, monoureuse, qui a su me supporter tout au long de ce processus et cela, alors que j'étais si souvent absorbé par mes lectures et l'écriture. Sans son amour et son support, je n'aurais pas trouvé le souffle pour mener à bon port ce projet. Ce n'est qu'après être passé par une telle expérience que l'on comprend jusqu'à quel point ce type de remerciement est sincère et ressenti jusqu'au plus profond de notre être. Merci pour tout Véronique!

Enfin, je tiens à remercier mes parents, pour leur soutien financier durant mes études universitaires et leurs encouragements à persévérer malgré mon cheminement scolaire atypique.

## RÉSUMÉ

Ce mémoire constitue une interprétation critique des thèses développées par l'école néomarxiste de la *Monthly Review (MR)* sur les causes et les conséquences de la stagnation actuelle à l'ère de la globalisation et de la financiarisation de l'économie. Le mérite de cette tradition d'économie politique est d'avoir démontré de quelle façon cette double trajectoire est déterminée par la tendance inhérente à la stagnation sous le capitalisme avancé et d'avoir identifié l'ampleur des conséquences socioéconomiques et politiques d'une telle contradiction. En mettant en lumière les apports et les limites des travaux contemporains de la MR sur la globalisation et la financiarisation, soit une partie de l'œuvre de cette école qui fut peu analysée jusqu'ici, ce mémoire contribue à mieux comprendre les sources et les impacts de la stagnation actuelle sur les sociétés contemporaines. Plus largement, il représente une contribution aux débats sur la financiarisation et la globalisation de l'économie. La nature théorique de ce mémoire permet certes d'offrir une perspective critique d'ensemble sur ces vastes réalités socioéconomiques. Or, ce n'est qu'au sein de recherches futures à caractère beaucoup plus empirique que la plupart des hypothèses qui y sont formulées pourront être validées ou invalidées.

MOTS-CLÉS : stagnation, Monthly Review, capitalisme avancé, financiarisation, globalisation, concurrence monopolistique



## TABLE DES MATIÈRES

Remerciements .....	ii
Résumé .....	iii
Introduction .....	1
Le spectre de la stagnation prolongée .....	1
La stagnation à l'ère de la globalisation et de la financiarisation de l'économie : une interprétation critique de la MR .....	3
Présentation sommaire de la MR .....	3
La genèse d'une pensée .....	4
Regards contemporains et actualité d'une tradition .....	6
Problématique et hypothèses .....	6
Considérations méthodologiques .....	8
Chapitre I Les fondements de la théorie du capitalisme monopoliste .....	11
1.1 Une économie politique du capitalisme avancé .....	11
1.2 Le surplus économique : entre nécessité, liberté et potentialités aliénées .....	14
1.2.1 Le surplus: définition et modes d'expression .....	14
1.2.2 Les formes du surplus : actuel, potentiel et planifié .....	15
1.3 La théorie du capitalisme monopoliste .....	19
1.3.1 La grande corporation: anatomie d'un nouveau pouvoir .....	19
1.3.2 La concurrence oligopolistique .....	24
1.3.3 La contradiction de l'accumulation monopolistique: la tendance à la hausse du surplus .....	28
1.4 Une économie de gaspillage .....	36
1.4.1 La soumission réelle des normes de production et de consommation par l'effort de vente .....	36

1.4.2 L'État et les contraintes de l'accumulation monopolistique .....	39
1.4.3 Les facteurs « externes » et la longue durée.....	45
1.5 Conclusion.....	47
Chapitre II Critique d'une théorie unilatérale de la financiarisation.....	49
2.1 Le capital financier: d'une catégorie marginale à un concept central.....	53
2.1.1 Un capital financier laissé dans les marges .....	53
2.1.2 La finance au cœur des fondements institutionnels du capitalisme avancé ....	55
2.2 Genèse historique de la financiarisation.....	59
2.2.1 Le retour du refoulé: l'étincelle de la stagflation des années 1970.....	59
2.2.2 Pourquoi les législateurs ont-ils déréglementé la finance? .....	63
2.3 Qu'est-ce que la financiarisation? .....	65
2.3.1. Le problème de l'absorption du surplus à l'ère de la financiarisation.....	66
2.3.2 Une économie dopée à l'endettement .....	68
2.3.3 Nourrir la bête spéculative: l'expansion des relations financières.....	70
2.3.4 Les sources de la financiarisation des profits .....	74
2.3.5 Une économie de plus en plus portée vers la crise.....	78
2.3.6 Au-delà d'une conception parasitaire de la finance: une contre-tendance à la stagnation limitée et contradictoire .....	81
2.4 Une théorie unilatérale et insuffisamment dialectique ? .....	83
2.4.1 La demande et l'investissement écartelés par des processus financiers contradictoires .....	84
2.5 Conclusion: La stagnation serait-elle toujours un problème pour le capital?.....	87
Chapitre III Le capitalisme monopoliste à l'ère de la globalisation .....	90
3.1 La crise stagflationniste des années 1970: débats et enjeux.....	92

3.1.1 Le retour du refoulé.....	92
3.1.2 Entre les contradictions économiques et politiques du plein emploi .....	94
3.1.3 Crise de la concurrence oligopolistique: vers une restructuration du capital à l'échelle internationale.....	97
3.2 L'internationalisation des impératifs de marché oligopolistiques .....	103
3.2.1 Une phase inédite de centralisation du capital .....	103
3.2.2 Le pouvoir des multinationales .....	106
3.2.3 La restructuration néolibérale du procès de production-distribution .....	109
3.3 Le pouvoir de marché à l'ère de la globalisation: mythe ou réalité ? .....	115
3.3.1 Le capital financier aurait-il fait vaciller les marchés? .....	115
3.3.2 Le « libre-échange » aurait-il fait tomber les dernières barrières? .....	117
3.4 Conclusion : de la concurrence internationale destructrice à la reconfiguration des forces oligopolistiques, des convergences sont-elles possibles ? .....	119
Conclusion.....	122
Apports et limites de la MR : résumé du propos.....	122
Apports et limites de ce mémoire de recherche.....	124
Bibliographie .....	129



## INTRODUCTION

### **Le spectre de la stagnation prolongée**

La crise de 2007-08 n'a pas connu l'ampleur de la Grande Dépression, en partie grâce aux gigantesques plans de sauvetage orchestrés par nombre de banques centrales et de gouvernements, les États-Unis en tête. Si les profits des grandes corporations n'ont pas tardé à rebondir, en atteignant même de nouveaux sommets (Baragar et Chernomas, 2012; Dufour et Orhangazi, 2014), c'est étrangement sur le fond d'une stagnation prolongée qui dure maintenant depuis plus de six ans. Cette lente reprise se caractérise par une diminution significative du taux d'emploi, un ralentissement prolongé de l'investissement privé, des capacités productives inutilisées, autant de facettes de ce malaise économique aux conséquences sociales désastreuses.

Alors que les ménages sont surendettés, qu'un nombre significatif d'individus peine toujours à trouver un emploi à temps plein, et que les recettes fiscales diminuent, les coffres des entreprises regorgent d'argent, témoignant de quelle façon cette stagnation prolongée a des impacts différenciés selon les acteurs concernés, reflet des rapports asymétriques à l'égard de cette crise. Cette injustice est renforcée par les politiques économiques préconisées par les gouvernements occidentaux qui enferment les populations dans une trappe d'austérité-stagnation (Pineault et Tremblay-Pépin, 2013), marquée par une spirale de compressions budgétaires et de ralentissement économique qui se nourrissent mutuellement. Faisant face à une crise de légitimité potentiellement explosive, les gouvernements sont aux prises avec une question de plus en plus difficile à régler : comment relancer l'économie mondiale?

Malgré le spectre d'un enlissement économique, les classes gouvernantes ont voulu rassurer leur population en affirmant sur toutes les tribunes que tout cela était passager, que le pire était derrière nous. Or, depuis environ un an, des acteurs politiques importants (Poloz, 2014; Summers, 2014) ont tempéré de tels propos en soulevant au contraire que les faibles taux de croissance actuels témoigneraient plutôt d'une « nouvelle normalité »

caractéristique de la trajectoire de l'économie mondiale. Les causes structurelles<sup>1</sup> qui déterminent selon eux cette stagnation seraient *exogènes* aux fondements institutionnels de l'économie, préconisant alors de renforcer les politiques économiques néolibérales.

À l'opposé de ce diagnostic dominant, des voix discordantes s'élèvent et cherchent à montrer que les facteurs structurels seraient plutôt *endogènes* au régime d'économie politique actuel, voire au capitalisme lui-même, et qu'à défaut de s'y attaquer, ce marasme risque de durer longtemps. Par contre, les désaccords persistent quant à la nature de ces causes et, par conséquent, au type de réformes politiques à mettre en place pour les enrayer. Malgré leurs variantes, elles peuvent être classées en trois grandes approches : minskienne, postkeynésienne et néomarxiste.

Selon la première (Wray, 2009; Yellen, 2009), la déréglementation financière aurait détourné des sommes colossales de capitaux vers la spéculation au détriment de l'économie dite « réelle ». Pour cette approche minskienne, seule une refonte du système financier et monétaire international permettrait de renouer avec une croissance vigoureuse, en instituant les conditions pour que le capital soit principalement alloué à l'économie productive et non financière. D'après la seconde (Lavoie et Stockhammer, 2013; OIT, 2011; Palley, 2010), la perspective minskienne se révèle limitée, car réformer la finance (ex. interdire certains produits financiers ayant favorisé l'expansion du crédit à la consommation) sans s'attaquer à la stagnation salariale caractéristique du régime d'économie politique néolibéral viendrait aggraver le problème de demande effective et ainsi, la tendance à la stagnation. Visant l'institutionnalisation d'un nouveau compromis capital-travail inspiré des « Trente Glorieuses », cette perspective postkeynésienne propose un programme de relance tirée par les salaires comme nouveau fondement de la demande effective et donc, de stimulation des investissements. Enfin, les protagonistes de la troisième approche (Albo et al., 2010; Foster et F. Magdoff, 2009; McNally, 2011) ont critiqué ces démarches pour avoir abstrait la stagnation actuelle des contradictions

---

<sup>1</sup> Une première cause serait dû à un problème de demande effective découlant du vieillissement de la population dans l'ensemble des pays de l'OCDE, qui aurait incité les ménages à épargner pour leur retraite plutôt qu'à dépenser. Une deuxième renverrait aux choix de placements des ménages, qui, suite aux scandales de la bulle technologique (Enron, WorldCom) et à la chute historique des taux d'intérêt, ont davantage porté vers l'immobilier que vers le marché des actions, provoquant un ralentissement des investissements destinés à améliorer la productivité des entreprises.



économiques et politiques plus profondes du capitalisme. En réintégrant à l'analyse le poids historique des contraintes à l'accumulation capitaliste et la dimension politique des rapports de classe, ces perspectives néomarxistes, aussi variées soient-elles, concluent à l'élaboration nécessaire d'un programme de transition post-capitaliste.

Dans le cadre de mon mémoire, j'explorerai l'hypothèse de cette troisième perspective à travers l'analyse critique d'une tradition néomarxiste relativement peu connue du monde francophone: l'école de la *Monthly Review* (MR). Ce choix est justifié par le fait que les contradictions économiques et politiques de la stagnation sont des enjeux au cœur des travaux de cette tradition. Car d'hier à aujourd'hui, la thèse phare qui fait l'originalité de cette école est que la stagnation constitue l'état *normal* du capitalisme avancé. De surcroît, avec les récents pronostics présentés plus haut, elle m'apparaît un champ théorique privilégié dans l'approfondissement de la compréhension du phénomène actuel de stagnation mondiale.

### **La stagnation à l'ère de la globalisation et de la financiarisation de l'économie : une interprétation critique de la MR**

#### *Présentation sommaire de la MR*

La MR est une revue indépendante socialiste qui paraît mensuellement aux États-Unis depuis 1949, fondée par Paul M. Sweezy et Leo Huberman. Si les premiers ouvrages *Political Economy of Growth* (Baran, 1962) et *Theory of Capitalist Development* (Sweezy, 1962) constituent des références incontournables de cette tradition, c'est la publication de *Le capitalisme monopoliste* (Baran et Sweezy, 1966/1968) qui va marquer en quelque sorte l'acte fondateur de la *Monopoly Capital school*. En plus d'avoir développé une profonde analyse des conséquences socioéconomiques et politiques des tendances monopolistiques du capitalisme, cette école est particulièrement connue pour sa théorie de l'impérialisme développée par Paul A. Baran (1962), André Gunder Frank (1970), Harry Magdoff (2003) et Samir Amin (2010). Sa renommée tient également à la publication de *Labor and Monopoly Capital* d'Harry Braverman (1998) sur le taylorisme.

Les principaux représentants contemporains de cette tradition sont John Bellamy



Foster, Fred Magdoff et Robert W. McChesney, connus respectivement pour leurs travaux sur le marxisme écologique (Foster, 2009/2011; Foster et al., 2010), l'agro-business (F. Magdoff et al., 2000) et la concentration des médias (McChesney, 2008). Tous ont d'ailleurs contribué au renouvellement de l'analyse des transformations du capitalisme marqué par la financiarisation et la globalisation<sup>2</sup> de l'économie (Foster et F. Magdoff, 2009; Foster et McChesney, 2012).

La MR doit également être reconnue pour avoir préservé une voix socialiste indépendante aux États-Unis alors que régnait dans ce pays un climat anticomuniste des plus virulents. À l'instar de la *New Left Review*, rares sont les revues qui ont connu une telle pérennité au XX<sup>e</sup> siècle et une telle influence à l'échelle internationale. Au-delà de son originalité, ce succès relève de l'accessibilité de ses analyses malgré le rattachement de ses principaux artisans à des institutions universitaires. La MR continue aujourd'hui d'être un lieu vivant du renouveau de la pensée marxiste et n'est pas près de s'éteindre, alors qu'elle connaît un regain de popularité depuis la crise de 2007-08.

### *La genèse d'une pensée*

La place centrale qu'occupe la stagnation au sein de la MR découle du traumatisme de la crise des années 1930. L'ampleur et la durée de cette crise, tant sur les plans du chômage, des faillites d'entreprises, de dévalorisation et de destruction de capital, ont marqué toute une génération d'intellectuels à cette époque. Pour plusieurs marxistes, elle est perçue au départ comme la manifestation de la crise finale du capitalisme (Howard et King, 1992: 3-23). Pour d'autres (Keynes, Kalecki, Hansen), c'est la preuve de la non-automaticité de la relance, dans le contexte où cette crise débouche sur un équilibre de sous-emploi caractérisé par un chômage de masse et une sous-utilisation des capacités productives.

---

<sup>2</sup> Tel qu'employé tout au long de ce mémoire, le terme « globalisation » est préféré à celui de « mondialisation », en référence à la période néolibérale d'expansion du capitalisme (Brunelle, 2003; Freitag et Pineault, 1999). Cependant, en distinguant ces deux termes, je ne sous-entend pas que les fondements institutionnels d'après-guerre doivent constituer le point de départ d'une « mondialisation » alternative. Au contraire, les travaux de la MR, fondés sur une critique de l'*unité* du développement et des contradictions du capitalisme avancé, permettent de rompre avec une telle conception idéalisée des « Trente Glorieuses ». Cela dit, je ne peux développer davantage ici les apports et limites d'une telle distinction conceptuelle.

Cette faillite de l'autorégulation du marché révèle une vérité alors insoupçonnée: les contradictions du capitalisme ne mènent pas à son effondrement inévitable, mais à la stagnation prolongée. Malgré l'émergence dans ce contexte d'un nouvel interventionnisme d'État, celui-ci sera limité par l'ampleur de la réaction des classes dominantes à l'égard du New Deal aux États-Unis et du programme du Front populaire en France (Foster, 2013). C'est pourquoi l'espoir d'une maîtrise technocratique des cycles économiques va s'évanouir lorsqu'en 1937-38, le chômage de masse resurgit de plein fouet, révélant du coup les contradictions politiques du plein emploi (Kalecki, 1943). Un vif débat porte alors sur les causes de cette stagnation prolongée, mais celui-ci sera rapidement enterré par le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale (Sweezy et H. Magdoff, 2009: 29-38). Les capacités productives des pays engagés dans ce carnage sont alors mobilisées à une cadence infernale au point d'être surutilisées, refoulant la réalité du chômage par l'effort de guerre. Le boom économique qui s'ensuit fait place à un quasi-consensus idéologique affirmant que la tendance dépressionnaire du capitalisme est dorénavant chose du passé.

Ces événements ont marqué la perspective théorique et l'impulsion politique de Baran et Sweezy, qui s'engagent à combattre l'amnésie historique qui sous-tend l'euphorie des « Trente glorieuses ». Leur théorie vise ainsi à saisir les contradictions spécifiques qui accompagnent la mutation profonde du capitalisme marquée par deux transformations importantes : l'institutionnalisation de la grande corporation et les structures oligopolistiques de marché. Elle trouve son aboutissement dans *Le capitalisme monopoliste*, qui constitue une synthèse d'une microéconomie d'inspiration institutionnaliste de la grande entreprise, une macroéconomie de l'accumulation monopolistique et une perspective sociologique sur les impacts du capitalisme avancé sur l'économie et la société. Leur apport le plus important repose dans le fait d'avoir analysé l'ampleur des conséquences socioéconomiques et politiques de la stagnation, au lieu de la réduire à un phénomène à peine plus long que la phase dépressive d'un cycle économique.

### *Regards contemporains et actualité d'une tradition*

Selon l'école de la MR, la stagnation actuelle serait déterminée par le retour à la surface de l'économie de la contradiction macroéconomique caractéristique du capitalisme avancé, soit une tendance à la suraccumulation aux prises avec un manque de débouchés d'investissements profitables. Dans l'après-guerre, ce problème structurel de demande effective a été surmonté au prix des formes de valorisation du capital les plus régressives sur les plans social, culturel et écologique, tels l'effort de vente ainsi que le développement d'un vaste complexe militaro-industriel et autoroutier. Or, depuis plus de 40 ans, c'est la finance qui aurait agi comme principale contre-tendance à la stagnation, l'économie étant alors soumise à une profonde instabilité marquée par des crises de plus en plus dramatiques.

En ce sens, le ralentissement économique actuel découlerait plus spécifiquement des contradictions du capitalisme monopoliste-financier (*monopoly-finance capital*) (Foster et F. Magdoff, 2009; Foster et McChesney, 2012), qui s'articulent en trois moments interdépendants: 1) Dû à la stagnation sous-jacente de l'économie « réelle », le capital dépend de plus en plus des processus de valorisation financière pour s'accumuler; 2) Étant donné cette stagnation rampante, l'économie est de plus en plus soumise à des bulles spéculatives et à des crises ; 3) Malgré ce nouveau souffle de prospérité du capital, les problèmes de suraccumulation continuent d'affliger l'économie « réelle » (Foster et F. Magdoff, 2009 : 83).

### *Problématique et hypothèses*

Subdivisé en trois chapitres, ce mémoire constitue une interprétation critique des thèses développées par l'école de la MR sur les causes et les conséquences de la stagnation actuelle à l'ère de la globalisation et de financiarisation de l'économie. J'y expose la tendance à la stagnation en tant que dimension fondamentale et consubstantielle de la dynamique économique propre au capitalisme avancé. Plus précisément, j'apporte un éclairage particulier sur le rôle déterminant de la stagnation dans les trajectoires spécifiques de la financiarisation et de la globalisation de l'économie. Cela va me

permettre d'éclairer en quoi cette double trajectoire est traversée par un ensemble de dynamiques contradictoires qui se renforcent mutuellement, et qui déterminent en retour structurellement le phénomène de la stagnation actuelle.

Le premier chapitre porte sur les fondements théoriques de la MR développés par Baran et Sweezy, en recourant à leurs ouvrages centraux : *Theory of Capitalist Development* (Sweezy, 1962), *Political Economy of Growth* (Baran, 1962) et surtout *Le capitalisme monopoliste* (Baran et Sweezy, 1966/1968). Ce dernier ouvrage constitue un passage obligé, car les thèses subséquentes portant sur la financiarisation et la globalisation reposent en grande partie sur la théorie du capitalisme monopoliste qui s'y trouve développée et qui est constitutive de l'originalité de cette tradition.

Le deuxième chapitre porte sur une analyse critique des thèses de cette école portant sur la financiarisation, en partie résumées ci-dessus et condensées dans *The Great Financial Crisis* (Foster et F. Magdoff, 2009), *Stagnation and the Financial Explosion* (Sweezy et H. Magdoff, 2009), et *The Irreversible Crisis* (Sweezy et H. Magdoff, 1988). Dans un premier temps, je montrai en quoi ces thèses doivent être appréciées pour avoir enraciné la finance dans les contradictions de l'économie « réelle », contrairement aux approches qui tendent à déconnecter la finance de la production ou qui dénoncent la financiarisation à partir d'une conception idéalisée du capitalisme « industriel » des « Trente Glorieuses » (Aglietta et Rébérioux, 2004; Boyer, 2011). Dans un deuxième temps, j'en montrerai également les limites, exposées à partir des travaux notamment de Pineault (2013a) et d'Orhangazi (2011). Je discuterai en quoi la MR est tombée dans le piège inverse en réduisant la finance à une nouvelle contre-tendance à la stagnation. Je défendrai qu'en traitant la financiarisation de cette manière, cette tradition n'arrive pas à considérer que la stagnation n'est peut-être plus tant un problème pour le capital lui-même, qui dispose de moyens alternatifs pour se valoriser, qu'un problème avant tout pour la société.

Le troisième chapitre constitue une discussion critique des thèses de cette école sur la globalisation, principalement développées dans *The Endless Crisis* (Foster et McChesney, 2012). Alors qu'une majorité de théories soutient que la globalisation néolibérale s'est développée sur le mode d'une concurrence par les prix des plus



impitoyables (Brenner, 2002, 2006; Duménil et Lévy, 2004), je défendrai la thèse de la MR sur la reconfiguration des forces oligopolistiques à l'échelle internationale, dans la mesure où celle-ci arrive à davantage s'ancrer empiriquement. Toutefois, je critiquerai cette thèse pour avoir traité de manière trop abstraite le rôle spécifique de la concurrence internationale dans la crise des années 1970, en défendant plutôt à ce sujet les analyses de Brenner. Par contre, *a contrario* de Brenner, je reconnaitrai qu'à moyen long terme, les grandes corporations ont été en mesure de renouveler à l'échelle internationale leurs pouvoirs de marché. En m'inspirant des travaux de Crotty (2000a, 2000b), je soutiendrai que ces deux perspectives peuvent être complémentaires malgré les apparences, à condition de reconnaître que celles-ci sont fécondes pour expliquer *différentes* phases du capitalisme entre 1945 à aujourd'hui.

En mettant en lumière les apports et les limites d'une école de pensée ayant marqué les débats sur la stagnation d'hier à aujourd'hui, ce mémoire va contribuer à mieux comprendre les sources et les impacts de la stagnation actuelle sur les sociétés contemporaines. Je soutiendrai que le mérite de la MR est d'avoir démontré de quelle façon la financiarisation et la globalisation sont, au-delà de leurs fondements institutionnels, des réalités spécifiquement déterminées par la tendance inhérente à la stagnation sous le capitalisme avancé et d'avoir identifié l'ampleur des conséquences socioéconomiques et politiques d'une telle contradiction.

### *Considérations méthodologiques*

Étant donné la nature essentiellement théorique de ce mémoire, ce dernier est principalement structuré autour d'une clarification conceptuelle des principales catégories de l'économie politique employées par cette tradition. Ainsi, un ensemble de concepts fera l'objet d'une présentation rigoureuse dans le cadre d'une interprétation critique des thèses de la MR portant sur la globalisation et la financiarisation de l'économie : le « surplus économique », la « concurrence oligopolistique », la « tendance à la hausse du surplus », la « tendance séculaire à la stagnation », les « modes d'utilisation et d'absorption du surplus », le « gaspillage » et la « régressivité du capitalisme ».

monopoliste » ainsi que la « rente monopoliste ». Afin d'évaluer les apports et les limites de ce courant théorique, une analyse comparée avec quelques thèses divergentes évoquées ci-dessus sera privilégiée.

Considérant ma problématique, de même que le temps et l'espace disponible pour réaliser ce mémoire de recherche, les références empiriques seront ici limitées, empruntées la plupart du temps aux travaux mêmes de la MR et plus largement à la littérature secondaire. Par conséquent, si, d'un côté, ce mémoire fournit une vue critique d'ensemble des travaux de la MR sur les contradictions qui déterminent la stagnation actuelle, ce n'est, de l'autre, que dans le cadre de recherches futures, à caractère plus empirique, que plusieurs des hypothèses soulevées par ce mémoire pourront être validées ou invalidées.

Enfin, si cette école se caractérise par l'ampleur des enjeux et sujets traités, il faut préciser d'emblée que ce mémoire ne constitue pas une analyse critique de l'*ensemble* de l'œuvre de la MR. En ce sens, il se limite au corpus théorique de la MR lié de près à la problématique déterminée, c'est-à-dire aux ouvrages portant sur les thèmes du capitalisme monopoliste, de la financiarisation, de la globalisation et, évidemment, de la stagnation. Par conséquent, plusieurs de leurs contributions notoires, notamment sur le marxisme écologique et l'impérialisme, seront laissées de côté.





## CHAPITRE I

### LES FONDEMENTS DE LA THÉORIE DU CAPITALISME MONOPOLISTE

Afin de comprendre pourquoi, selon la MR, la globalisation et la financiarisation de l'économie déterminent structurellement la stagnation actuelle et sa trajectoire potentiellement prolongée, il est incontournable de se pencher sur leur théorie du capitalisme monopoliste. Après avoir explicité la problématique du capitalisme avancé qui a donné naissance à cette école, l'analyse du concept de surplus permettra de spécifier l'originalité de leur démarche méthodologique et épistémologique. Enfin, les pouvoirs de marché de la grande entreprise, les impératifs de la concurrence oligopolistique, la tendance à la hausse du surplus, et les modes spécifiques d'absorption du surplus sous le capitalisme avancé seront présentés tour à tour.

#### **1.1 Une économie politique du capitalisme avancé**

En quoi le capitalisme est-il *avancé*? La réponse de Baran et Sweezy à cette question se base sur une analyse de la profonde mutation du capitalisme au tournant du XX<sup>e</sup> siècle engendrée par deux importantes transformations : l'institutionnalisation de la grande corporation et la structure de marché oligopolistique. Ces nouvelles réalités témoignent d'une transition *qualitative*, à l'intérieur du capitalisme, des rapports de production, de distribution et de consommation, de même que des modes d'utilisation du surplus. En plaçant ces nouvelles réalités au centre de leur analyse, Baran et Sweezy (1968: 25) souhaitent relancer une tradition marxiste empêtrée dans les présupposés d'une économie concurrentielle.

Durant la période « classique » du capitalisme, le marché est un mécanisme disciplinaire externe qui régule l'interaction entre un très grand nombre de petites entreprises. Pour conserver son capital, chaque unité économique est contrainte de croître en cherchant à produire à moindre coût par une intensification de l'exploitation, et ce afin de vendre à un prix moins élevé que ses concurrents de sorte à multiplier ses parts de marché. La concurrence par les prix rend ainsi effective la contrainte à l'accumulation

capitaliste (Marx, 1993: 663-664).

À ce stade, cette contrainte prend essentiellement deux formes: l'accumulation extensive et intensive (Marx, 1993 : 199-567). Elles correspondent à deux modes distincts d'extraction de survaleur et d'allocation du surplus. La première renvoie à la survaleur absolue, reposant sur un mode d'exploitation fondé sur l'augmentation absolue du temps de travail (allongement de la journée de travail, embauche de nouveaux travailleurs, élimination des temps « morts »). L'investissement tend à se concentrer dans l'embauche de main d'œuvre, mais aussi, dans l'expansion des moyens de production nécessaires à la conversion productive de ce temps de travail nouvellement disponible. La seconde renvoie à la survaleur relative, reposant sur un mode d'exploitation fondé sur l'augmentation de la productivité, c'est-à-dire sur l'augmentation du rendement du travail pour un laps de temps déterminé. Ce processus repose sur le réinvestissement systématique des profits dans de la nouvelle machinerie-équipement plus performante technologiquement.

Ces modes d'accumulation engendrent une contradiction inhérente au capitalisme : la suraccumulation. Celle-ci se manifeste par un décalage croissant entre les capacités productives d'une société et ce que ses membres peuvent consommer à l'intérieur des rapports de classe spécifiques à ce mode de production (Sweezy, 2009b: 52-53). Cela s'explique par l'absence au sein du marché d'un mécanisme d'arrimage des normes de production et de consommation. Du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, la suraccumulation se traduit par des crises cycliques de surproduction, temporairement résorbées par une restructuration massive du capital. Un tel processus passe à la fois par la faillite d'entreprises, par une mise à la ferraille de surcapacités excédentaires ou par une vague de fusions-acquisitions. Ce type de crise est donc un mécanisme régulateur irréflecti, mais essentiel afin de relancer temporairement une dynamique d'accumulation sérieusement aux prises avec ses propres contradictions (Gilles, 2009 : 40-59). Quant à la stagnation, elle est à ce stade de courte durée, à l'instar des crises elles-mêmes, et n'est donc guère un problème aigu en lui-même.

Or, ces crises vont tendre à s'intensifier dans le contexte de la concentration et la centralisation du capital, deux modalités de la direction historique du capitalisme. Or,

Marx (2009: 1735-1742; 1993 : 854-857) demeure jusqu'à sa mort convaincu que ces processus, et les premières compagnies par action qu'ils engendrent, sont les signes d'une socialisation progressive de la production, preuve irréfutable de la transition vers un socialisme à venir à l'échelle mondiale. Jamais il n'anticipe la stabilisation relative d'une structure de marché dominée par de grands oligopoles et ses conséquences sur la trajectoire économique des sociétés. L'ouvrage *Le capitalisme monopoliste* de Baran et Sweezy (1966/1968) doit donc être considéré comme une réponse importante à cette lacune théorique, laissée béante par l'évolution historique du capitalisme.

Dans le capitalisme avancé, la suraccumulation se traduit par une tendance structurelle à la stagnation. Celle-ci transforme la nature de la contrainte à l'accumulation, où l'extraction de survaleur (et donc de surtravail) n'est plus une condition *suffisante* à l'accumulation capitaliste. Alors que l'accumulation sous le capitalisme « classique » passe par des investissements en force de travail ou par des moyens de production à forte intensité technologique, le capitalisme avancé se caractérise par des stratégies de valorisation d'actifs intangibles (ex. brevets, marque, etc.) qui se superposent aux logiques d'exploitation précédemment mentionnées. En ce sens, les grandes corporations oligopolistiques vont dépendre de modes d'allocation du surplus inédits, dégageant une dynamique d'accumulation *spécifique* au capitalisme avancé.

Dans ce contexte, le pouvoir de marché, les nouvelles logiques de valorisation du capital, la tendance inhérente à la stagnation, les nouveaux modes privé et public de gestion de la demande effective, les transformations des rapports de classe, constituent autant de facettes qui caractérisent la spécificité historique du capitalisme avancé. Ni stade suprême, ni épuisement du capital, ni crise finale, le capitalisme est avancé « dans la mesure où son emprise comme système sur la société, la culture, l'historicité (s'est) intensifiée et consolidée par l'interpénétration entre les sphères de l'économie, du politique et du monde vécu » (Pineault, 2006 : 5). Ces caractéristiques, qui feront l'objet d'un développement analytique et critique au cours de ce chapitre, justifient la pertinence d'une théorie critique du capitalisme avancé, à laquelle Baran et Sweezy ont contribué de manière notoire.



## 1.2 Le surplus économique : entre nécessité, liberté et potentialités aliénées

Dans la tradition marxiste, l'analyse comparée des modes de production et de l'histoire du capitalisme porte généralement sur les modes d'*extraction* du surplus (Marx, 1993 : 242-243). Selon cette perspective, l'enjeu crucial de l'analyse se structure autour des questions suivantes : qui produit et qui s'approprie?<sup>3</sup> Or, les transformations du capitalisme au XX<sup>e</sup> siècle ont fait émerger de nouvelles questions fondamentales. Les grandes corporations sont alors confrontées à un problème structurel de débouchés, qui se traduit par une profonde tendance à la stagnation. Munies de nouveaux pouvoirs de marché garantis par une concurrence oligopolistique, ces grandes entreprises vont surmonter partiellement et temporairement cette contradiction par de nouveaux modes d'*utilisation* du surplus, une réalité invisible aux yeux des concepts marxistes traditionnels (ex. valeur, survaleur, etc.). L'analyse de ces nouveaux modes d'absorption du surplus qu'engendrent les impératifs spécifiques du capitalisme monopoliste constitue le thème central de l'*opus magnum* de Baran et Sweezy (1968 : 8).

### 1.2.1 Le surplus: définition et modes d'expression

Le surplus défini indépendamment de la manière dont il est produit, redistribué ou utilisé se présente comme la production excédentaire d'une société, une fois comblée sa norme de subsistance, l'entretien et le renouvellement des moyens de production essentiels à la reproduction de cette norme. À ce niveau d'abstraction, il représente la différence entre la production d'une société et ses coûts socialement nécessaires. Renvoyant à l'épargne courante ou la richesse accumulée d'une société, il est constitué de l'ensemble des « actifs » d'une société pouvant servir à l'accroissement futur de ses richesses.

Le surplus s'exprime de trois manières différentes: en biens et services (« output »), en revenus (monnaie) ou en temps de travail. Cela ne renvoie guère à trois formes historiquement spécifiques du surplus, mais bien à trois modes d'expression d'une

---

<sup>3</sup> Pour un exemple actuel de cette démarche, voir la « méthode » du marxisme politique centrée sur l'analyse des relations sociales de propriété, telle qu'exposée par Wood (1995).

même réalité sociohistorique. Le volume et la structure du surplus dépendent de la variation de deux facteurs déterminés par la nature du mode de production et de reproduction en vigueur au sein d'une société: 1) Le niveau de productivité (développement des forces productives); 2) Les normes et conventions qui délimitent les « nécessités de la vie » d'une société. Ces questions renvoient à un enjeu crucial, soit la liberté dont dispose une société pour élaborer et atteindre de nouveaux buts culturels, politiques ou économiques, au-delà de la stricte subsistance (Baran et Sweezy, 1968 : 29-30). Par conséquent, analyser comment le surplus d'une société est utilisé et réparti, c'est révéler en partie comment une société fait usage de sa liberté ou inversement, de quelle manière est-elle aliénée.

Le procès d'institutionnalisation du surplus dans l'histoire des sociétés va engendrer des conflits sociaux inédits structurés autour de deux questions essentielles : 1) Qui s'approprie cet excédent, et comment?; 2) À quoi servira-t-il? D'un point de vue sociologique, la forme dominante que va prendre l'allocation du surplus va déterminer en grande partie la trajectoire d'une société, selon qu'il est consacré principalement au développement des forces productives, à la consommation de luxe, aux services publics et aux programmes sociaux ou à diverses formes de gaspillage. De plus, ces modes d'utilisation sont déterminés par des rapports de classes qui traduisent un rapport inégal à cette capacité d'allouer le surplus, qui représente un énorme pouvoir sur l'avenir d'une société. Si le surplus a été jusqu'ici défini « en général », il n'existe toutefois que sous des formes historiquement spécifiques. Selon le type de société en présence (ex.tributaire, esclavagiste, féodale, capitaliste), sa structure, son mode d'extraction, et son mode d'utilisation feront l'objet de variations qualitatives considérables.

### *1.2.2 Les formes du surplus : actuel, potentiel et planifié*

Baran (1962 : 132-157) distingue trois formes du surplus économique (actuel, potentiel, planifié) qui se rattachent chacune à une réalité spécifique dégagée par une analyse différente. Si le surplus *actuel* est une réalité socioéconomique inhérente à toute société<sup>4</sup>,

---

<sup>4</sup> Selon cette perspective, les sociétés primitives n'auraient généré au mieux qu'un minime surplus, étant



le surplus *potentiel* devient une réalité particulièrement importante sous le capitalisme avancé alors que le surplus *planifié* est spécifique aux sociétés socialistes. À partir de maintenant, ces trois formes seront définies à l'égard du capitalisme. Le surplus *actuel* est composé sous le capitalisme par les profits nets agrégés, auxquels s'ajoute l'ensemble des actifs d'une société pouvant servir à l'accroissement futur de ses richesses (ex. moyens de production, inventaires, actifs détenus à l'étranger, réserves monétaires) (Baran, 1962 : 132). Contrairement au concept de survaleur, le surplus *actuel* ne retient que ce qui est effectivement *accumulé*, excluant la consommation de luxe et les dépenses publiques (formes de redistribution de la survaleur). En ce sens, il est composé de l'ensemble des actifs disponibles aux yeux des capitalistes à des fins d'investissement.

Dans le cadre de la contrainte à l'accumulation spécifique au capitalisme « classique », ce surplus est réparti soit en force de travail ( $F_t$ ), en moyens de production ( $M_p$ ) ou en consommation de luxe ( $C_k$ ). Or, rappelons que le passage de la concurrence par les prix aux structures de marché oligopolistiques change la nature de la contrainte à l'accumulation. Dans le capitalisme avancé, les modes d'allocation du surplus ne se réduisent plus aux formes  $F_t$ ,  $M_p$ ,  $C_k$ . C'est pourquoi la catégorie de surplus *actuel* devient limitée pour cerner les nouveaux modes de valorisation du capital qui vont émerger à la suite de ces transformations sociohistoriques.

Dans ce contexte, la catégorie de surplus *potentiel* va devenir cruciale afin de mettre en relief la différence entre ce qui *pourrait* être produit avec les forces productives existantes et la reproduction d'une norme de consommation jugée essentielle (consommation de base des ménages, services publics jugés essentiels, dépenses d'amortissement<sup>5</sup>). Irréductiblement contingente et variant dans l'histoire, cette norme est néanmoins une donnée socialement objective. Quantitativement, le surplus potentiel s'exprime dans l'ensemble de la production, du temps et des revenus gaspillés par la sous-

---

donné leur faible niveau de développement technico-économique. Or, cette posture pose problème car divers travaux (Freitag, 1986 : 192; Latouche, 2005; Sahlins, 1976) ont démontré que les sociétés primitives n'avaient aucune représentation pratique du surplus, ni même de production conservée à des fins de reproduction matérielle. Une fois que ce fondement substantiviste est remplacé par une démarche compréhensive à caractère herméneutique, cette approche conserve néanmoins toute sa portée heuristique.

<sup>5</sup> Pour une présentation détaillée des obstacles méthodologiques propres à chacun de ces postes de dépenses, et d'une tentative pour les surmonter, voir Stanfield (1973).

utilisation des capacités productives et le chômage involontaire, identifiable à la survaleur *potentielle* qui serait réalisée en situation de plein emploi. Qualitativement, il est composé non pas du sous-emploi, mais du mal-emploi des forces productives, engendré par les mécanismes spécifiques de gestion de la demande effective sous le capitalisme avancé : l'effort de vente et les formes dominantes de l'interventionnisme d'État dans l'économie. Si elle possède une dimension normative à grande portée critique, cette fraction qualitative du surplus potentiel est la plus difficile à établir empiriquement, car elle ne se réduit aucunement à la différence entre la production agrégée et ses coûts socialement nécessaire. Malgré ces difficultés, elle est théoriquement essentielle afin de mettre en relief l'ampleur du gaspillage de temps, de revenus et de forces productives nécessaire à la reproduction élargie du capital monopoliste (Baran et Sweezy, 2012a : 58).

Ces nouveaux modes d'utilisation du surplus sont de plus en plus régressifs et dépendent d'une interdépendance structurelle entre surproduction et surconsommation contrainte, telle qu'analysée plus loin. Alors que la critique immanente au capital suffisait à cerner la dimension quantitative du surplus potentiel (sous-utilisation des capacités productives et chômage), la mise en relief des formes qualitatives de gaspillage (ex. obsolescence programmée, « branding », « différenciation » des marchandises qui se résume à des variantes marginales) n'est possible que par une référence qui transcende l'ordre établi, soit la représentation d'une société où le surplus serait socialisé<sup>6</sup>. Devant le caractère régressif du développement des forces productives, cette position de surplomb devient nécessaire à la critique du capitalisme avancé.

Quant au surplus *planifié*, il renvoie à la différence entre ce qui pourrait être produit et une norme de consommation optimale (et non plus « essentielle »). En reprenant les modes d'expression du surplus précédemment identifiés, cet optimum peut soit se traduire par une hausse de la production (biens et services), une hausse de revenus (monnaie) ou une réduction du temps de travail (temps). En ce sens, Baran (1962 : 156)

---

<sup>6</sup> La critique immanente est entendue ici comme la confrontation critique entre la tendance au sous-emploi sous le capitalisme avancé et l'idéal capitaliste du plein emploi, une démarche caractéristique de la macroéconomie keynésienne. Or, une telle démarche est limitée car elle ne peut mettre en relief le mal emploi sous le capitalisme avancé, qui ne peut apparaître qu'en référence à une société qui transcende ce mode de production (Szljajfer, 2009 : 297-321).

ne réduisait aucunement cet optimum à une conception strictement quantitative de la croissance. En fait, Baran (1962 : 144-145) considérait que la particularité d'une société socialiste reposerait principalement sur la diminution drastique des activités « improductives » structurellement nécessaires au capitalisme monopoliste (ex. effort de vente).

Ces différentes déclinaisons du surplus rendent compte des nouvelles formes de gaspillage économique engendrées par les contraintes de l'accumulation monopolistique. En renouvelant de manière radicalement différente le problème de l'allocation des « ressources », cette démarche à portée critique démontre comment les impératifs du capitalisme monopoliste mènent à un développement irrationnel des forces productives, en sabotant les potentialités économiques qui pourraient devenir réalité au sein de rapports sociaux de production radicalement différents. Par conséquent, l'objet de recherche de cette tradition ne se réduit guère à une analyse positive de la stagnation ou de la croissance en soi. Au contraire, il s'agit de débusquer au sein de l'histoire du capitalisme avancé les causes du décalage économique entre ce qui est et ce qui pourrait être afin de dégager l'existence d'un fonds social d'accumulation pouvant faire l'objet d'une réappropriation à des fins de changement social (Baran et Sweezy, 2012a : 26-27). Par contre, l'existence d'un tel surplus n'écarterait en rien la question tout aussi centrale de son mode de gestion, qui peut être démocratique, technocratique ou autoritaire (Stanfield, 1973: 3).

De plus, l'analyse des modes d'utilisation du surplus est essentielle à la compréhension du rapport économie-société sous le capitalisme avancé (Baran et Sweezy, 1968 : 28-29). Une telle posture épistémologique est au cœur de leur analyse de l'interpénétration de l'effort de vente et du procès de production, et des formes d'interventionnisme d'État compatibles avec les structures de classes et d'accumulation monopolistique. Si cette démarche a pour but de comprendre la société comme totalité à l'encontre de la fragmentation des objets dans les sciences sociales, elle n'a pas la prétention d'épuiser l'interprétation du monde social (Baran et Sweezy, 1968 : 23-24; 29). Elle représente néanmoins une contribution importante à l'élaboration d'une théorie



critique des structures sociales du capitalisme avancé (Pineault, 2006)<sup>7</sup>.

### 1.3 La théorie du capitalisme monopoliste

L'institutionnalisation de la grande corporation au tournant du XX<sup>e</sup> siècle transforme en profondeur les bases de l'accumulation capitaliste, engendrant du coup d'importantes transformations sociales, culturelles et politiques (Baran et Sweezy, 1968 : 28-29). Selon cette perspective, le capitalisme monopoliste est compris comme un nouveau « fait social total »<sup>8</sup>. À partir des travaux pionniers en la matière (Kalecki, 1966; Steindl, 1976; Veblen, 1904), les fondements théoriques de la MR constituent une synthèse d'une microéconomie d'inspiration institutionnaliste fondée sur les pouvoirs de la grande entreprise, une macroéconomie de l'accumulation monopolistique, et une analyse sociologique des effets sur l'économie et la société des nouveaux mécanismes de gestion de la demande effective sous le capitalisme avancé.

#### 1.3.1 La grande corporation: anatomie d'un nouveau pouvoir

La thèse de Baran et Sweezy est que la grande entreprise repose non pas sur une efficience économique supérieure (Chandler, 1977), mais sur un pouvoir dont l'expansion dépend d'un gaspillage croissant des forces productives. Ainsi, elle se rattache aux perspectives critiques en économie politique et en sociologie économique qui conçoivent la grande corporation comme pouvoir (Galbraith, 1968; Perrow, 2002; Roy, 1999; Veblen, 1904). Elle est résumée ici en deux parties: les causes historiques de l'avènement de la

---

<sup>7</sup> Clarifions dès maintenant que Baran et Sweezy (1968: 29) laissent en suspend l'analyse du procès de travail sous le capitalisme monopoliste. Ainsi, l'analyse des modes d'*utilisation* du surplus est privilégiée à celle de ses modes de *production*. Cette position est en apparence paradoxale, provenant de marxistes qui aspirent à une compréhension d'ensemble de la société. Plusieurs marxistes (ex. Harvey, 2006: 141-142) en concluent d'ailleurs que ces auteurs ont tourné le dos à la théorie de la valeur chez Marx, sapant du coup le fondement de la critique marxiste du capitalisme. Face à ces accusations, Sweezy va se défendre en affirmant que le rapport d'exploitation salariale s'approfondit sous le capitalisme avancé, une thèse qui découle des travaux de Braverman (1998) sur le taylorisme. Néanmoins, les transformations des modes d'absorption du surplus sous le capitalisme avancé justifie selon lui la nécessité d'une théorie spécifique du capitalisme monopoliste (Sweezy, 2009a : 34).

<sup>8</sup> Pour un récent aperçu de l'ambition sociologique de leur projet, voir l'édition du chapitre inédit de *Monopoly Capital* sur la culture de masse (Foster et McChesney, 2013 : 1-33 ; Baran et Sweezy, 2013, 43-64).

corporation et la nature de ce nouveau sujet de l'accumulation.

Pour ces auteurs, l'institutionnalisation de la corporation découle de la concentration et de la centralisation du capital. Dans ce contexte, les entreprises concentrées sont confrontées à des investissements de plus en plus coûteux, les sommes minimales pour se lancer en affaires dans un secteur devenant de plus en plus élevées. La concurrence par les prix devient alors ruineuse, poussant à la faillite un grand nombre d'entreprises malmenées par de sérieux problèmes de rentabilité. Aux prises avec une demande effective défailante, l'accumulation de type intensive, fondée sur la production de masse et la révolution technologique constante des moyens de production, de même que la concurrence « classique » sur laquelle elle est alors fondée, entrent sévèrement en crise.

Plusieurs théories interprètent cette crise comme le symptôme d'une incompatibilité entre le progrès industriel et la concurrence par les prix (Galbraith, 1968 : 45). La grande corporation serait donc une solution rationnelle et efficiente, fondée sur des économies d'échelle et sur une réduction des coûts de transaction. Cette thèse néo-institutionnaliste s'appuie sur une philosophie de l'histoire affirmant que l'évolution des sociétés est propulsée par un déterminisme technologique qui contraint les institutions à adopter les formes d'organisation les plus efficaces (Roy, 1999 : 21-40). Or, comme le dit Baran (1962: 208):

[...] at a certain stage of capitalist development [...] the growth of large-scale enterprise [...] was a *progressive* phenomenon *furthering* the advance of productivity and science. [...] Today this very same phenomenon tends to turn economically, socially, culturally, and politically into a *retrograde* force hindering and perverting further development.

La dynamique d'accumulation immanente au capitalisme est-elle pour autant une cause suffisante pour comprendre pourquoi la corporation, d'origine semi-publique et cantonnée aux secteurs des transports et des communications, a été généralisée au secteur manufacturier aux États-Unis au XX<sup>e</sup> siècle<sup>9</sup>? Les contradictions économiques identifiées précédemment, aussi contraignantes puissent-elles être, ne se sont pas produites

---

<sup>9</sup> Un quart à un tiers des actifs dans le secteur manufacturier a fait l'objet de fusions-acquisitions entre 1898 et 1902. Un cas exemplaire est la création de la US Steel en 1901, résultat d'une fusion de 165 compagnies, équivalente à 60% du secteur de l'acier (Foster, 1986: 64-65).

historiquement dans un vacuum institutionnel, dépourvu de tout conflit social. Si la création légale de la corporation découle de décisions ayant relevé d'institutions politiques et juridiques, ce n'est qu'en tant qu'innovation juridique formellement compatible avec les lois antitrust (ex. Sherman Law) et l'idéologie de la concurrence aux États-Unis (Baran et Sweezy, 1968: 62-63). Une autre condition institutionnelle est le rôle des banques d'investissement sur les marchés financiers qui a permis de mobiliser le capital nécessaire à la fondation de ces mastodontes corporatifs. Or, grâce à leurs nouveaux pouvoirs d'appropriation, les grandes corporations vont progressivement accumuler des fonds internes de plus en plus importants, leur conférant une autonomie à l'égard des banques et des marchés boursiers pour financer leurs investissements<sup>10</sup>.

Malgré les références à ces facteurs, les penseurs de la MR ont tendance à dériver la trajectoire historique du capitalisme de lois économiques abstraites, sous-évaluant le rôle contingent des facteurs politiques<sup>11</sup>. Tel que l'affirment Panitch et Gindin (2012 : 2-3) :

[...] the spread of capitalism throughout the world was not the automatic result of the operation of any historical « law »; it was brought about by human agents and the institutions they created, albeit under conditions not of their choice [...] The conceptual categories Marx developed to define the structural relationships and economic dynamics distinctive to capitalism can be enormously valuable, but only if they guide an understanding of the choices made, and the specific institutions created, by specific historical actors.

Ce penchant structuraliste est un problème épistémologique qui n'est pas sans conséquence sur leur analyse politique du capitalisme avancé, notamment à l'égard du rôle de l'État et de l'intégration du salariat dans les pays occidentaux, des problèmes abordés vers la fin de ce chapitre. De plus, cela va teinter leur manière de présenter l'histoire de la financiarisation et de la globalisation.

Si Baran et Sweezy considèrent que la grande corporation est la conséquence historique de la centralisation et de la concentration du capital, elle ne se confond

---

<sup>10</sup> C'est pourquoi Sweezy (1962 : 266-269) rejette la thèse de Hilferding sur la prise de contrôle de l'industrie par les banques, qui relève plutôt d'un phénomène transitoire, voire particulier à la culture corporatiste de l'Allemagne. Cela explique en partie pourquoi la catégorie de capital monopoliste a été privilégiée au détriment du concept de capital financier (cf. chap. 2, section 2.1.1).

<sup>11</sup> Pour une riche analyse des processus politiques et idéologiques menant à l'institutionnalisation de la corporation aux États-Unis, voir Roy (1999).



aucunement avec une simple excroissance quantitative de l'entreprise « classique ». Comme le disent ces auteurs, « le changement quantitatif par rapport à l'ancienne entreprise individuelle est tel qu'il aboutit à un changement qualitatif » (Baran et Sweezy, 1968: 60). Ainsi, la théorie du capitalisme monopoliste ne tombe pas dans le piège du réductionnisme économique critiqué par Freitag, qui considère que la mutation corporative de l'entreprise capitaliste qu'il analyse à titre de vecteur de postmodernisation des sociétés « ne se laisse absolument pas réduire, ni économiquement ni sociologiquement, au concept quantitatif de la "concentration du capital", pas plus qu'aux notions du monopole et de l'oligopole propres à la théorie économique » (Freitag, 2002 : 293). Quoiqu'elle répond à une problématique différente, la thèse de Baran et Sweezy est néanmoins résolument qualitative, en mettant en relief certaines caractéristiques essentielles de ce nouveau pouvoir sur l'économie et la société.

En tant que nouveau sujet de l'accumulation, la corporation est reconnue institutionnellement comme personne morale, ce qui lui confère une réalité *sui generis*. Elle n'est donc pas un voile contractuel derrière lequel se cachent les actionnaires en chair et en os. La corporation est en principe immortelle, non seulement en vertu de ses fondements juridiques, mais parce que le temps de rentabilité associé à ses investissements nécessite un horizon décisionnel beaucoup plus éloigné que celui de l'entrepreneur « classique ». En tant que « going concern », l'entreprise géante et sa survie à long terme dépend d'un ensemble de comportements stratégiques visant à organiser le marché conformément à ses intérêts d'accumulation et de croissance, afin de se protéger des fluctuations capricieuses de l'offre et de la demande. Cela implique une rationalisation de la fonction managériale (Baran et Sweezy, 1968: 59-62), orientée par deux nouveaux impératifs, étudiés plus loin: 1) éviter systématiquement les risques; 2) attitude de co-respect (concurrence oligopolistique).

Du point de vue de l'actionnaire, la propriété corporative est un ensemble d'actifs financiers échangeables sous forme de titres sur les marchés financiers, dont la détention confère un statut légal d'ayant droit à une fraction des revenus futurs de l'entreprise (dividendes). Aucunement réduite à une fonction de l'accumulation « réelle » du capital (Foster et F. Magdoff, 2009 : 71), la liquidité financière a certes son mode de valorisation

spécifique, fondé sur la logique fétichiste d'une émancipation des contraintes inhérentes aux investissements productifs. Les actionnaires ont aussi une responsabilité juridique limitée à l'égard des déboires financiers de « leur » entreprise, proportionnelle à leurs placements. En contrepartie, l'autonomie financière de la grande entreprise et son orientation stratégique portée vers le long terme concentrent le pouvoir de valorisation des actifs de l'entreprise dans les mains des cadres siégeant sur le conseil d'administration (CA) (Baran et Sweezy, 1968 : 49-51)<sup>12</sup>.

Contrairement aux interprétations de Berle et Means (1932) et de Galbraith (1968), Baran et Sweezy (1968: 38-59) s'opposent à considérer cette séparation « propriété-gestion » comme la condition de l'avènement d'une technocratie neutre, émancipée des impératifs de maximisation de profits, et pouvant servir des finalités sociales plus nobles. Pour ces derniers, la maximisation des profits demeure un objectif tout aussi important qu'au stade « classique » du capitalisme. Si ce but n'est guère probabilisable considérant l'incertitude inhérente à toute décision d'investissement, la grande corporation est néanmoins mieux équipée que la petite et moyenne entreprise (PME) pour y arriver. La discipline des coûts de production demeure donc une condition du pouvoir oligopolistique, car de bas coûts et de hauts profits améliorent la position d'une entreprise dans sa lutte pour de plus grandes parts de marché. Ultimement, l'assemblée des actionnaires peut servir à congédier les directions d'entreprises qui tenteraient de se soustraire à cet impératif de marché.

Les profits doivent donc être considérés comme le moyen fondamental d'expansion du pouvoir de la grande entreprise (Baran et Sweezy, 1968: 53-54), qui possède dorénavant une relative autonomie en matière de stratégies d'accumulation. Tel qu'analysé au cours de ce chapitre, le capital n'est plus réduit à un rapport social d'exploitation, mais renvoie à un pouvoir de valorisation d'actifs diversifiés (tangibles,

---

<sup>12</sup> Certaines caractéristiques idéal-typiques présentées ici (ex. tendance à l'auto-contrôle, pouvoir effectif des managers concentré dans le CA de l'entreprise, responsabilité limitée face aux actionnaires) vont être profondément bouleversées dans le contexte de la financiarisation de l'économie (Foster et F. Magdoff, 2009: 66-68) (cf. chap. 2, section 2.3.3). C'est pourquoi une théorie critique du capitalisme avancé ne doit pas confondre dans l'analyse la nature de la corporation, la diversité des actifs pouvant servir de stratégies d'accumulation, et les rapports de classes, trois « moments » qui connaissent des configurations variables dans l'histoire du capitalisme (Pineault, 2006).

intangibles, financiers), témoignant d'une multitude de leviers de puissance organisationnelle sur l'économie et la société (Gagnon, 2007 : 12-13; Pineault, 2006).

### *1.3.2 La concurrence oligopolistique*

Les nouvelles structures de marché monopolistiques ont transformé en profondeur les rapports de production, de distribution et de consommation, de même que les modes d'utilisation du surplus. Alors que la concurrence est souvent présentée au sein des travaux marxistes comme le mode d'être phénoménal du capital (Marx, 1973: 552; 752), le tour de force de cette école est d'avoir démontré comment les transformations des rapports intercapitalistes sont venues bouleverser de fond en comble le capitalisme, transformant son essence au passage<sup>13</sup>. En plaçant cette question au centre de leur analyse, Baran et Sweezy (1968: 25) souhaitent relancer une tradition marxiste empêtrée dans les présupposés d'une économie concurrentielle. Ces derniers renvoient à trois caractéristiques implicites à l'idéal-type de la concurrence capitaliste chez Marx : 1) Une concurrence par les prix, déterminée par une certaine fluctuation de l'offre et de la demande; 2) Une pleine utilisation des capacités productives en dehors des périodes de crise; 3) Une dynamique d'accumulation quasi automatique, fondée sur le réinvestissement systématique du surplus dans la croissance des capacités productives (Foster, 2009a: 200).

Hilferding et Lénine sont les premiers marxistes à se pencher sur les monopoles, mais identifient ce phénomène à une transformation quantitative de la concentration du capital, sans distinction radicalement qualitative. Du côté des hétérodoxes, les théories de la « concurrence imparfaite » (Robinson, 1933) et de la « concurrence monopolistique »

---

<sup>13</sup> Cette hiérarchie ontologique entre les rapports verticaux (capital – travail) et horizontaux (capital – capital) est cependant reprise par Sweezy dans sa polémique avec les marxistes « fondamentalistes », pour justifier son adhésion à la théorie marxiste de la valeur. Il définit le rapport salarial comme *la* réalité essentielle du capitalisme alors qu'il présente la concurrence oligopolistique en tant qu'aspect secondaire mais néanmoins important (Sweezy, 2009a : 34). Or, la théorie du capitalisme monopoliste permet d'assouplir cette distinction, voire de la dépasser. À partir d'une démarche différente, les travaux du marxisme politique, notamment sur la transition au capitalisme, ont démontré comment cette dichotomie analytique est contraire aux enseignements d'une analyse historique comparée (Wood, 1999).



(Chamberlain, 1933) assoit certes la microéconomie sur des fondements plus réalistes (ex. prix administrés par les entreprises), mais sans dégager toutefois ses conséquences macroéconomiques. De son côté, Keynes (2005) émancipe la macroéconomie du dogme de la loi de Say (l'offre crée sa propre demande), mais reste aux prises avec plusieurs postulats néoclassiques sur l'entreprise et la concurrence. Par conséquent, le divorce entre microéconomie et macroéconomie demeurerait entier, privant l'analyse d'une perspective d'ensemble sur les transformations du capitalisme (Baran et Sweezy, 1968 : 65-66). La théorie du capitalisme monopoliste, inspirée de Veblen, Kalecki et Steindl, est donc une tentative pour surmonter une telle impasse.

Rappelons qu'à l'époque où la concurrence régule l'interaction entre un très grand nombre de petites entreprises, le marché n'est qu'un mécanisme disciplinaire externe. Pour conserver et accroître son capital, chaque petite unité économique est alors contrainte de produire à moindre coût par l'intensification de l'exploitation, afin de vendre *moins cher* que ses concurrents et multiplier ses parts de marché. Dans ce contexte, l'extraction effective de la survalueur dépend de la flexibilité des prix. Or, contrairement à ce qu'en disent les manuels d'économie néoclassique, cette réalité est révolue depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, dès que le marché de type oligopolistique, dominé par des entreprises de très grande taille, est devenu la norme. Placés devant cette réalité, les postulats de la concurrence pure et parfaite (atomicité des agents, homogénéité et interchangeabilité des marchandises, information largement accessible sur le marché, mobilité des facteurs de production) deviennent plus que jamais des mystifications socioéconomiques.

Par contre, il ne faut pas confondre la représentation de la concurrence « classique » avec son image idéalisée dans les travaux des économistes classiques. Car, en réalité, l'activité des entreprises dans les premiers siècles du capitalisme était très ancrée dans des structures de marché local, sur lesquelles pesait un ensemble de régulations culturelles et politiques (ex. associations, cartels, rapports de proximité familiale et communautaire). Ainsi, la main visible des rapports sociaux était tout aussi prégnante sinon plus que la main invisible et impersonnelle du marché (Roy, 1999: 182-183). En prenant cela en compte, la démarche idéal-typique de Baran et Sweezy, comparant économie « concurrentielle » et « monopolistique », pose problème, car elle

contribue malgré ces auteurs à entretenir cette confusion (Harvey, 2006: 144). Cela dit, Sweezy (1981 : 57-58) s'accorde avec Marx qui considérait que les vestiges des sociétés traditionnelles continuèrent de peser longtemps sur les structures de marché capitaliste. Par contre, l'enjeu sur lequel Sweezy insiste et qui conserve sa validité aujourd'hui est que Marx croyait que tout cela finirait par disparaître sans jamais prévoir que de nouvelles barrières à la concurrence émaneraient du capitalisme lui-même.

Dans le contexte des marchés oligopolistiques caractéristiques du capitalisme avancé, les grandes entreprises jouissent de pouvoirs inédits. Tout d'abord, ces corporations sont des « faiseurs » de prix<sup>14</sup>, administrés par l'application d'un taux de marge bénéficiaire par unité de production (*mark-up*)<sup>15</sup>, et non plus des « preneurs » de prix imposés de l'extérieur par une discipline de marché (Baran et Sweezy, 1968 : 64-66). Variant selon divers « degrés de monopoles » (Kalecki, 2009a : 80), ce pouvoir s'exerce également par un contrôle sur le volume des investissements et le niveau de production. La concurrence oligopolistique repose aussi sur diverses stratégies de coordination économique, des plus informelles aux plus explicites (ex. cartels). En Amérique du Nord, la tendance dominante a été le « co-respect », caractérisé par une régulation tacite de l'interaction des grandes entreprises. Par exemple, le « leadership par les prix » renvoie au fait qu'une grande corporation en position hiérarchique impose son prix de vente, en contraignant les autres à s'y adapter sous peine de subir les représailles d'une guerre de prix mutuellement dommageable.

À l'opposé du « co-respect », la guerre commerciale va persister comme forme

<sup>14</sup> Un monopole, selon la théorie néoclassique, est un pouvoir *absolu* sur les prix. La réalité étudiée ici est plutôt fondée sur des prix inélastiques à la baisse et *relativement* élastique à la hausse, selon les contraintes de marché en vigueur et les stratégies contingentes employées. C'est pourquoi la concurrence monopolistique et oligopolistique sont employés tels des concepts interchangeables, afin de souligner qu'il est question ici du monopole *réellement existant*. Cela permet un décloisonnement de l'usage de ce concept, face à son réductionnisme néoclassique, qui finit par être identifié quasiment aux seules sociétés d'État, ce qui n'est pas sans conséquences idéologiques.

<sup>15</sup> Pour Baran et Sweezy (2012a: 54), les racines conceptuelles de ce pouvoir de marché proviennent de la catégorie de « profit par aliénation » développée par Marx, qui réfère à des rapports d'appropriation non-fondés sur l'extraction de survaleur. Si pour Marx, ce type de rapports renvoyaient à des vestiges des sociétés pré-capitalistes qui finiraient par disparaître au fil de l'expansion du capitalisme, Baran et Sweezy affirment plutôt que ces rapports réapparaissent sous des formes spécifiques au capitalisme avancé. Cette catégorie est d'ailleurs mobilisée aujourd'hui par Lapavistas (2013 : 145-146) afin de mettre en relief des formes d'exploitation financière non-fondées sur l'extraction de survaleur (cf. chap. 2, section 2.3.4).



prédatrice de concurrence, ce qui a pour effet de limiter les taux de concentration oligopolistique dans un secteur, et du même coup, les sanctions des lois « anti-monopolistiques ». C'est d'ailleurs dans ce contexte que Baran et Sweezy (1968 : 71-72) précisent que la concurrence par les prix demeure une arme des grandes entreprises si elle permet d'accroître *a posteriori* leur pouvoir de marché (ex. dumping). De plus, le pouvoir monopolistique dépend de la durée d'une multitude de barrières à l'entrée allant des brevets au contrôle des réseaux de distribution, en passant par le contrôle stratégique de ressources et l'existence de tarifs protectionnistes<sup>16</sup>. En résumé, si l'entreprise capitaliste a toujours possédé un pouvoir d'organisation sur le procès de production (Pineault, 2009 : 224-226), la grande corporation possède désormais un pouvoir d'organisation du marché.

Par contre, la marginalisation de la concurrence par les prix ne signifie guère la fin de la concurrence. La lutte pour l'accroissement des parts de marché demeure tout aussi impitoyable, mais prend la forme de rivalités oligopolistiques où le marché est constitué par des processus de moins en moins anonymes. Telle qu'analysée plus loin, la gestion de la demande effective par diverses stratégies de vente devient le lieu par excellence de la concurrence oligopolistique. De plus, rappelons que l'impératif de maximisation des profits monopolistiques dépend tout autant d'une discipline de coûts qu'au stade « classique » du capitalisme. Cela dit, cette rationalisation en apparence progressiste de la tendance à la baisse des coûts de production<sup>17</sup> se renverse en son contraire dans le contexte de prix monopolistiques, où les oligopoles captent par leur pouvoir les fruits de cette productivité accrue. Le capitalisme avancé se caractérise ainsi par une dynamique d'accumulation différenciée, où les grandes corporations jouissent de taux de profits plus élevés que ceux dont bénéficient les PME.

Dans un traité antérieur d'économie marxiste, Sweezy (1962: 285) décrivait cette réalité comme le passage de la « loi » de l'égalisation des taux de profit à une hiérarchie variable et dynamique de ces taux. Dans le cadre d'une économie aux prises avec d'importants problèmes de débouchés, cette nouvelle réalité contraint le capital à se

<sup>16</sup> Sans pouvoir les présenter une à une, Foster et McChesney (2012: 197) identifient jusqu'à à vingt-deux barrières à l'entrée, en référence à un ouvrage cité.

<sup>17</sup> Comme nous le verrons plus tard, les profits monopolistes dépendent aussi en réalité d'une *croissance* de coûts socialement improductifs, liés notamment à l'effort de vente.



déplacer paradoxalement des secteurs à hauts profits, mais saturés vers les secteurs à plus faibles profits, mais où réside une demande effective plus prometteuse (Foster, 1986 : 66).

Un tel propos s'attira les foudres des critiques marxistes « fondamentalistes » (Semmler, 1984; Zeluck, 1980) qui s'en prennent à la validité empirique d'une telle thèse. En ayant injustement réduit le pouvoir oligopolistique à cette tendance à la différenciation des taux de profits, ils en concluent que le capitalisme monopoliste n'est qu'une vue de l'esprit (Sherman, 1985 : 367). Or, Sweezy (1981: 66) appelait à la prudence dans l'analyse empirique contre une interprétation trop rigide et statique de ce phénomène. En effet, en restreignant leurs analyses aux secteurs intégrés horizontalement, ces auteurs étaient en retard sur les nouvelles tendances de la centralisation du capital, fondées sur l'intégration verticale, conglomérale et multinationale. Ainsi, en confinant l'analyse à l'évolution des taux de profits dans les secteurs contrôlés à 40% ou plus par 4 entreprises ou moins, soit un indicateur mobilisé dans les débats antitrust aux États-Unis, ces critiques se révélaient alors limitées pour évaluer la valeur heuristique de la théorie du capitalisme monopoliste (Sherman, 1985: 371).

Néanmoins, cette polémique se structure autour d'une question essentielle: est-ce que les barrières à l'entrée qui fondent un pouvoir de marché ont une effectivité suffisante pour engendrer des profits monopolistiques à durée prolongée? Dans le contexte d'après-guerre, les marchés oligopolistiques avaient tendance à être cloisonnés nationalement par d'importantes barrières protectionnistes. Or, la majorité des théories hétérodoxes sur la globalisation mettent en relief la quasi-disparition de ces réglementations aujourd'hui. Selon ces interprétations, la théorie du capitalisme monopoliste a joui d'une validité, au mieux, de quelques décennies, mais elle ne serait aujourd'hui que le souvenir d'une époque révolue, une thèse rejetée par les auteurs contemporains de la MR (cf. chap. 3).

### *1.3.3 La contradiction de l'accumulation monopolistique: la tendance à la hausse du surplus*

La concurrence oligopolistique débouche sur une dynamique macroéconomique inédite dans l'histoire du capitalisme. Les capacités d'appropriation des grandes corporations, lorsque généralisées à l'ensemble de l'économie, engendrent une tendance à la hausse du

surplus (Baran et Sweezy, 1968: 63-83). Cette tendance s'exprime par une suraccumulation, soit de profits monopolistiques, de moyens de production inutilisés ou de travailleurs « superflus » (chômage). La dynamique d'accumulation monopoliste génère davantage de surplus que le système est en mesure d'absorber, étant donné les impératifs de marché et les rapports asymétriques de redistribution de richesse propres au capitalisme avancé.

Cette tendance à la hausse du surplus est confrontée à un problème fondamental: est-ce que les mécanismes « classique » du marché engendrent suffisamment de débouchés pour garantir une absorption continue de ce surplus massifié et croissant? Car, confrontée à des problèmes structurels de saturation de marché, cette tendance se traduirait par des crises de plus en plus vives de surproduction. Or, la crise de 1929 est venue démontrer de manière exemplaire la faillite de l'autorégulation du marché à générer une demande effective suffisante pour soutenir des taux de croissance durables. Ainsi, le capitalisme avancé est traversé par un problème structurel de débouchés rentables d'investissement. Si l'économie néoclassique continue de faire de la rareté le point de départ de sa réflexion, c'est plutôt la gestion de la surabondance de moyens de production ou de profits qui est la véritable source d'angoisse des grandes corporations oligopolistiques. Du point de vue des travailleurs, cette tendance à la hausse du surplus sera vécue de plus en plus comme la menace d'un chômage de masse. Ainsi, ce n'est plus la production du surplus le problème, mais son absorption par une demande effective suffisante.

Si la pérennité du capitalisme dépend dorénavant de la résolution de ce problème, ce n'est pas tous les moyens qui sont compatibles avec un « système qui comprend des mécanismes sélectifs internes dont les conséquences se font profondément sentir sur chaque aspect de la vie » (Baran et Sweezy, 1968 : 110). Contrairement à Keynes qui réduit le problème de demande effective à un problème *quantitatif* d'investissement, les auteurs de la MR font ressortir les dimensions *qualitatives* de ces réalités économiques (Foster et Szlajfer, 2009 : 10-11). Concrètement, ils démontrent comment les structures de classe et idéologiques de la société restreignent et déterminent très spécifiquement les mécanismes de gestion de la demande effective compatibles avec la dynamique

d'accumulation monopolistique.

Tel qu'affirmé plus tôt, la tendance à la hausse du surplus transforme radicalement la nature de la contrainte à l'accumulation sous le capitalisme avancé. S'il a précédemment été dit que les modes d'utilisation du surplus sous le capitalisme « classique » deviennent ainsi insuffisants et limités, il s'agit maintenant de préciser pourquoi. Pour y arriver, il faut justifier pourquoi l'investissement privé et la consommation de luxe ne sont plus des ressorts suffisants de l'accumulation sous le capitalisme avancé (Baran et Sweezy, 1968 : 85-110). Faute d'espace, la démonstration macroéconomique développée par Kalecki<sup>18</sup> (2009b : 159-166) sera laissée ici de côté. Résumons seulement ici son propos, essentiel à la compréhension de cette tendance à la hausse du surplus.

Tant le revenu national qui peut être produit (PIB) que les profits qui peuvent être réalisés sont déterminés en toute circonstance par le niveau d'investissement et la consommation des capitalistes. À noter que cette thèse de Kalecki repose sur le postulat que la consommation salariale est une norme de subsistance, alors que le capitalisme avancé se caractérise par une nouvelle flexibilité salariale (surtout dans les pays du centre). Néanmoins, il s'agit pour l'instant d'expliquer pourquoi l'investissement et la consommation capitaliste sont les variables macroéconomiques indépendantes, et non les profits et le revenu national, tel que le laisse entendre un préjugé économique répandu.

Pour répondre à cette question, il faut rompre avec la conception statique de l'économie imaginée par les économistes classiques et néoclassiques, en introduisant la contrainte du temps historique dans les décisions économiques. De ce point de vue, l'investissement (I) et la consommation de luxe (C<sub>k</sub>) en courte période doivent être considérés comme le résultat de décisions prises par le passé, et doivent donc être considérés comme des variables données. Pour l'investissement, cela s'explique par le délai temporel entre la décision d'investir et le moment d'installation du moyen de production. Quant à la consommation de luxe, elle relève d'une norme qui est toujours en

---

<sup>18</sup> Kalecki est arrivé par voie indépendante aux mêmes conclusions macroéconomiques de Keynes, sans s'appuyer toutefois sur certains présupposés microéconomiques néoclassiques qui continuaient d'informer la théorie de ce dernier (ex. absence de pouvoir de marché, l'efficacité du marché dans la détermination des contenus (et non du niveau) de production et de consommation, etc.).



décalage avec les fluctuations de profits. A contrario, les ventes et profits dans une période donnée ne peuvent être considérés comme le résultat de décisions passées. Comme le dit Kalecki (2009b: 161), « the capitalists can decide how much they will invest and consume next year but they cannot decide how much they shall sell and profit ». Ainsi, le pouvoir d'allocation du surplus que détiennent les capitalistes repose sur le taux de répartition entre « I » et «  $C_k$  ». Cela traduit une asymétrie de classes entre capitalistes et salarié-e-s bien résumée par cet aphorisme de Kaldor attribué (à tort) souvent à Kalecki (cité dans Lavoie, 2004: 80): « les capitalistes gagnent ce qu'ils dépensent et les salariés dépensent ce qu'ils gagnent ».

Cette théorie rompt avec le concept de l'investissement depuis Adam Smith, défini comme la fonction d'une épargne préalable, équivalente aux profits retenus par l'entreprise et plus largement, proportionnel à la propension d'une collectivité à épargner. Selon cette logique, plus les membres d'une société s'abstiennent de dépenser les fruits de leur activité dans des dépenses frivoles de consommation, plus il y a de surplus disponible à des fins d'accumulation, plus la richesse d'une société peut croître. Cette perspective a reçu de la part de Weber une caution sociologique, où cette propension à l'épargne aurait été à l'origine inscrite culturellement dans l'éthique protestante, ayant à son tour soi-disant<sup>19</sup> favorisé l'éclosion du capitalisme en Europe.

Cette conception de l'épargne est remise en cause par les considérations macroéconomiques qui précèdent. Indépendants des taux d'épargne, les taux de consommation de luxe et d'investissement privé sont les véritables déterminants d'une dynamique d'accumulation durable, à condition que l'économie gravite autour du plein emploi. Si le problème de l'absorption du surplus peut ainsi être résolu sur papier, la question est de savoir si ce niveau de demande effective est atteint spontanément par le marché sous le capitalisme avancé.

À défaut d'une croissance de la consommation des capitalistes supérieure au taux de croissance du revenu national, la fraction du surplus en quête de débouchés d'investissement va tendre à augmenter, le problème de la demande effective demeurant

---

<sup>19</sup> Sans pouvoir développer ce thème ici, j'utilise le terme « soi-disant » pour marquer mon attachement aux thèses développées notamment par Wood (2009) sur les origines du capitalisme.

irrésolu. En ce sens, Baran et Sweezy (1968: 86) démontrent comment les politiques de versement des dividendes, déterminées par les stratégies d'autocontrôle des entreprises oligopolistiques, s'ajustent toujours avec un délai considérable par rapport à leurs taux de profit effectifs. Si les dividendes augmentent dans l'absolu, ils tendent à diminuer relativement au revenu national, le problème de l'absorption du surplus demeurant entier. Ainsi, la fraction du surplus en quête d'investissements rentables tend à augmenter.

Par conséquent, seule une forte dynamique d'investissement privé, où le revenu national disponible et l'investissement augmenteraient proportionnellement à un rythme sans fin, créerait les conditions pour une reproduction élargie du capital. Or, une telle logique est un non-sens économique, car cela présupposerait une dynamique infinie d'expansion de la production pour la production sans aucune relation à la demande finale. De plus, cela conférerait au capital la capacité de s'abstraire entièrement des contraintes de la valeur d'usage, en référence ici au caractère « technique » de la production. En plus de se buter un jour ou l'autre aux limites physiques potentielles d'une économie, une telle hypothèse est en conflit avec la tendance des grandes corporations à éviter le plus possible les risques (Baran et Sweezy, 1968: 87).

Compris de cette manière, la tendance à la hausse du surplus se traduit par une croissance de surcapacités productives. Si cette dynamique a certes ponctué l'histoire du capitalisme, elle ne peut perdurer. Un jour ou l'autre, ce problème de surcapacités industrielles vient déprimer l'investissement, enclenchant une spirale autorenforçante de chômage et de désinvestissement. Rappelons qu'au stade « classique » du capitalisme, une telle dynamique tendait à déboucher sur des crises cycliques de surproduction aux conséquences socioéconomiques désastreuses.

Or, sous le capitalisme avancé, la contradiction de suraccumulation va prendre un nouveau visage. Confrontée à un problème de débouchés structurel, l'entreprise géante, équipée de ses nouvelles armes, va se protéger contre les mécanismes « classiques » de régulation du capital par la crise mentionnés au début de ce chapitre. À défaut d'être contrainte à réduire ses prix<sup>20</sup>, elle opte pour une diminution de ses capacités de

---

<sup>20</sup> C'est pourquoi devant une telle réalité, Kalecki (2009b: 166) va dire que la flexibilité des prix est dorénavant la caractéristique d'une économie socialiste et non d'une économie monopolistique.

production et, conséquemment, de ses investissements afin de préserver ses marges de profits (Foster et McChesney, 2012: 37). Au lieu de déboucher sur une crise intense et de courte durée qui déclencherait une restructuration du capital éliminant temporairement les surcapacités de production, de telles stratégies généralisées à l'ensemble de l'économie finissent par plonger la société dans un état de stagnation prolongée. Les mécanismes disciplinaires du marché deviendront alors inopérants pour sortir l'économie d'une telle léthargie, engendrant ce que Keynes appelait un équilibre de sous-emploi, caractérisé par un chômage involontaire de masse et une sous-utilisation chronique des moyens de production (Deleplace, 2007 : 288-302). Sous le capitalisme avancé, la contradiction entre les capacités de production et de consommation atteint son paroxysme :

Quoi que l'on fasse, il n'y a guère moyen d'éviter la conclusion que le capitalisme monopoliste est un système miné par ses contradictions internes. Il tend à créer un surplus croissant et pourtant il n'arrive pas à fournir les débouchés de consommation et d'investissement exigés par l'absorption d'un surplus croissant et partant, par le fonctionnement harmonieux du système. Puisque le surplus qui ne peut être absorbé ne sera pas produit, il s'ensuit que l'état *normal* de l'économie de capitalisme monopoliste est la stagnation (Baran et Sweezy, 1968 : 108).

Ainsi, la baisse tendancielle du taux de profit, caractéristique du capitalisme en pleine industrialisation au XIX<sup>e</sup> siècle, serait dorénavant affaire du passé et n'aurait donc plus force de « loi » (Sweezy, 2009b : 41-56)<sup>21</sup>. Cependant, cette macroéconomie de l'accumulation monopolistique, une des contributions les plus originales de l'école de la MR, est contestée par plusieurs perspectives opposées, toujours d'actualité: 1) l'innovation comme destruction créatrice; 2) profits non réalisés par manque de demande effective; 3) un rapport de force défavorable aux capitalistes (*profit-squeeze*).

La première, associée principalement à la figure de Schumpeter, considère que l'innovation technologique représente la contrainte concurrentielle par excellence, conférant aux profits monopolistes un statut, au mieux, temporaire. Par conséquent, la concurrence oligopolistique ne pourrait transformer durablement les fondements macroéconomiques de l'accumulation capitaliste. Inspirés par Veblen, Baran et Sweezy

---

<sup>21</sup> Cette « loi » est également compromise par la « maturation » du capitalisme. Cela signifie que nous sommes passés d'une économie en période d'industrialisation où les débouchés sont quasiment illimités à une économie déjà industrialisée où les débouchés en forte intensité technologique tendent à se restreindre (Sweezy, 2009b : 46). Pour une critique récente et plus fondamentale de cette « loi », voir Heinrich (2013).



(1968 : 94-105) rétorquent que l'innovation fait de plus en plus l'objet de stratégies d'appropriation privative (ex. brevets), visant à exercer un contrôle sur le rythme d'introduction des nouvelles technologies (ex. voiture électrique). Ainsi, la tempête identifiée par Schumpeter ne constituerait qu'un stade transitoire dans l'institutionnalisation des grandes corporations, qui se réduirait maintenant qu'à une « légère brise », pour reprendre les mots de ces auteurs!

Le rythme des découvertes techno-scientifiques ne s'essouffle pas pour autant, car les PME continuent dans un tel contexte d'être des lieux dynamiques d'innovation. Or, les grandes entreprises déploient tout leur arsenal pour se les approprier, soit par l'entremise de fusions-acquisitions ou par des stratégies ciblées d'achats de brevets, une réalité d'autant plus répandue dans le cadre de nouveaux marchés en pleine expansion (Baran et Sweezy, 1968: 60-61). Ainsi, une grande entreprise va protéger la rentabilité d'un actif technologiquement inférieur avant d'introduire une innovation plus performante. Par conséquent, le capitalisme avancé se caractérise par un effet de latence qui se traduit par un décalage entre les usages potentiels du progrès techno-scientifique et sa réalité effective. Comme le dit Veblen, le monde des arts industriels tend, sous le capitalisme avancé, à être de plus en plus saboté par le monde des affaires (Gagnon, 2007 : 9-12).

Cette réalité découle également d'une stratégie d'externalisation des coûts d'innovation vers les PME (et vers les institutions universitaires), qui confirme la tendance systématique des grandes corporations à fuir les risques comme de la peste. Ce pouvoir différencié sur l'innovation n'est qu'une parmi un nombre impressionnant de barrières à l'entrée, visant à décourager tout concurrent de s'essayer au jeu de la concurrence « pure et simple ».

La seconde objection à la thèse de la tendance à la hausse du surplus, formulée à l'origine par Kaldor, est que la part des profits dans le revenu national enregistrés par les entreprises ne tend pas à augmenter continuellement, selon les statistiques compilées notamment aux États-Unis durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Or, ce raisonnement pose problème car dans le contexte du capitalisme avancé, cet indicateur économique ne compose qu'une fraction du surplus. Tel qu'indiqué plus tôt, cela s'explique par le fait que chaque grande entreprise vise à défendre ses marges de profits monopolistiques par

un contrôle, voire une diminution du taux d'utilisation des capacités productives. Généralisés à l'ensemble de l'économie, de tels comportements engendrent paradoxalement une croissance involontaire des surcapacités productives, réduisant ainsi les nouveaux débouchés, ce qui tend à déprimer le taux de réinvestissement et donc, d'accumulation des profits. C'est pourquoi Baran et Sweezy (1968 : 80-82) insistent pour qualifier cette nouvelle réalité socioéconomique de tendance à la hausse du surplus *potentiel*. Cette forme inédite de suraccumulation du capital correspond à la masse de profits *non réalisés*, qui trouve plutôt sa trace statistique dans les taux de chômage involontaire et de sous-utilisation chronique des capacités productives.

Enfin, une dernière objection à cette thèse macroéconomique porte sur les luttes du mouvement syndical et ses capacités à s'approprier une part accrue du surplus en hausses de salaire. Ainsi, les salarié-e-s seraient en mesure d'arracher des gains salariaux supérieurs aux gains de productivité, pouvant ainsi déclencher une contraction à la baisse des taux de profits. Or, selon Baran et Sweezy (1968 : 82-83), un tel argument ne peut tenir la route, car toute augmentation de salaire peut être convertie, par les pouvoirs de marché de la grande entreprise, en hausses des prix des marchandises. Étant donné la nature d'une économie monétaire de production, les salarié-e-s ont un pouvoir seulement sur la valeur *nominale* et non *réelle* de leurs salaires, à défaut d'avoir une emprise politique sur les prix. De plus, au moment d'aborder la question de l'effort de vente, nous verrons comment les salaires n'apparaissent plus seulement comme coûts, mais comme un mécanisme d'absorption du surplus, qui prend la forme d'un gaspillage socioéconomique incorporé à même la matérialité des marchandises consommées par les salarié-e-s (Foster, 1986: 14-15).

En résumé, le capitalisme avancé se caractérise avant tout par une tendance à la hausse du surplus *potentiel*. Tel qu'annoncé plus tôt, le temps de travail, les revenus et les moyens de production *potentiellement* disponibles vont être mobilisés au sein de nouvelles fonctions spécifiques au capitalisme avancé, déterminées par de nouveaux impératifs de valorisation. Ce sont ces nouveaux modes d'utilisation du surplus qu'il s'agit maintenant d'analyser.

## 1.4 Une économie de gaspillage

### *1.4.1 La soumission réelle des normes de production et de consommation par l'effort de vente*

Baran et Sweezy (1968: 111-198) identifient trois mécanismes caractéristiques du capitalisme avancé qui favorisent l'expansion des marchés en stimulant la demande effective: l'effort de vente des grandes corporations (1) ainsi que le nouvel interventionnisme d'État dans le domaine civil (2) et militaire (3). Tel que mentionné précédemment, si la guerre des prix tend à être marginalisée, la concurrence ne disparaît pas pour autant. L'effort de vente est alors le moyen par excellence à la disposition des grandes corporations pour gérer la demande effective et ainsi, accroître leurs parts de marché.

En tant que contre-tendance à la stagnation, l'effort de vente permet ainsi de repousser les limites *d'un* marché et *du* marché. Ainsi, il stimule une demande pour une catégorie de marchandises tout en favorisant l'expansion généralisée de la consommation de masse. La grande entreprise étant portée à éviter systématiquement les risques, une telle stratégie permet de réduire l'incertitude économique liée à l'expansion de la production. En produisant une norme de consommation conforme aux impératifs d'accumulation de la grande entreprise, cela permet « d'antévalider » la production (Aglietta, 1997 : 178-181). Si cela permet de contrôler les variations de la demande future, celle-ci continue néanmoins de fluctuer. C'est pourquoi les cadres ont tendance à sous-utiliser de manière délibérée les capacités productives des entreprises oligopolistiques. Munie d'une telle stratégie, une grande corporation est en mesure de déclasser plus rapidement ses concurrentes, advenant une variation importante de la demande (Lavoie, 2004: 42-44). Si le capitalisme avancé se caractérise par un haut niveau de surcapacités involontaires, celles-ci font également l'objet d'une planification arrimée à l'effort de vente (Foster et McChesney, 2012: 37).

En ce sens, l'effort de vente est une modalité essentielle du pouvoir de la grande entreprise. Celui-ci repose sur le contrôle d'un ensemble d'actifs intangibles stratégiques (image de marque, stratagèmes de crédit, réseaux de distribution privilégiés, etc.) qui



permettent de rentabiliser d'un point de vue monopolistique un ensemble d'actifs tangibles dépourvu de productivité intrinsèque, et délibérément sous-utilisés, notamment pour éviter une crise de surproduction (Gagnon, 2007).

Cette stratégie repose sur divers procédés visant à travestir les marchandises par l'entremise de symboles distinctifs, se résumant souvent à des variantes superficielles d'un même objet (ex. nouvel emballage, image de marque, etc.). En rupture avec la fiction néoclassique de l'homogénéité des produits, la « différenciation » des marchandises devient une arme de persuasion redoutable afin de se forger une clientèle captive. La hausse des prix devient alors de moins en moins un irritant pour une clientèle prête à payer plus cher pour l'accès à des marchandises en apparence « uniques ». Cette demande élastique aux hausses de prix est rendue d'autant plus possible par le développement de stratagèmes de crédit, constitutifs de l'effort de vente des grandes corporations. Dans ce contexte, la marque devient un actif intangible stratégique de plus en plus essentiel à la valorisation monopolistique des actifs tangibles (machinerie et équipement, matières premières, etc.) contrôlés par la grande entreprise. L'hégémonie du *branding* dépend du succès de campagnes publicitaires, qui repose de plus en plus sur une perversion de l'espace médiatique et plus largement public. L'effort de vente témoigne de la puissance organisationnelle des grandes corporations non seulement sur l'économie, mais aussi sur la culture, voire sur la société dans son ensemble (Baran et Sweezy, 2013 : 43-64).

Dans ce contexte, la valeur d'usage subit un écartèlement par deux processus complémentaires. D'un côté, elle est soumise à une obsolescence programmée qui réduit délibérément la durée de vie des marchandises *une fois vendues* (Meszaros, 1995: 547-552), soit par accélération des changements de mode, soit par un mécanisme de dépérissement anormal intégré à même les objets de consommation. De l'autre, le pouvoir organisationnel des grandes corporations repose également sur leur capacité à étendre la durée de vie de la valeur d'usage tant que la marchandise *n'est pas encore vendue* (ex. cannage) (Levine, 1985 : 209). Ainsi, l'effort de vente n'est plus comme autrefois un simple auxiliaire de la production, mais tend à s'ancrer au cœur même de cette sphère (Baran et Sweezy, 2012a: 40-41). Comme nous allons le voir, un des apports les plus

importants de l'école de la MR est d'avoir démontré l'ampleur de l'interpénétration de l'effort de vente et du procès de production sous le capitalisme avancé.

À son stade « classique », le capitalisme est certes fondé sur la dégradation de la norme de consommation salariale, réduite à la stricte subsistance. Néanmoins, la valeur d'usage demeurait déterminée par des traditions culturelles qui échappaient en grande partie au capital. Durant cette période historique, c'est surtout le niveau de production et de redistribution des richesses qui constitue le problème socioéconomique par excellence, et non les contenus de production et de consommation (Baran et Sweezy, 2012a : 41). À l'ère du capitalisme monopoliste, la valeur d'usage devient par contre de plus en plus spécifiquement capitaliste, minant plus que jamais la fiction néoclassique de la souveraineté du consommateur<sup>22</sup>.

Ainsi, la marchandise incorpore de plus en plus de temps de travail socialement improductif, du point de vue normatif du surplus *potentiel*. Rappelons que Marx considère improductif tout travail sous le capitalisme vivant aux dépens de la survaleur, mais nécessaire afin de boucler le circuit de valorisation du capital (ex. dépenses commerciales). Alors que ce dernier avait prédit que ce type de travail tendrait à diminuer, en raison de l'ascendance des capitalistes industriels sur les marchands, il croît plutôt à une vitesse exponentielle sous le capitalisme monopoliste (Baran et Sweezy, 2012a : 54-56). D'un point de vue empirique, il est par contre de plus en plus difficile de distinguer le travail productif du travail improductif, tellement les frontières traditionnelles entre ces catégories sont remises en question par la diversité et l'ampleur des travailleurs mobilisés par l'effort de vente :

The designer of a new model of a consumer durable good, the engineer retooling the factory for the production of that model, the blue-collar worker affixing chrome to the automobile or compounding a new « edition » of a toothpaste [...] are all members of the huge sales army which is supported by a considerable part of society's output. All of them, [...] whether they work in the sales offices or on the conveyor belts, are not productive workers who produce surplus value, all appearance to the contrary notwithstanding (Baran et Sweezy, 2012a: 57).

Invisible aux yeux de la survaleur alors que ce travail improductif est comptabilisé

<sup>22</sup> Il faut néanmoins tempérer cette interprétation structuraliste de la MR, car la réalité de l'effort de vente demeure confronté aux normes culturelles-politiques des salarié-e-s, ce qui engendre des résistances implicites ou même explicites par des mouvements de consommateurs organisés (Cohen, 2008).

comme un coût pour l'entreprise, c'est pour cette raison que la catégorie de surplus devient aussi essentielle pour cerner cette réalité qui sous-tend la reproduction élargie des profits monopolistes (Baran et Sweezy, 2012b : 68). Si l'effort de vente est nécessaire du point de vue de l'accumulation monopoliste considérant la tendance à la hausse du surplus, il représente un véritable gaspillage socioéconomique du point de vue d'une société qui serait fondée sur la socialisation planifiée du surplus (Baran, 1962 : 144-145).

En ce sens, l'interpénétration de plus en plus profonde entre procès de production et effort de vente engendre un saut qualitatif dans la soumission *réelle*<sup>23</sup> des normes de production et de consommation. Car ici, il ne s'agit plus seulement du bouleversement des pratiques de production des objets d'usage, mais également de la détermination des besoins eux-mêmes et donc, des formes de la jouissance humaine. C'est pourquoi Baran et Sweezy considèrent que l'accumulation capitaliste, à son stade monopoliste, dépend de plus en plus du gaspillage des forces productives. La question peut certes demeurer ouverte quant à savoir si oui ou non, le capitalisme aurait été à un stade de son histoire *progressiste*, pouvant servir de base économique au socialisme. Par contre, à l'ère du capitalisme monopoliste, l'accumulation prend un tournant définitivement *régressif*<sup>24</sup> (Baran et Sweezy, 2012a: 42).

#### 1.4.2 L'État et les contraintes de l'accumulation monopolistique

Parallèlement à l'effort de vente, l'État devient après la crise de 1929 le levier par excellence pour remédier au problème de l'absorption du surplus, marquant la fin de

---

<sup>23</sup> Ce terme est emprunté à la distinction entre soumission formelle et soumission réelle développée par Marx (1867 : 49-55; 1993 : 351-567).

<sup>24</sup> S'il existe une riche critique sociologique des logiques de distinction statutaire sur lesquelles est fondée la consommation de masse (Baudrillard, 1970 : 57-144; Bourdieu, 1982; Veblen, 1970), l'intérêt de l'école de la MR est qu'elle fournit les fondements socioéconomiques à cette critique « culturelle ». Son apport réside surtout dans le dévoilement des médiations qui sous-tendent l'interdépendance structurelle entre surproduction et surconsommation contraintes. Une telle théorie offre aussi une riche critique du régime d'accumulation fordiste, idéalisé dans bien des théories (ex. école de la régulation) comme un cercle vertueux entre croissance et consommation de masse, où la traduction des gains de productivité en augmentation de salaires aurait été le gage d'une meilleure qualité de vie pour les travailleurs. Baran et Sweezy vont plutôt défendre que ces hausses salariales servent en partie à l'absorption d'un surplus qui prend la forme d'un gaspillage (ex. obsolescence programmée), à l'avantage du capital monopoliste (Baran et Sweezy, 2012a: 54-55; Foster, 2012 : 14-15).



l'idéologie du *laissez-faire*. Rappelons que cette idéologie proclamait que toute dépense publique outrepassant les bornes d'un État minimal (ex. police, armée, tribunaux, école primaire, soins de santé élémentaires) réduit proportionnellement l'investissement privé, en taxant les revenus nécessaires au bon fonctionnement de l'accumulation capitaliste (Smith, 1881). Confrontée à la tendance du capitalisme au sous-emploi (laissons de côté la question du mal emploi pour l'instant), cette thèse vole en éclats (Baran et Sweezy, 1968: 135-136).

Dorénavant, la politique budgétaire doit servir à stimuler la demande effective par d'importants investissements publics aux effets multiplicateurs sur l'activité économique et le revenu national, permettant ainsi l'atteinte du plein emploi. Selon cette perspective de stabilisation macroéconomique, l'enjeu n'est pas tant la *forme*, mais le *niveau* des investissements publics, tel que diagnostiqué par Keynes: « I see no reason to suppose that the existing system misemploys the factors of production that are in use [...] It is in determining the volume, not the direction of actual employment that the existing system has broken down » (cité dans Baran, 1969: 46). Le capitalisme est ainsi présenté comme un mode de production efficient, à condition d'être réparé par un État technocratique éclairé par les conseillers économiques du prince (Sweezy, 1962: 349). Or, une telle vision s'appuie sur le présupposé d'une indifférence des capitalistes aux formes de l'investissement public (Foster et Szlajfer, 2009: 10), l'État étant alors investi d'une souveraineté formelle désincarnée des rapports de classes. Si l'interventionnisme d'État devient certes un moment essentiel et organique de la reproduction capitaliste (Pineault, 2006 : 5), Baran et Sweezy (1968 : 142) insistent surtout pour mettre en relief les rapports de pouvoir qui déterminent spécifiquement ses formes sous le capitalisme avancé<sup>25</sup>.

Tout d'abord, Baran et Sweezy répartissent les formes spécifiques des investissements publics en trois postes budgétaires: dépenses civiles (ex. éducation, santé, garderies, routes, infrastructures), transferts sociaux (ex. assurance-maladie, pensions) et

---

<sup>25</sup> Une telle perspective contraste avec les théories, notamment postkeynésiennes (Lavoie, 2004: 80-87), qui mettent l'accent sur la compatibilité macroéconomique entre hauts salaires, investissements publics élevés et hauts profits, en soulignant la possibilité objective d'une convergence d'intérêts de classe. Or, cette perspective se base sur une mésinterprétation de Kalecki qui fait violence à sa théorie des contradictions *politiques* du plein emploi, fondée sur les rapports de pouvoir spécifiquement capitalistes, et ayant inspiré en partie, la théorie de l'État ici présentée.

les dépenses militaires. Dans la foulée du New Deal (1933-1939), les dépenses civiles et les transferts sociaux augmentent substantiellement alors que les dépenses militaires demeurent relativement faibles. Or, ce programme de réformes va échouer à sortir l'économie états-unienne d'une période de stagnation prolongée, car l'opposition des capitalistes va fortement contenir le niveau de croissance de ces types de dépenses. Cette résistance ne portait pas principalement sur leur mode de financement, bien qu'à ce stade la fiscalité est privilégiée aux déficits conjoncturels résorbés sur le cycle (et non annuellement à l'instar du dogme néolibéral du déficit zéro). Certes, les grandes entreprises sont les grands bénéficiaires des juteux contrats de l'État, ce qui explique la tendance historique de l'opposition des PME et des rentiers aux hausses de taxes et impôts. Mais ultimement selon Baran et Sweezy, en accord avec Keynes sur ce point, toutes les classes bénéficient d'une hausse des dépenses publiques, car elles génèrent plus d'emplois, de salaires, de profits et donc, de revenu national en mesure de soutenir divers taxes et impôts. C'est pourquoi les raisons de cette opposition de classe résident ailleurs.

L'enjeu est plutôt qu'à partir d'un certain seuil, l'investissement public dans le domaine civil vient empiéter sur les secteurs contrôlés par les grandes corporations. De plus, étant donné l'existence de surcapacités involontaires, ces grandes entreprises sont à la recherche de débouchés publics permettant de valoriser ces moyens de production inutilisés et s'opposent ainsi à toute nouvelle expansion d'infrastructures productives. À des fins d'illustration, un programme ambitieux de logements sociaux va subir l'opposition de promoteurs immobiliers cherchant à préserver leur mainmise sur les terrains et bâtiments « stratégiques ». Aussi, une entreprise publique de fabrication de médicaments subirait cette fois l'opposition du secteur oligopolistique pharmaceutique défendant ses brevets et les gigantesques profits qui en découlent. Lorsque l'investissement public prend une ampleur et une direction démesurées aux yeux de ces résistances sectorielles, elles tendent à converger dans une opposition de classe généralisée et mutuellement bénéfique (Baran et Sweezy, 1968: 152-154 ).

Toutefois, une telle conception est problématique, car elle tend à faire des politiques publiques le reflet du succès du lobby des différentes factions capitalistes. Elle sous-estime le rôle de l'État dans les stratégies de légitimation visant à chercher des

compromis entre les classes et non seulement entre factions de la classe capitaliste<sup>26</sup>. Le rôle de l'État est de garantir l'ordre social, sa légitimité, et non seulement les intérêts du capital à court ou même à long terme. Le pouvoir de régulation du capital peut certes être inefficace et « fait à moitié », mais il est néanmoins exercé, et cela, malgré les oppositions de classes, témoignant ainsi de l'autonomie relative des gouvernements (Miliband, 1985 : 263).

Toutefois, il y a un secteur dans le domaine civil qui échappe à la résistance capitaliste: le complexe autoroutier. Malgré les besoins criants en santé, logement, éducation, des dépenses énormes sont absorbées dans le développement d'autoroutes afin de favoriser l'expansion du secteur automobile et des industries connexes (ex. pétrochimie, caoutchouc, acier, vitres, stations-service, restaurants, etc.), une réalité toujours d'actualité<sup>27</sup>.

Si les capitalistes font tout pour tenir en laisse la majorité des dépenses civiles et des transferts sociaux, leur attitude est aux antipodes en matière de dépenses militaires. Propulsées pendant la Deuxième Guerre mondiale, elles croissent par la suite à une vitesse fulgurante, favorisant le développement inédit d'un complexe militaro-industriel aux États-Unis. Les dépenses militaires sont devenues depuis la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle une des plus importantes contre-tendances à la stagnation (Baran et Sweezy, 1966: 153; Foster et F. Magdoff, 2009: 42-44).

Cette réalité découle de considérations impérialistes: policer l'empire et contenir à l'époque l'expansion du socialisme (Baran et Sweezy, 1968: 172). Si les pays socialistes pouvaient représenter des partenaires commerciaux potentiels, considérant les nombreux débouchés dans ces pays faiblement industrialisés, l'opposition capitaliste à l'expansion socialiste résidait plutôt dans la sécurisation des sources de profits dans ces pays (Baran et Sweezy, 1968: 176-177). Leur exemple de la Standard Oil Company démontre qu'alors que ses investissements directs étrangers (IDÉ) représentent 50% de ses investissements

---

<sup>26</sup> Un exemple est le rôle joué par Lucien Bouchard pour arracher l'appui du conseil du patronat au projet de loi sur l'équité salariale au sommet socioéconomique de 1996.

<sup>27</sup> Le dernier exemple de cette dynamique au Québec a été le vaste plan d'infrastructures autoroutières préparé par le gouvernement Charest, qui au moment de la crise de 2008, a été gonflé comme stratégie de relance économique.



totaux, son taux de profit à l'étranger comparé à celui en sol domestique est de 4:1. Ainsi, l'enjeu pour les multinationales n'est pas l'exportation nette de capital, causée par un problème de débouchés en sol domestique, mais la préservation des conditions d'extraction des rentes monopolistiques (Amin, 2010 : 83-111) (cf. chap. 3, section 3.2.3).

Ces formes d'investissement public, avantageuses du point de vue du capital monopoliste, reposent sur un travail improductif et un gaspillage socioéconomique du point de vue d'une société fondée sur la socialisation du surplus. Elles ont d'ailleurs des conséquences sociales et écologiques de plus en plus nuisibles, qui ne peuvent être résolues de manière technocratique, tout en laissant inchangées les bases de l'accumulation monopolistique. Car l'État n'est pas neutre, mais est plutôt fortement contraint par les impératifs de l'accumulation monopolistique, où « le système en d'autres termes est démocratique par sa forme et ploutocratique par son contenu » (Baran et Sweezy, 1968: 146). Toutefois, ces contraintes ne se réduisent pas au pouvoir d'un gouvernement procapitaliste agissant à titre de « comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière » (Marx et Engels, 1962 : 21), mais reposent ultimement sur la dépendance des revenus fiscaux à l'accumulation capitaliste (Brenner, 2006: 23). Car une stagnation de l'investissement privé réduit le niveau du revenu national disponible, privant à son tour l'État de revenus fiscaux. Quelle que soit l'orientation politique du parti au pouvoir, une politique économique défavorable aux profits monopolistiques peut mener à des grèves d'investissement qui débouchent sur une crise fiscale (Harvey, 2006 : 152; O'Connor, 1973) et ultimement, sur une crise de légitimation politique.

Contrairement à l'école de la régulation accusant la théorie du capitalisme monopoliste d'avoir réduit l'État à une fonction de l'accumulation capitaliste (Boyer, 2004: 35-38), l'État n'est pas ici compris comme étant imperméable aux conflits de classes, leur issue pouvant certes déboucher sur des compromis institutionnalisés favorables aux dominés. Or, à l'encontre des régulationnistes qui vont tendre à faire du capitalisme un mode de production compatible à des variantes institutionnelles quasi illimitées (Husson, 2001 : 6), le noyau rationnel de la théorie de l'État chez cette école est qu'elle vise à mettre en relief les limites de ces compromis sous le capitalisme avancé (Foster, 2009b:

332)<sup>28</sup>. Ainsi, en l'absence d'une lutte des classes stratégiquement assumée, arrimée à une perspective de transition post-capitaliste, tout programme de réformes risque d'être limité (Foster, 1986: 148-150).

La théorie de l'État développée par Baran et Sweezy permet ainsi de dépasser les problèmes affectant les théories critiques ayant vu dans l'interventionnisme d'État<sup>29</sup> l'avènement d'un capitalisme débarrassé des cycles et des crises économiques. Dans le cadre de ces perspectives, la régulation politique aurait eu raison des contradictions économiques (Habermas, 1988). Or, si les contre-tendances à la stagnation (effort de vente, développement autoroutier, complexe militaro-industriel) précédemment identifiées sont essentielles à la croissance d'après-guerre, Baran et Sweezy insisteront pour dire qu'elles sont limitées et contradictoires. Le capitalisme avancé tend toujours potentiellement vers la crise, car l'accumulation capitaliste est un processus contradictoire qui ne peut jamais être maîtrisé entièrement par un État ou plusieurs, aussi puissants soient-ils sur le plan de leurs capacités institutionnelles. La stagflation des années 70 en fut une preuve exemplaire (cf. chap. 3, section 3.1).

Par conséquent, les stimuli économiques précédemment analysés peuvent certes contribuer à relancer l'accumulation à court terme, mais ne peuvent garantir en eux-mêmes des cycles longs de croissance, nécessitant ainsi de se tourner vers les facteurs historiques contingents qui expliquent les tendances de longue durée. C'est pourquoi l'économie nécessite de renouer avec la sociologie, l'histoire, la science politique et les relations internationales, seules capables d'éclairer ces facteurs contingents d'absorption

<sup>28</sup> Par contre, en prenant les États-Unis comme cas exemplaire du développement historique du capitalisme avancé, l'école de la *Monthly Review* rend difficilement compréhensible la trajectoire divergente des États dans le capitalisme d'après-guerre. Si cette tradition offre une riche critique du mythe de l'âge d'or des « Trente Glorieuses », l'héritage de cette période, particulièrement au niveau des variantes historiques de l'État-providence, demeure limité, voir problématique.

<sup>29</sup> La théorie du rôle de l'État développée par Baran et Sweezy ne doit pas être confondue avec l'école du capitalisme monopoliste d'État (Boccard, 1974), et cela pour deux raisons : 1) Sémantiquement, cette dernière masque le fait que l'État a toujours été essentiel dans l'histoire du capitalisme, dès ses origines (ex. enclosures). Ainsi, le politique et l'économique ne se sont jamais séparés sous le capitalisme mais plutôt, ont eu tendance à se différencier dans des sphères juridiquement et institutionnellement différentes (Wood, 1995 : 19-48); 2) Elle se fonde sur l'illusion d'une maîtrise technocratique du processus d'accumulation. Sur ce dernier point, Boyer (2004 : 37) a raison d'insister sur la « non-automaticité de la viabilité de ces régimes (d'accumulation) [...] : la plupart, si ce n'est la totalité, des dépenses publiques et des systèmes fiscaux résultent d'une série de *compromis institutionnalisés a priori* indépendants les uns des autres, et qui ne visent en rien à stabiliser l'accumulation, la viabilité d'un régime ne pouvant être observé qu'*ex post*. »

du surplus, et donc de croissance (Foster et McChesney, 2012: 11-12). Or, de telles disciplines sont souvent méprisées par l'économie orthodoxe :

The whole question of accumulation and growth is thus turned upside down. Rather than treating the appearance of slow growth or stagnation as an anomaly that needs explaining by reference to external factors outside the normal workings of the system (as in orthodox economics), the challenge is to explain the anomaly of fast or full employment growth, focusing on those specific historical factors that serve to prop up the system (Foster et McChesney, 2012: 39).

#### *1.4.3 Les facteurs « externes » et la longue durée*

Selon l'école de la MR, l'histoire économique des sociétés capitalistes avancées est la mieux comprise lorsqu'elle est interprétée comme l'interaction dialectique entre la tendance à la stagnation inhérente au capitalisme avancé et ses contre-tendances compatibles à l'accumulation monopolistique (Foster et F. Magdoff, 2009: 19). Telles que présentées ici haut, les contre-tendances sont de nature limitée et contradictoire quant à la profondeur des tendances stagnationnistes, demeurant ainsi insuffisantes pour expliquer l'évolution de la dynamique d'accumulation en longue période. Seulement deux causes sont source de croissance vigoureuse et durable: les innovations technologiques « révolutionnaires » et les périodes de guerre / reconstruction d'après-guerre.

Quant aux innovations technologiques majeures, Baran et Sweezy (1968 : 200) vont en identifier trois : la machine à vapeur, le chemin de fer et l'automobile<sup>30</sup>. Chacune d'elle est venue bouleverser les bases technologiques et géographiques du capital de manière si profonde, qu'elle a généré des débouchés exceptionnels. En prenant l'exemple de l'industrie automobile, il faut se représenter tous les débouchés ouverts par cette industrie : routes, ponts, tunnels, réseaux de stations-service, restaurants, garages, industrie pétrochimique, construction domiciliaire, banlieues, etc. Or, à partir de leur argument sur la « maturation » du capitalisme (voir note 21), ces auteurs vont considérer que la possibilité historique qu'émergent des innovations à effets macroéconomiques de longue durée tend de plus en plus à se restreindre. De plus, ces ondes longues de

---

<sup>30</sup> La raison pour laquelle l'électricité ne se qualifie pas comme technologie « révolutionnaire », c'est qu'elle est avant tout une source d'énergie alternative au gaz, et en tant que telle, engendre peu d'activité économique dans des industries connexes, qui sont déjà développées (Baran et Sweezy, 1968 : 202).



développement économique sont imprévisibles, car aucun mécanisme endogène au capitalisme ne peut garantir leur émergence. En ce sens, cette thèse ne doit pas être confondue avec les cycles de Kondratieff, que Baran et Sweezy (1968: 209) considèrent improuvables empiriquement.

Alors que les guerres ont ponctué à de nombreuses reprises l'histoire du capitalisme, ce n'est que durant le XX<sup>e</sup> siècle que celles-ci prennent la forme d'une « guerre totale », où l'ampleur et le nombre de pays impliqués atteignent des proportions gigantesques. Au-delà de leur caractère tragique, les guerres de 1914-18 et de 1939-45 ont eu des effets comparables aux innovations technologiques « révolutionnaires » en matière de débouchés économiques. Pendant les périodes de combat, plusieurs industries sous-utilisées étaient mobilisées aux fins de l'effort de guerre et de nouvelles étaient créées afin de répondre aux besoins en matériel militaire. De plus, les dépenses civiles servaient principalement à soutenir le personnel de l'armée, les autres étant confrontés au rationnement et aux contrôles de prix. Après la guerre, un nombre important de moyens de production surutilisés, et donc désuets, ou techniquement trop spécialisés, ne pouvaient être convertis pour usage civil, sans compter les infrastructures productives ravagées par les bombardements dans plusieurs pays. Ces carnages aux lourds effets dramatiques ont par contre créé beaucoup de débouchés, alimentés par la suite par le « baby-boom ». La guerre devient ainsi paradoxalement, par l'entremise de ses conséquences, le prolongement de l'économie par d'autres moyens.

Si les innovations « révolutionnaires » et les guerres ont des effets de croissance sur le long terme, ces derniers ne sont pas éternels. Un jour ou l'autre, les débouchés exceptionnels qu'ils ont engendrés finissent par s'épuiser. Tel que mentionné précédemment, en l'absence de ces stimuli majeurs, l'économie replonge dans un état de stagnation. Ainsi, les facteurs de croissance spécifiques aux « Trente Glorieuses » (ex. deuxième vague d'expansion du secteur automobile, développement des banlieues, effort de reconstruction) vont finir par s'essouffler, donnant lieu à la stagflation des années 70 (Foster, 1986: 127) (cf. chap. 3, section 3.1).

## 1.5 Conclusion

Les fondements de l'école de la MR doivent être compris comme une contribution notoire à une théorie critique des structures sociales du capitalisme avancé (Pineault, 2006). Rappelons que leur apport le plus important est d'avoir analysé l'ampleur des conséquences socioéconomiques et politiques de la tendance inhérente à la stagnation sous le capitalisme avancé, au lieu de la réduire à un phénomène à peine plus long que la phase dépressive d'un cycle économique. De plus, elle permet d'approfondir la compréhension de la soumission réelle et croissante de l'économie et la société au capitalisme durant tout le XX<sup>e</sup> siècle, notamment à travers une analyse originale de l'interpénétration de l'effort de vente et du procès de production, qui constitue un des apports les plus importants de *Monopoly Capital*. Une telle analyse permet de mettre en relief comment la dynamique d'accumulation sous le capitalisme avancé repose sur le développement d'un gaspillage de capacités créatives humaines, de temps et de ressources, dont l'unique fonction est de reproduire compulsivement et sur une base élargie les profits monopolistiques. De tels processus, avec toutes leurs conséquences sur la société, démontrent l'irrationalité et la faillite morale du capitalisme avancé, qui soumet à une aliénation de plus en plus profonde la société dans son ensemble<sup>31</sup>.

Si j'espère avoir rendu justice à la contribution de cette école à la critique du capitalisme avancé, ce chapitre ne visait pas à recenser une théorie dans la simple perspective d'une histoire de la pensée en économie politique. Il s'agissait plutôt d'un passage obligé pour aborder maintenant le cœur de la problématique de ce mémoire, à savoir : pourquoi, comment et jusqu'où la financiarisation et la globalisation, de même que leurs fondements institutionnels, sont des réalités spécifiquement déterminées par la tendance inhérente à la stagnation sous le capitalisme avancé.

---

<sup>31</sup> Selon Baran et Sweezy (1968 : 318-321), cela avait pour conséquence que le salariat dans les pays du centre était de plus en plus intégré et dépendant des formes de production et de consommation aliénantes promues par le capitalisme avancé. Dans un tel contexte, le sujet politique d'opposition au capitalisme monopoliste tendrait à se déplacer vers les luttes des peuples exploités par l'impérialisme à la périphérie. Une telle thèse aura par contre d'importantes conséquences politiques, tel que résumé ici par Albo (2004: 12): « The silences on the political strategy for working class formation and agency in the U.S. remained ».





## CHAPITRE II

### CRITIQUE D'UNE THÉORIE UNILATÉRALE DE LA FINANCIARISATION

Après la mort de Baran et la publication de *Monopoly Capital*, Sweezy entame avec Harry Magdoff un travail avant-gardiste d'analyse des processus sous-jacents à la financiarisation de l'économie. À partir de la stagflation des années 1970, ils suivent à la trace l'explosion de l'endettement et des innovations financières. Ils sont parmi les premiers à reconnaître que ces phénomènes témoignent d'une transformation en profondeur des économies capitalistes avancées (Pollin, 2004) alors que les bulles spéculatives ont traditionnellement dans l'histoire du capitalisme été de courte durée, symptomatiques d'une fin de cycle économique. Après l'effort de vente, le développement d'un complexe autoroutier et militaro-industriel, la finance devient, selon eux, une nouvelle contre-tendance à la stagnation, dominant dorénavant la trajectoire de l'accumulation. Dans le contexte de ces transformations socioéconomiques, Sweezy et Magdoff attirent l'attention sur un phénomène en apparence étrange, soit l'accumulation fulgurante du capital financier dans un contexte de ralentissement économique prolongé. Cette réalité inédite est aujourd'hui qualifiée de *capitalisme monopoliste-financier* par les représentants contemporains de la MR, une nouvelle phase du capitalisme avancé qui soumet l'économie des sociétés à une spirale de bulles financières sur fond de stagnation et se manifeste périodiquement par des crises de plus en plus dramatiques (Foster et F. Magdoff, 2009: 63-76).

Afin de spécifier la démarche de la MR à l'égard de la financiarisation, commençons par examiner comment elle se compare aux autres perspectives hétérodoxes à partir de l'analyse de la récente crise. Malgré leurs variantes, elles peuvent être classées en trois grandes approches : minskienne, postkeynésienne et néomarxiste.

Tout d'abord, la déréglementation financière est la thèse qui connaît probablement le plus grand écho au sein des perspectives critiques en économie (Eggertsson et Krugman, 2012; Wray, 2009; Yellen, 2009). Selon cette approche, le démantèlement des réformes instituées dans la foulée du *New Deal* a déclenché des cycles d'euphorie spéculative, nourris par des innovations financières ayant ouvert démesurément les valves

du crédit, et finissant par plonger l'économie dans une fragilité et une instabilité insoutenable. Fondée sur les travaux de Minsky, cette perspective débouche ultimement sur la nécessité de réformer le système monétaire et financier international, avec une portée beaucoup plus ambitieuse que les timides réformes issues des négociations de Bâle III.

Critiquant les limites de cette approche strictement « financière », d'autres (Lavoie et Stockhammer, 2012; OIT, 2011; Palley, 2010) enrichissent l'analyse en insistant sur la restructuration néolibérale du rapport salarial. Selon cette perspective postkeynésienne, la stagnation des salaires combinée au démantèlement de l'État-providence ont constitué le terreau fertile à l'endettement exponentiel des ménages, et dont les banques ont su tirer grandement profit par leurs divers stratagèmes financiers. Malgré le rôle paradoxal du crédit comme soutien à la consommation de masse, la stagnation salariale a contribué au ralentissement de l'investissement privé, tout particulièrement au sein des pays de l'OCDE. La récente crise a mis à nu ces facteurs dépressifs du néolibéralisme, exacerbés par les processus combinés de désendettement des ménages et de politiques d'austérité, qui ont tour à tour plombé la demande effective. Cette approche débouche sur un programme de relance tiré par les salaires, basé sur l'institutionnalisation d'un nouveau compromis capital-travail inspiré des « Trente Glorieuses ».

Enfin, plusieurs (Albo et al., 2010; Foster et F. Magdoff, 2009; McNally, 2011) critiquent ces démarches pour avoir abstrait le néolibéralisme et la financiarisation des contradictions économiques et politiques plus profondes du capitalisme. À défaut de quoi, selon eux, ces réalités finissent par apparaître comme des accidents de l'histoire engendrés arbitrairement par l'hégémonie idéologique de « conseillers du prince » anti-keynésiens, qu'il suffirait de remplacer par des économistes éclairés par de meilleures théories. En réintégrant à l'analyse le poids historique des contraintes à l'accumulation capitaliste et la dimension politique des rapports de classes, ces perspectives marxistes, aussi variées soient-elles, concluent à l'élaboration nécessaire d'un programme de transition post-capitaliste. C'est au sein de ce dernier horizon que s'inscrit la démarche de l'école de la MR.

Il faut certes saluer l'effort des marxistes pour dépasser l'approche unilatérale des perspectives minskiennes sur la récente crise. Or, en tentant d'articuler la finance aux contradictions inhérentes à la sphère de production capitaliste, plusieurs marxistes sont tombés dans le piège inverse. La dimension financière et monétaire des crises est alors réduite à un symptôme des contradictions de l'accumulation « réelle ». Ainsi, peu confèrent à la production et à la finance un statut équivalent en importance, en axant leur analyse sur les différents processus médiatisant leur interpénétration croissante dans le contexte de la financiarisation et de la globalisation de l'économie.

Ce problème théorique majeur a été explicitement soulevé par Sweezy. Vers la fin de sa vie, il réalise rétrospectivement qu'un problème central de son ouvrage *Monopoly Capital* a été le caractère unilatéral de sa théorie de l'accumulation :

In the established tradition of both mainstream and Marxian economics, we treated capital accumulation as being essentially a matter of adding to the stock of existing capital goods. But in reality this is only one aspect of the problem. Accumulation is also a matter of adding to the stock of financial assets. The two aspects are of course interrelated, but the nature of this interrelation is problematic to say the least (Sweezy, 1991).

[...] we need a theory which integrates finance and production, the circuits of capital of a financial and a real productive character much more effectively than our traditional theories do. I think it will take somebody who starts differently and isn't so totally dominated by the M-C-M', the industrial circuit, with the financial circuits always being treated as epiphenomenal, not part of the essential reality (Sweezy, 1987 : 19).

Selon lui, l'avenir de la compréhension de la financiarisation des économies capitalistes avancées dépendait ni plus ni moins de l'élaboration d'une nouvelle théorie générale en économie politique. Malgré ses contributions personnelles, son âge avancé l'amena à admettre, en toute modestie, que la résolution de ce problème monumental appartenait à la relève. Or, les représentants contemporains de cette tradition (Foster, F. Magdoff, McChesney) ont davantage contribué à l'actualisation empirique des sentiers battus par Baran, Sweezy et H. Magdoff et à préserver la mémoire de cette tradition, plutôt qu'à définitivement renouveler l'économie politique dans la direction souhaitée par ces derniers. Cet enjeu de l'interpénétration de la production et de la finance demeure donc un problème entier pour la MR, voire un projet inachevé : « There is no existing economic theory that adequately explains the phase of monopoly-finance capital » (Foster et F. Magdoff, 2009: 76).



Malgré cet aveu, il paraît pertinent de s'interroger sur la direction prise par les travaux contemporains de la MR pour résoudre ce problème, puisque leur postulat de départ est une compréhension de la financiarisation comme contre-tendance à la stagnation, aussi partielle et contradictoire soit-elle. Est-ce vraiment la meilleure manière d'éviter d'attribuer au circuit A-M-A' (l'accumulation « réelle ») le statut d'une causalité supérieure au circuit A-A' (l'accumulation financière), et de réduire ce dernier à un niveau de causalité secondaire? Ainsi, devant l'ampleur du travail de refondation théorique que suppose cette problématique, il me semble que les auteurs contemporains de la MR auraient dû faire preuve d'une plus grande prudence à l'égard des travaux sur la financiarisation de Sweezy et H. Magdoff. Car la question est légitime: leur théorie constitue-t-elle le meilleur point de départ pour surmonter ce défi ou, à tout le moins, contient-elle des aspects qui doivent en partie être rejetés pour mener à bien ce travail de refondation théorique?

Si ces questionnements critiques traversent en filigrane ce chapitre, il s'agit préalablement de fournir une analyse approfondie des multiples contributions de cette école à la compréhension de la financiarisation. Pour y arriver, ce chapitre est structuré en trois parties. Premièrement, je développerai davantage pourquoi le capital financier était somme toute une catégorie marginale des travaux fondateurs de la MR pour ensuite préciser quel travail de reconceptualisation elle a subi afin de devenir une catégorie centrale d'analyse du capitalisme avancé et de la financiarisation de l'économie. Ensuite, j'aborderai ce qui explique selon cette tradition les causes historiques et les processus contradictoires sous-jacents à la financiarisation, en spécifiant en quoi les apports de cette théorie se distinguent des autres approches à ce sujet. Enfin, si cette théorie est appréciée pour sa conception non parasitaire du capital financier, elle sera en contrepartie critiquée pour avoir réduit la finance à une contre-tendance contemporaine à la stagnation. En ce sens, j'aborderai les conséquences d'un tel réductionnisme à l'égard du problème de l'interpénétration de la circulation industrielle et financière, en parcourant sommairement quelques perspectives alternatives pour repenser ce problème.

## 2.1 Le capital financier: d'une catégorie marginale à un concept central

### 2.1.1 *Un capital financier laissé dans les marges*

Dans la transition au capitalisme monopoliste, rappelons que les banques ont joué un rôle historique d'avant plan en mobilisant le capital nécessaire à l'institutionnalisation des grandes corporations, tout en empochant des commissions importantes liées à ces opérations financières. Au-delà des gains financiers tirés de ces vastes fusions d'entreprises, la logique d'accumulation du secteur bancaire est plus profondément liée à la monopolisation du capital industriel, un point sur lequel Sweezy (1962 : 265-266) était d'accord avec Hilferding. Une entreprise peut certes s'engager dans une guerre de prix pour écraser un compétiteur, et être prête à subir des pertes à court terme en vue d'acquérir une position dominante sur le marché et ainsi, empocher de juteux profits plus tard. Or, pour les banques qui ont contracté des prêts avec des entreprises d'un même secteur, cette concurrence est ruineuse, car les profits de l'une seront neutralisés par les pertes de l'autre, grugeant ainsi les gains totaux en intérêts, et pouvant mener jusqu'à des faillites bancaires.

Cela dit, les besoins de financement en matière d'investissement des entreprises oligopolistiques seront de plus en plus comblés à même leurs fonds internes, grâce à leurs gigantesques capacités d'accumulation. Tel qu'évoqué au chapitre précédent, c'est ce processus qui a conduit les grandes corporations vers une autonomie de plus en plus grande face aux banques et aux marchés financiers. C'est la raison pour laquelle Sweezy (1962 : 266-269) en est venu à critiquer la thèse d'Hilferding concernant la domination du capital financier sur le capital industriel, fondée sur la constitution de « holdings » industriels sous contrôle majoritaire bancaire. Selon Sweezy, Hilferding commit une grave erreur en confondant le caractère transitoire de ce type de pouvoir bancaire pour une tendance de long terme, tout en lui donnant une portée universelle alors qu'il était particulier à la trajectoire du capitalisme en Allemagne. C'est pourquoi il considérait plus juste de parler d'une fusion historique du capital bancaire et industriel, fondée sur une convergence d'intérêts, conforme en cela au sens léniniste du capital financier. Or, Sweezy (1962: 269) croyait que le concept de capital financier était si chargé du sens que

lui avait conféré Hilferding qu'il fallait selon lui abandonner cette catégorie et lui substituer celle de capital monopoliste, afin d'éviter de perpétuer l'illusion d'une industrie sous contrôle de grandes banques tentaculaires.

Voilà en partie pourquoi la finance occupe très peu de place dans *Monopoly Capital*, se résumant à quelques pages à la fin du chapitre sur l'effort de vente des grandes corporations (Baran et Sweezy, 1968: 132-134). Malgré une reconnaissance de son ampleur *quantitative*, elle est réduite à un mécanisme d'absorption du surplus parmi d'autres, sans développements théoriques *qualitatifs*.

À une époque où la finance est fortement réglementée depuis la crise de 1929, ce peu d'importance accordé aux pratiques financières peut aussi se comprendre. Dans un tel contexte, la richesse des sociétés n'apparaissait pas autant comme une « gigantesque collection *d'actifs financiers* », pour paraphraser Marx. Cela dit, il faut rappeler que Keynes avait déjà développé dans sa *Théorie générale* une riche compréhension de la liquidité financière, laissée d'ailleurs de côté par Baran et Sweezy à l'origine. Cela contraste avec l'influence décisive des idées novatrices de Keynes sur l'investissement et la demande effective sur leur thèse de la tendance inhérente à la stagnation sous le capitalisme avancé. C'est pourquoi ce n'est qu'à la lueur d'une raison plus profonde que cette relative indifférence à la finance peut ultimement se comprendre.

Dans le cadre d'une réflexion rétrospective sur la validité de *Monopoly Capital*, 25 ans après sa parution originale, Sweezy admit que ce traitement superficiel du capital financier était la conséquence fondamentale d'une théorie unilatérale de l'accumulation, où la finance était réduite à un reflet des processus de production-distribution-consommation. Cette théorie partielle et incomplète ne passa d'ailleurs pas inaperçue aux yeux d'autres marxistes:

Ce qui fait problème dans cette thèse du capitalisme monopoliste est qu'elle n'accomplit que la moitié du chemin qu'implique la modernisation du cadre d'analyse oubliant la croissance concomitante des institutions financières (Duménil et Lévy, 2003 : 47)<sup>32</sup>.

---

<sup>32</sup> Cette remarque est par contre peu généreuse à l'égard de l'ensemble des efforts déployés à la suite de la parution de *Monopoly Capital*. Un tel jugement ne doit pas être étonné au fait que cet ouvrage est la seule référence bibliographique de Duménil et Lévy à l'égard de la MR, même en 2003! Ceci dit, il est par contre vrai que l'analyse du développement d'un oligopole bancaire reste très peu développée par cette tradition, si on la compare à l'analyse de la concurrence oligopolistique dans le champ de la production. Pour une analyse de cet enjeu, voir Morin (2006).



Tel qu'évoqué en introduction de ce chapitre, Sweezy appelait de ses vœux une nouvelle théorie générale en économie politique, partant de l'interpénétration de la production et de la finance. Rappelons que cette remarque féconde de Sweezy va servir de guide tout au long de ce chapitre pour l'analyse critique des travaux contemporains de cette tradition, qui n'ont pas selon moi suffisamment approfondi cette intuition originale.

Après avoir exposé les limites de la conception initiale du capital financier dans les travaux fondateurs de la MR, voyons maintenant l'effort de reconceptualisation de cette catégorie dans les travaux ultérieurs de cette école. Celle-ci passe par un retour sur leur compréhension des fondements institutionnels du capitalisme avancé, ce qui va permettre d'enrichir la présentation du chapitre précédent sur cette question et de jeter les premières bases de la théorie de la circulation industrielle et financière sur laquelle s'appuie la MR pour penser la financiarisation.

### *2.1.2 La finance au cœur des fondements institutionnels du capitalisme avancé*

Jusqu'aux trois quarts du XIX<sup>e</sup> siècle aux États-Unis, les banques et autres organisations financières ont essentiellement deux fonctions: d'un côté, soutenir à court terme les besoins en financement du commerce et de l'industrie; de l'autre, financer à long terme les besoins des gouvernements (ex. lever des armées, mener des guerres), des travaux publics ou privés (ex. canaux, chemins de fer, barrages) et de grandes compagnies d'assurances. Or, après la Guerre de Sécession (1861-1865), boucherie néanmoins très profitable pour ce secteur, les financiers commencent à centrer leurs activités sur l'industrie et sont ainsi des acteurs clés dans le mouvement de centralisation et de concentration de l'industrie (Sweezy, 1994: 2). La quantité de nouveaux titres émis dans la foulée de l'institutionnalisation des grandes corporations, de même que leur variété, donne lieu au développement de marchés boursiers et obligataires de plus en plus vastes et organisés, de maisons de courtage, de même qu'à de nouvelles formes d'institutions bancaires (Sweezy et H. Magdoff, 2009: 95; Roy, 1999). Le capitalisme avancé est à la fois fondé sur la constitution de marchés oligopolistiques *et* un système financier de plus en plus complexifié.

Tel que rapporté au chapitre précédent, la corporation est historiquement fondée sur l'institutionnalisation de la séparation du droit de propriété et du droit de gestion. Cette nouvelle entité légale est alors reconnue comme une personne morale *sui generis*, indépendante et désincarnée de tout propriétaire en chair et en os. La propriété corporative est scindée dans une multiplicité de titres financiers, dont la détention représente un droit légal à des dividendes dérivés du flux de revenus futurs de l'entreprise. De plus, ces titres sont investis d'une liquidité financière, leur conférant cette caractéristique de pouvoir être échangé sur les marchés financiers. Cette contrepartie du placement est instituée, car le « fait que chaque investisseur individuel se flatte de la "liquidité" de sa position (ce qui ne saurait être vrai de tous les investisseurs pris collectivement) calme ses nerfs et lui fait courir plus volontiers les risques » (Keynes, 2005: 175). En ce sens, la corporation est fondée sur deux logiques différentes de valorisation du capital, l'une industrielle et l'autre financière, cette dernière ne se réduisant aucunement à un rôle d'auxiliaire de la production industrielle de masse.

L'action et l'obligation, comme nouvelles formes de capital financier, incorporent deux caractéristiques de la liquidité financière: la réversibilité et l'indétermination (Pineault, 2009: 254-259). Ces titres sont réversibles, car ils peuvent être facilement achetés et vendus dans un délai extrêmement court, contrairement à l'irréversibilité caractéristique des investissements en capital *fixe* (le mot le dit!). Ces formes de propriété sont ainsi porteuses d'une logique fétichiste spécifique à la liquidité financière, marquée par une volonté d'émancipation des contraintes inhérentes au procès de production. La réversibilité inhérente au capital financier se dédouble d'une indétermination, soit sa capacité beaucoup plus facile et rapide à être converti sous la forme-argent (droit indéterminé sur la richesse sociale)<sup>33</sup>. Cela contraste avec le caractère déterminé de toute activité de production, qui comporte un ensemble de contraintes organisationnelles et un horizon de rentabilité beaucoup plus long, comportant un niveau

---

<sup>33</sup> Ces caractéristiques de la liquidité financière ne sont valides qu'en dehors des périodes de crise financière. Lors de celles-ci, le paradoxe de la liquidité (Orléan, 1999: 45-50) éclate au grand jour, c'est-à-dire que si une position peut être liquide, celle-ci ne peut être la caractéristique des positions de tous les investisseurs pris collectivement. En termes simples, tous ne pourront vendre leurs titres en même temps. Au final, plusieurs perdront au jeu et certains beaucoup plus que d'autres.

d'incertitude beaucoup plus élevé.

Selon Sweezy et H. Magdoff (2009: 102), la liquidité financière sous-jacente au titre boursier représente le paradigme à partir duquel a été pensé la prolifération ultérieure de nouveaux produits et marchés financiers. En ce sens, le holding, en tant que structure de propriété fondée sur l'acquisition croisée de titres d'entreprises sans détour nécessairement productif, a franchi une étape importante dans le développement de cette logique d'accumulation proprement financière.

Si les analyses ci-dessus sont développées davantage au cours de ce chapitre, elles permettent déjà de mettre en relief le rôle profondément contradictoire de la finance au cœur même de la structure institutionnelle du capitalisme avancé. Elle peut agir à la fois comme accélérateur et soutien à l'accumulation « réelle », où l'émission d'actions et d'obligations de même que les activités de prêts (liquidité monétaire<sup>34</sup>) permettent d'accélérer et d'accroître le processus de production, et par conséquent, d'intensifier la dynamique d'accumulation propre à cette sphère. Or, la finance peut aussi avoir un rôle déstabilisateur, voire prédateur, sur l'accumulation « productive » (Lapavistas, 2013: 122; Orhangazi, 2011: 4-8). Ces marchés financiers de plus en plus vastes et organisés portent ainsi en eux-mêmes la menace d'une économie de plus en plus soumise à une dynamique spéculative (Foster et F. Magdoff, 2009 : 71; Keynes, 2005 : 173).

Si les fondements institutionnels du capitalisme avancé ont ainsi ouvert la porte à la possibilité d'une domination de l'accumulation financière sur l'économie, avec sa propre logique de valorisation du capital, cela ne s'est pas concrétisé dans la réalité. Malgré les activités spéculatives de divers acteurs financiers, et dont les pires effets se ressentirent lors de la crise de 1929, Sweezy persiste à présenter la période d'après-guerre comme étant dominée par un partenariat des capitalistes « industriels » et « financiers », à la faveur de l'accumulation « productive ». À ce stade, « finance was

---

<sup>34</sup> La liquidité monétaire doit être distinguée de ce qui a été dit précédemment sur la liquidité financière, soit qu'elle se comprend par le biais du paradigme de l'obligation financière, et non de la négociabilité (titre échangeable). L'obligation est fondée sur la contrainte d'une promesse de remboursement d'un prêt avec intérêt, et qui repose sur une pratique d'évaluation de la solvabilité des agents économiques par les banques. En tant que forme dominante de la création monétaire dans une économie capitaliste avancée, la liquidité monétaire peut soit être davantage arrimée à l'accumulation productive, ou financière, comme nous le verrons plus loin (Pineault, 2003).



still subordinate to production » (Sweezy, 1994 : 3).

Conformément à sa thèse développée à l'origine, Sweezy comprend cette fusion du capital industriel et financier sur le mode d'une dépendance de la finance à l'accumulation des grandes corporations oligopolistiques. Cette dépendance est d'ailleurs renforcée à la suite de la Grande Dépression, qui donne lieu à de nouvelles réformes institutionnelles (ex. Glass-Steagal Act) qui contraignent sévèrement les ambitions spéculatives de la finance, incitant ainsi la canalisation de ce capital vers des usages productifs. Néanmoins, Sweezy et H. Magdoff (2009: 95) soulèvent le fait que malgré ces nouvelles réglementations, de nouvelles institutions et innovations financières voient le jour durant la période d'après-guerre. Cependant, cette expansion de la finance demeure alors en phase avec les taux de croissance « réels », ce qui ne sera par contre plus le cas à partir du retour à la stagnation durant les années 1970.

Cet effort de reconceptualisation du capital financier, qui a permis de mettre en relief cette double logique différenciée de l'accumulation capitaliste, débouche sur le fait que la véritable distinction interne à l'économie ne réside guère dans la séparation abstraite entre actifs monétaires et actifs « réels » (tangibles), mais entre un secteur productif et un secteur financier qui sont tous deux à la fois « réel » et monétaire (Sweezy, 2009: 94-95). Cette différenciation production / finance ne doit pas être comprise comme deux secteurs fermés l'un à l'autre ni comme un ensemble d'acteurs figés qui leur seraient respectivement rattachés par « essence ». Cet enjeu est fondamental, car, comme il en sera question plus loin, des agents économiques traditionnellement associés au secteur non financier (ex. entreprises manufacturières) vont dériver de plus en plus leurs profits d'activités financières, une réalité caractéristique de la financiarisation de l'économie. C'est pourquoi Sweezy et H. Magdoff (2009: 97) considèrent de plus en plus difficile d'opérer des délimitations claires entre la production et la finance, tellement ces deux secteurs sont de plus en plus interpénétrés. Du coup, la finance et la production ne renvoient plus à des capitalistes « financiers » d'un côté et à des capitalistes « industriels » de l'autre, soit deux factions de classe marquées par des conflits d'appropriation du surplus. La portée heuristique de cette ancienne conception marxiste de la distinction finance-production est de plus en plus faible pour interpréter la réalité

d'aujourd'hui (Lapavitsas, 2013: 44-67). En ce sens, la financiarisation ne renvoie aucunement au retour du contrôle de l'industrie par de grandes banques, à l'instar de Hilferding, mais bien à une profonde reconfiguration de l'ensemble des rapports économiques par de nouvelles médiations financières (Pineault, 2013). Voyons maintenant les causes historiques qui ont conduit à ces bouleversements socioéconomiques majeurs.

## 2.2 Genèse historique de la financiarisation

### 2.2.1 *Le retour du refoulé: l'étincelle de la stagflation des années 1970*

À la fin des années 1960, l'épuisement des facteurs de croissance spécifiques à la période d'après-guerre (reconstruction d'après-guerre, développement des banlieues, deuxième vague d'expansion de l'automobile, complexe militaro-industriel et autoroutier) fait resurgir la tendance inhérente à la stagnation du capitalisme avancé, qui éclate sous la forme d'une crise stagflationniste en 1974-75. Dans le contexte de cette crise de rentabilité, la pression à la recherche de sources alternatives de profits pèse de plus en plus lourdement sur les secteurs « productif » et « financier », étant donné la contrainte de l'accumulation. Ces bouleversements engendrent un ensemble de réponses, tant économiques que politiques, et dont les effets combinés vont conduire à la financiarisation de l'économie.

À noter que plusieurs approches sont en désaccord avec la MR à propos des causes exactes de la crise du taux de profit des années 70, qu'elle soit liée à une intensification de la concurrence internationale (Brenner, 2006), à la crise du fordisme (Aglietta, 1997) ou à la période d'intenses luttes des classes durant les années 60-70 (Glyn, 2007 : 1-23) (cf. chap. 3, section 3.1). Néanmoins, le cadre d'analyse de la MR en rapport aux causes de la financiarisation, compris dans son sens large comme une réponse à une crise de suraccumulation, a eu beaucoup d'influence au sein de l'économie politique marxiste (Lapavitsas, 2011: 612-613).

Alors que l'expansion de la finance a été coextensive à la croissance soutenue d'après-guerre, un fossé commence à se creuser à partir des années 1970 entre

l'accumulation productive et l'accumulation financière. En d'autres mots, l'activité des marchés financiers connaît à partir de cette période une ascension fulgurante et cela, malgré un ralentissement économique prolongé. Mais comment est-ce possible?

Dans ce contexte de stagnation renouvelée, les entreprises non financières sont alors confrontées à une saturation de leur marché. Conformément au schéma macroéconomique d'une crise stagnationniste sous le capitalisme avancé, tel que présenté au chapitre précédent, cela se traduit au départ par la volonté de ces entreprises oligopolistiques de préserver leurs marges de profit par une réduction de leurs capacités productives, leurs investissements et leur main d'œuvre. Or, la généralisation de tels comportements exacerbe le problème de la demande effective (chute des ventes), compromettant ainsi à moyen long terme la masse de profits de ces entreprises. Ainsi, la pression pour des débouchés alternatifs, dans le contexte d'une économie « réelle » saturée, était à son comble.

Si les rôles de l'effort de vente et de l'État continuent d'agir comme mécanismes de soutien à la demande effective à l'ère du néolibéralisme, leurs effets partiels et limités, mis à nu par cette crise stagflationniste, rendent nécessaire une nouvelle contre-tendance à la stagnation pour relancer durablement l'accumulation. C'est pourquoi les entreprises non financières canalisent alors une part de plus en plus grande de leurs surplus vers des activités financières, afin d'éviter une crise de rentabilité prolongée (Foster et F. Magdoff, 2009: 72)<sup>35</sup>.

Par contre, le chemin emprunté par les entreprises non financières dans l'usage de ces produits financiers reste ici en grande partie indéterminé. Cela est problématique, car ces « canaux financiers » doivent être distingués et spécifiés historiquement, étant donné qu'ils n'ont pas tous la même « fonction ». S'agit-il au départ de nouveaux modèles de crédit aux consommateurs, arrimés à l'effort de vente?; d'une demande croissante des multinationales pour des produits dérivés, notamment des dérivés de change pour se protéger contre les fluctuations des taux de change après la suspension de l'étalon-or en

---

<sup>35</sup> Cette stratégie de relance de l'accumulation capitaliste a également reposé sur la restructuration de la production-distribution à l'échelle internationale (cf. chap. 3, section 3.2). Si ces deux processus sont évidemment analysés au sein des travaux de la MR, ils demeurent sous-théorisés au niveau de leur périodisation et de leur articulation historique spécifique.



1971 sous Nixon?; ou dès le début de placements financiers spéculatifs? Si Orhangazi (2006 : 72) a en partie raison de critiquer le manque de preuves empiriques de la thèse qui dérive la financiarisation des contradictions de la monopolisation de l'économie, c'est notamment à ce sujet que cela me semble poser problème.

Cette perspective implique donc que le déplacement des lieux de valorisation du capital vers la sphère financière repose sur un blocage structurel de la circulation industrielle, et que ce n'est que dans un tel contexte que l'accumulation financière devient déchaînée. Or, cela peut laisser entendre que les acteurs financiers sont passifs à l'égard de la dynamique économique d'ensemble en supposant que leurs pratiques demeurent subordonnées à la circulation industrielle tant que les taux de croissance de l'économie « réelle » demeureront vigoureux. C'est ce que suggèrent Foster et F. Magdoff (2009 : 72) en stipulant que la sphère financière répond à la demande en produits financiers des entreprises non financières, ce qui laisse entendre que la finance est à la remorque des besoins d'accumulation des corporations non financières. Par contre, Sweezy et H. Magdoff développent une analyse plus subtile à ce sujet en imputant un rôle actif tant aux banques qu'aux corporations non financières. L'intérêt supérieur de leur analyse est qu'elle spécifie que ces divers acteurs ont une autonomie respective en matière de stratégies d'accumulation, même si la transformation de leurs rapports économiques prend racine dans le blocage de la circulation industrielle. En prenant en compte ce qui suit, il me semble problématique de dire que la MR réduit de manière univoque la financiarisation à la canalisation du capital en surplus des entreprises non financières vers la sphère financière, un propos répandu chez plusieurs commentateurs (Krippner, 2012: 12-13; Lapavistas, 2013: 17-18; Orhangazi, 2006 : 70-72).

Confrontés à la réduction des investissements et des besoins en crédit des entreprises non financières, les secteurs bancaire et financier, poursuivant leurs propres stratégies d'accumulation, sont alors contraints de rechercher de nouvelles sources de profits (Sweezy et H. Magdoff, 2009: 146). Dans cette quête de nouveaux clients à endetter, les banques prêtent des sommes énormes aux pays du Tiers Monde, à des taux

au départ « avantageux »<sup>36</sup>. D'autant plus que les deux chocs pétroliers des années 1970 font affluer d'immenses fortunes (les pétrodollars) vers les banques d'investissement états-uniennes, en quête de hauts rendements (Orhangazi, 2006 : 38). Cela révèle combien il est erroné de confiner les banques et les institutions financières à un rôle d'intermédiaire des activités industrielles.

La localisation de cette transformation des pratiques du secteur financier dans le ralentissement des projets d'investissement et des besoins en matière de crédit des corporations non financières peut sembler problématique. Rappelons que les travaux fondateurs de la MR considèrent que les grandes corporations non financières sont de plus en plus autonomes du secteur financier pour financer leurs projets d'investissement, grâce à leurs immenses réserves de fonds internes. Or, l'explication ci-dessus semble suggérer le contraire, soit que les prêts contractés alors par les corporations non financières constituaient les sources de profits privilégiées des banques, auxquels il faut ajouter les commissions empochées dans le cadre de l'émission de titres financiers pour le compte de ces entreprises. Ce rapport « finance-industrie », surtout durant la période où la finance connaît une expansion proportionnelle aux taux de croissance d'après-guerre, mériterait donc d'être mieux précisé afin de conférer un sens à ces bouleversements.

En insistant sur la baisse des profits engendrée par la réduction du volume de prêts aux entreprises non financières, une telle interprétation passe sous silence le fait que l'inflation galopante durant les années 1970 a causé une profonde dévalorisation de la valeur des actifs financiers détenus par les banques et autres institutions financières. C'est d'ailleurs ce qui explique l'appui aussi fort du secteur financier à la lutte à l'inflation et son leadership dans l'offensive néolibérale contre le salariat et contre les politiques budgétaires de types keynésiennes. Ainsi, les impacts spécifiques de la stagflation des années 1970 sur le secteur bancaire et financier seraient à préciser au sein de la narration

---

<sup>36</sup> En 1979-80, Volcker hausse abruptement les taux d'intérêt de la Réserve Fédérale américaine jusqu'à 20%, ce qui aggrave le poids des dettes, et étrangle du coup ces pays, au point de menacer l'ensemble du système bancaire d'une crise de solvabilité (Brenner, 2002 :35-36). En tant que point tournant de l'histoire du néolibéralisme, cela marque le début des plans d'ajustements structurels du FMI imposés au « Tiers Monde », la dette devenant un instrument redoutable de restructuration néolibérale et dans ce cas, un nouveau visage de l'impérialisme (Sweezy et H. Magdoff, 2009 : 176-185 ; Foster et F. Magdoff, 2009 : 87).

de la MR portant sur cette période turbulente.

De plus, cette période coïncide avec l'ascendance des fonds de pension, mutuels et de couverture (*hedge funds*), qui vont alors devenir des acteurs dominants sur les marchés financiers. Afin de mobiliser l'épargne des ménages, ceux-ci vont offrir de plus hauts taux d'intérêt en matière de rendements, déclenchant un transfert massif d'argent des banques vers les coffres de ces fonds. Cette concurrence interne au secteur financier force alors les banques à vouloir réajuster leurs taux, en développant de nouveaux produits financiers (Sweezy et H. Magdoff, 2009 :113). Cette contrainte à l'innovation financière est d'autant plus vive alors que l'intensité de cette concurrence réduit plus rapidement les marges de profits de ces stratagèmes financiers. Enfin, ces instruments qui inondent les marchés financiers durant les années 1970 vont entrer de plus en plus en conflit avec les lois instituées après la crise des années 1930, la pression pour une réglementation financière étant alors maximale.

Cette analyse sommaire de la stagflation des années 1970 permet en partie de comprendre la convergence d'intérêts entre les « industriels » et les « financiers » pour le développement incessant d'innovations financières et donc, d'une déréglementation de la finance. Voyons maintenant quelle fut la réaction des élites politiques à ces enjeux.

### 2.2.2 Pourquoi les législateurs ont-ils déréglementé la finance?

Diverses perspectives (ex. Palley, 2010) mettent l'accent sur la capture institutionnelle par des intérêts rentiers et un relâchement réglementaire lié à une amnésie historique quant à la crise des années 1930. À cela s'ajoute le développement de nouvelles pratiques financières en perpétuel décalage avec les législations existantes, que les législateurs désorientés ne font que valider *a posteriori*. L'école de la MR défend que si ces explications peuvent être en partie vraies, elles ne font sens que lorsqu'elles s'appuient ultimement sur une compréhension de la financiarisation comme réponse structurellement nécessaire à une économie stagnante (Foster et McChesney, 2012 : 31).

Au-delà des crises fiscale et monétaire dans lesquelles étaient empêtrées les autorités politiques durant les années 1970, la MR considère que devant cette stagnation



rampante, ces élites en vinrent à croire que donner libre cours à l'expansion financière serait le meilleur garant pour restaurer de nouvelles perspectives de croissance (Sweezy et H. Magdoff, 2009 : 147).

L'objectif serait dès lors qu'une nouvelle bulle spéculative puisse engendrer des stimuli économiques, tant par des formes de croissance tirée par la finance que par une demande générée par la conversion de la valeur croissante des actifs financiers en consommation (effet de richesse). De plus, dans le but avoué de prévenir la contagion des crises, les élites politiques ont approfondi la financiarisation de l'économie par la déréglementation des taux d'intérêt<sup>37</sup>, le rôle des banques centrales comme prêteuses de dernier recours, et par la validation *a posteriori* d'un grand nombre d'innovations financières passées à l'origine sous le radar des législateurs (Sweezy et H. Magdoff, 2009 : 114-115).

Toutefois, cette interprétation des causes de la déréglementation financière semble reposer exagérément sur la contrainte à l'accumulation, à l'instar de leur récit sur l'institutionnalisation de la grande corporation, en ne tenant pas suffisamment compte des problèmes et motifs *spécifiques* qui incombaient aux élites politiques durant cette période. Si les hommes font l'histoire dans des conditions qu'ils n'ont pas choisies (Marx), rappelons que cela signifie que cette contrainte à l'accumulation ne peut épuiser la réflexivité des acteurs aux prises avec cette contradiction, même si cette contrainte limite les avenues possibles. Krippner (2012 : 13) résume bien ce problème :

[...] although this analysis does integrate state actions and firm behavior into a unified account, it is difficult to make out these entities as discrete social actors from so lofty a height. This tends to result in formulations that either treat the "system" itself as an actor or impose too much coherence on the state by assuming a seamless alliance between government officials and business elites [...] In short, there is a kind of instrumentalism lurking in some of these accounts that supplants the interest of the financial sector for the interests of the state or simply assumes these interests to be identical.

---

<sup>37</sup> À noter qu'il est frappant que la déréglementation des taux de change ne soit pas présentée comme un moment majeur qui a conduit à la financiarisation de l'économie, notamment par le développement des produits dérivés sur les monnaies (Morin, 2011 : 32-33). En fait, cette question de l'abandon de l'étalon-or est à ma connaissance soulevée par Sweezy et H. Magdoff (1972 : 197-212) pour invoquer une potentielle crise de l'hégémonie états-unienne et la menace d'une rivalité de blocs économiques régionaux de plus en plus vive, une thèse aujourd'hui contestée (Panitch et Gindin, 2012 : 122-131).

Sans pouvoir développer ici son interprétation divergente, je mentionne seulement qu'elle vise à aller au-delà des explications centrées sur la crise de l'accumulation capitaliste, pour saisir plus profondément la crise fiscale, monétaire, et plus largement idéologico-politique, auxquelles étaient confrontées les élites politiques durant cette période, pour ensuite analyser comment, *de leur propre point de vue*, ils y ont fait face. Alors qu'ils souhaitaient résoudre la crise sociale sur fond de stagflation, les législateurs auraient de manière imprévue créé un environnement macroéconomique favorable à la financiarisation (Krippner, 2012: 58), un véritable paradoxe des conséquences (Weber).

En résumé, la financiarisation est selon la MR une réponse à une dynamique d'accumulation tombée en panne. Or, les divers processus sous-jacents à ce « financial fix » (Harvey, 2003) ont certes refoulé les contradictions du capitalisme avancé, mais en leur superposant une nouvelle couche de contradictions spécifiques à l'accumulation financière, qu'il s'agit maintenant d'aborder.

### 2.3 Qu'est-ce que la financiarisation?

Il existe une littérature de plus en plus vaste sur la financiarisation, ce qui donne à cette notion un sens de plus en plus équivoque: ascendance de l'idéologie de la « valeur actionnariale » comme mode de gouvernance des firmes, américanisation de la finance par la domination d'une finance de marché sur une finance bancaire, croissance du pouvoir économique et politique d'une classe rentière, explosion de transactions financières rattachées au développement d'innovations financières (Epstein, 2005 : 3). Pour la MR, la définition la plus appropriée de la financiarisation est une transformation du processus d'accumulation où les profits sont de plus en plus générés à même des circuits de valorisation financière, plutôt que par la production et le commerce de biens et services (Sweezy et H. Magdoff, 1988 : 51; Krippner, 2012: 4).

Cette section porte ainsi sur les divers processus qui composent la financiarisation de l'économie. Mais avant d'y arriver, rappelons que la MR analyse la financiarisation en tant que nouveau mode d'absorption du surplus qui réagit à la tendance à la stagnation sous le capitalisme avancé (Sweezy et H. Magdoff, 2009: 99).

Afin d'y voir clair et d'éviter tout malentendu, une réinterprétation du concept de surplus m'apparaît importante afin de bien cerner la signification de ce dernier à l'heure de la financiarisation, d'autant plus qu'un tel travail de clarification ne figure plus dans les travaux contemporains de la MR<sup>38</sup>.

### 2.3.1. *Le problème de l'absorption du surplus à l'ère de la financiarisation*

Rappelons que la thèse « classique » de la MR sur la stagnation séculaire signifie que les grandes corporations accumulent davantage de surplus (profits ou moyens de production, temps de travail disponible) qu'il n'y a de débouchés rentables pour en réaliser l'absorption, étant donné les rapports de classes constitutifs du capitalisme avancé. Or, à l'ère de la financiarisation, il est de plus en plus problématique de fonder cette thèse exclusivement sur la tendance à la hausse du surplus des *corporations oligopolistiques non financières*, tel que présenté au chapitre précédent. Si le surplus continue certes, jusqu'à la stagflation des années 1970, de s'accumuler à même les contradictions de la circulation industrielle, il est important de spécifier que celui-ci est diffusé entre les corporations non financières, banques, institutions financières et ménages. Dès lors, une compréhension adéquate de la financiarisation doit s'appuyer sur une analyse spécifiée des modes d'absorption du surplus distribué entre ces divers acteurs (et non seulement celui détenu par les entreprises non financières), et comment ceux-ci vont respectivement être de plus en plus rattachés à la circulation financière.

Une précision s'impose à propos des banques. Il ne faut pas considérer leurs activités de crédits comme étant en soi une forme monétaire de surplus. Cela s'explique par le fait que la capacité des banques à accorder des prêts repose non pas sur leur niveau de réserves monétaires préalablement accumulées, mais bien sur un privilège institutionnel reconnu par l'État dans l'évaluation de la solvabilité des emprunteurs. Si le surplus pour exister doit être produit, et qu'il résulte donc d'une activité économique (Minsky, 2008: 194-195), ce n'est qu'en stimulant « indirectement » l'expansion de

---

<sup>38</sup> En fait, les représentants contemporains de cette tradition entretiennent même une confusion à l'égard du concept de surplus, en confondant parfois celui-ci avec le concept de survaleur (Foster et McChesney, 2012: 34; 85), alors que cela n'est pas la même chose, tel que présenté au chapitre précédent.



diverses activités économiques que les banques participent à l'absorption / création de surplus. À noter par contre que l'activité de crédit des banques peut soit être orientée davantage vers la production de biens et services ou vers la spéculation financière, comme nous le verrons plus tard.

Le surplus *actuel* correspond tout d'abord aux profits retenus à l'interne des entreprises non financières *et* financières, soit du capital sous une forme monétaire, disponible pour la circulation industrielle, mais qui ne trouve pas de débouchés suffisamment rentables au sein de cette sphère. Tel qu'évoqué précédemment, la financiarisation repose sur la mobilisation de ces revenus excédentaires à des fins d'accumulation financière. De tels revenus se retrouvent également dans les mains des ménages, qui feront de plus en plus l'objet d'une capture par les fonds qui vont se livrer une vive concurrence pour capter cette épargne afin de la convertir en actifs financiers. Enfin, ce surplus *actuel* prend aussi la forme de temps de travail disponible et de moyens de production sous-utilisés, qui ne peuvent être mobilisés à des fins d'accumulation « productives ».

Quant au surplus *potentiel* dans le contexte de la financiarisation, celui-ci va correspondre à l'ensemble du gaspillage absorbé par l'expansion des relations financières. Tout d'abord, il est composé en grande partie par l'ensemble des ponctions que la circulation financière prélève sur la circulation industrielle (production-distribution-consommation), et qui apparaissent comme des coûts socialement nécessaires du point de vue de la reproduction élargie du capital. De plus, et dans une moindre mesure, le surplus potentiel est composé de l'ensemble du temps de travail et des moyens de production mobilisés notamment par les formes de croissance tirée par la finance (bulles spéculatives).

Une telle approche permet ainsi de mettre en relief l'ensemble du gaspillage inhérent à la financiarisation de l'économie, tant en termes d'argent, de temps disponible, et de capacités productives. Or, contrairement à plusieurs approches hétérodoxes qui insistent sur le gaspillage engendré par un tel régime d'accumulation, la spécificité de l'école de la MR est qu'elle va considérer celui-ci comme étant *structurellement nécessaire* à l'accumulation sous le capitalisme avancé.

Après avoir établi ces clarifications, voyons maintenant comment la financiarisation transforme un ensemble de relations économiques « illiquides » en vue de les soumettre à la production de liquidité financière, et en quoi cela plonge l'économie dans une fragilité et une instabilité croissante. Deux processus sous-tendent cette expansion des relations sociales financières: une massification de l'endettement et une dynamique inédite d'innovations financières.

### *2.3.2 Une économie dopée à l'endettement*

Depuis les débuts du renouveau des travaux de Sweezy et H. Magdoff, la croissance de l'endettement a occupé une place centrale dans leur analyse. Affligée par une stagnation rampante, l'économie est devenue de plus en plus dépendante à l'endettement pour croître et, par le fait même, de plus en plus soumise au pouvoir de la finance (Sweezy et H. Magdoff, 1988: 49). En quelques mots, résumons comment ces processus d'endettement se différencient selon les acteurs concernés (ménages, gouvernements, entreprises non financières et financières) afin de mieux comprendre leurs déterminants respectifs, de même que leurs effets combinés.

Le surendettement des ménages s'enracine dans le fossé qui s'est creusé sous le néolibéralisme entre la croissance des gains de productivité et la stagnation salariale (Foster et F. Magdoff, 2009 : 28). Cette dynamique d'endettement est alors essentielle pour soutenir la demande effective, et donc pour garantir la reproduction élargie du capitalisme avancé. L'augmentation du ratio d'endettement en pourcentage du revenu disponible est une tendance qui s'est concentrée principalement au sein de la classe moyenne et des familles aux bas de l'échelle sociale (travailleurs pauvres, etc. ) (Foster et F. Magdoff, 2009: 32). Au-delà de l'endettement hypothécaire qui a littéralement explosé durant la dernière bulle immobilière, il faut ajouter l'expansion du prêt automobile, de même que le recours de plus en plus important au crédit pour assumer les dépenses courantes (épicerie, loyer, vêtements, etc.). Alors que le crédit s'encastre de plus en plus au cœur de la vie quotidienne, il semble que la norme de consommation est de plus en plus validée par une norme d'endettement, le rapport salarial venant plutôt assurer la

reproduction de cette norme d'endettement (Pineault, Tremblay-Pépin, 2013: 18), une hypothèse d'ailleurs non explorée au sein de la MR.

Pendant la période d'après-guerre, l'endettement public sert à financer des déficits budgétaires contra-cycliques à caractère conjoncturel, résorbés sur le cycle. Or, ces déficits prennent un caractère structurel sous le néolibéralisme où l'endettement public augmente de manière fulgurante afin de relancer la croissance (Foster et F. Magdoff, 2009 : 46). Alors que la stagnation fait diminuer les recettes fiscales, cet endettement est alimenté par des baisses d'impôts aux riches et aux grandes corporations, financés par des compressions budgétaires dans les services publics et les programmes sociaux. Or, contrairement au mythe néolibéral, il va y avoir au même moment des rondes successives d'importantes dépenses publiques, concentrées notamment dans le domaine militaire sous Reagan et G. W. Bush, avec pour effets « indirects » de soutenir la croissance états-unienne, et par ricochet mondiale.

L'endettement des entreprises non financières est plus ambigu, car il est traversé par deux mouvements contraires. Tout d'abord, il prend son envol à partir des années 1980, dans la foulée des vagues importantes de fusions-acquisitions, particulièrement vives dans la période des « junks-bonds ». Ces opérations d'achat hostile (OPA) mènent à un endettement massif des entreprises ciblées, gracieuseté des stratagèmes des fonds institutionnels menant ces opérations. En réaction, un nombre élevé d'entreprises vont s'endetter afin de ne plus apparaître alléchantes aux yeux de ces vautours financiers (Foster et F. Magdoff, 2009: 66-67). D'un autre côté, les entreprises non financières ont accumulé durant les dernières décennies une épargne de plus en plus massive, au point de devenir des « prêteurs nets » à l'économie (Seccareccia, 2010 : 16), une preuve selon la MR de la tendance à la hausse du surplus des firmes non financières (Foster et F. Magdoff, 2009: 37; 104)<sup>39</sup>.

---

<sup>39</sup> Sans faire l'objet de développements empiriques et théoriques, cette « sur-épargne » est selon la MR le résultat non-intentionnel des contradictions inhérentes au capitalisme avancé. Or, cette approche ne permet pas d'expliquer pourquoi ces profits ont davantage pris la forme d'actifs liquides retenus à l'interne des entreprises, au lieu d'être redistribué davantage vers les actionnaires sous forme de dividendes et de programme de rachats d'action. Dans une recherche à paraître (Pépin et Pineault, 2014), l'hypothèse alternative qui y est développée est que la croissance de ces liquidités est déterminée par une convention imposée par les marchés financiers, qui réifie un ensemble de contraintes macroéconomiques qui accroît



Ce sont les entreprises financières qui ont connu la plus forte expansion de leur endettement. Cela démontre comment la participation au sein des marchés financiers est dominée par de gros joueurs qui mobilisent des sommes d'argent astronomiques par le biais d'importants effets de levier (Sweezy et H. Magdoff, 1988: 46), le crédit interbancaire ayant servi de fondement monétaire à ces processus. La concentration de cet endettement au sein du secteur financier démontre que la grande majorité de ce crédit a servi à financer des activités spéculatives. Alors que dans les années 1970, chaque dollar emprunté aux États-Unis se traduisait en 60cents de PIB réel, ce ratio est tombé à 20cents au cours des années 2000 (Foster et F. Magdoff, 2009 : 48-49).

Cet endettement a ainsi davantage servi à l'accumulation financière qu'à enrayer la tendance à la stagnation qui, au mieux, n'a fait que la ralentir lorsque ce crédit servait directement ou indirectement la croissance économique. Paradoxalement, cette massification de l'endettement a engendré une fragilisation des positions financières d'un ensemble d'acteurs (banques, entreprises, ménages), qui ont eu tendance à se sur-endetter, croyant que la valeur des actifs ne pouvait aller que dans une seule direction, vers le haut. Ces phases haussières vont donner lieu à une euphorie qui laisse croire que les cycles économiques appartiennent au passé du capitalisme et donc, que la croissance va demeurer vigoureuse et sans interruption. Cet optimisme caractéristique des booms économiques des économies capitalistes avancées est ce qui fait qu'elles ont une tendance inhérente à l'instabilité financière (Minsky, 2008), portée vers la crise.

Cette dynamique d'endettement s'est appuyée sur un développement sans précédent d'innovations financières, situé au cœur d'une contrainte à l'accumulation spécifique à la concurrence interbancaire (Minsky, 2008: 256; 264), qu'il s'agit maintenant d'aborder.

### *2.3.3 Nourrir la bête spéculative: l'expansion des relations financières*

Afin de mieux comprendre la nature de la circulation financière qui sous-tend la financiarisation de l'économie, il importe d'en spécifier les différents circuits, que l'on

peut distinguer comme circuits de placement, de couverture et de titrisation (Pineault, 2013 : 8-12). Or, si la MR fait souvent référence à cette multitude de produits financiers, en mentionnant leur croissance vertigineuse (Sweezy et H. Magdoff, 2009: 96-97; Foster et F. Magdoff, 2009: 56-58), la nature de ces divers instruments et circuits dans lesquels ils s'insèrent ne fait pas l'objet de développements théoriques spécifiques et élaborés. Ainsi, la plupart du temps, on s'en tient à des commentaires généraux sur leur rôle au sein de l'accumulation capitaliste et sur leur dimension spéculative aux effets déstabilisants sur l'économie. En ce sens, les processus sous-jacents à la circulation financière demeurent dans une certaine indétermination théorique au sein des travaux de la MR, ce qui implique de se tourner vers d'autres auteurs<sup>40</sup> pour avoir un cadre théorique qui nous permet de conférer un sens aux modes opératoires de ces nouvelles pratiques financières. Néanmoins, voyons ce que les analyses de la MR, aussi disparates soient-elles, permettent de révéler à ce sujet.

Le circuit de placement est composé principalement des marchés boursiers. Tel qu'évoqué précédemment, les activités de placement ne sont pas nécessairement rattachées à l'investissement productif, la liquidité financière ayant sa propre logique de valorisation. Si ces marchés sont inhérents au capitalisme avancé, la financiarisation donne lieu à une reconfiguration du marché secondaire des titres, où se concentre leur circulation et où ceux-ci sont soumis aux pratiques spéculatives. Ce sont surtout les fonds de pension et mutuels qui en sont venus à dominer ce circuit, fruit d'une concurrence féroce pour la captation de l'épargne des ménages et sa conversion en plus-value financière. Afin d'honorer des promesses de rendements de plus en plus élevés, cette bataille s'est traduite par l'imposition aux entreprises non financières de normes de rentabilité très élevées, transformant ainsi le mode de gouvernance des firmes. Alors que cette réalité a été abondamment analysée et critiquée dans la littérature sur l'idéologie de la « valeur actionnariale » (Lazonick et O'Sullivan, 2000; Morin, 2006; Plihon, 2004), il est frappant de constater que les récents travaux de la MR ne font aucunement référence à ces débats, ce qui n'est pas sans conséquence sur leur jugement d'ensemble sur la

---

<sup>40</sup> Une contribution majeure à l'analyse théorique d'ensemble de ces différents circuits de valorisation financière est l'ouvrage de François Morin *Le nouveau mur de l'argent*.

financiarisation, et plus spécifiquement, sur les transformations qui affectent les corporations non financières.

La seule référence à ce circuit renvoie à leur analyse critique de la mégalomanie des fusions-acquisitions, notamment sur le marché des « junks-bonds » durant les années 1980 :

These leveraged buyouts are creating more debt at the same time they create huge profits for speculators. Whether the companies they purchased through leveraged buyouts are made more profitable before being sold back to the public through issuance of new stock is debatable. What is not debatable is that the taken-private companies are laden with debt [...] Corporations were increasingly seen as bundles of assets, the more liquid the better (Foster et F. Magdoff, 2009: 60; 67).

Si à l'origine, la corporation oligopolistique est fondée avant tout sur la valorisation d'un ensemble d'actifs stratégiques rattachés à l'effort de vente (marque, etc.), elle devient, au cours de la financiarisation, de plus en plus représentée sur les marchés financiers comme un paquet d'actifs à valoriser du point de vue de la liquidité financière. C'est ce qui explique pourquoi Sweezy (1994: 5) a reconnu qu'à l'encontre de l'environnement économique relativement stable sur lequel était fondé l'autocontrôle des firmes tel qu'analysé dans *Monopoly Capital*, un trait caractéristique de la financiarisation est le transfert de pouvoir des CA des entreprises non financières vers les marchés financiers<sup>41</sup>. Or, la MR ne spécifie pas si ces impératifs ont été imposés de l'extérieur ou de l'intérieur. Car il ne faudrait pas exagérer le passage d'un contrôle interne managérial à un contrôle externe par des mécanismes disciplinaires des marchés financiers. La mise en place de modes de rémunération (ex. stock-options) visant à aligner les intérêts des directions avec les mécanismes de valorisation sur les marchés financiers, de même que la financiarisation des profits des corporations non financières, constituent un ensemble de mécanismes à la fois exogènes et endogènes de financiarisation des firmes.

Quant aux effets de ces pratiques spéculatives prédatrices sur les entreprises,

---

<sup>41</sup> Rappelons que Sweezy avait attribué à la tendance à la hausse des fonds internes des entreprises la raison principale expliquant l'autonomisation des corporations non financières des marchés financiers. Or, la régulation de ces entreprises par les impératifs des marchés financiers n'est pas en retour causée par le déclin de ces fonds internes, bien au contraire. Le problème, qui semble avoir été évacué par la MR, est que cet argument initial de Sweezy s'appuyait sur le rôle de ces marchés comme lieu de financement, par le biais du marché primaire des titres, au lieu de mettre l'emphasis sur le marché secondaire à l'instar de Keynes dans sa *Théorie générale* (chapitre XII).



Foster et F. Magdoff laissent la question ouverte (voir la citation ci-dessus) alors que Sweezy et H. Magdoff (1988: 71-72) sont beaucoup plus catégoriques. Ces derniers considèrent que les corporations non financières ont souvent été poussées au bord de la faillite, fragilisées par l'endettement dont ces entreprises étaient plombées à la suite de ces offres d'achat hostiles. De plus, durant les périodes intenses en rachats d'actions et en dividendes, davantage de fonds ont afflué des coffres des corporations vers les marchés financiers que l'inverse, cette forme de ponction financière étant passé sous silence par la MR. Ainsi, l'argument de Sweezy se rapproche de l'idée que les marchés financiers ne sont ni efficaces en matière de financement, ni même en évaluation (ex. scandales Enron, WorldCom, etc.), mais bien en capacités de restructuration (Plihon, 2009 : 61), au grand dam de la finance orthodoxe!

Le circuit de couverture est composé des marchés de produits dérivés (contrats à terme (*futures*), options (*put* et *call*), taux (*swaps*))<sup>42</sup>, qui ont pris leur envol à la suite de deux grandes phases de déréglementation financière: la déréglementation des taux d'intérêt et des taux de change (Morin, 2011 : 32-36). S'il existe un marché des dérivés sur des actifs tangibles (ex. matières premières), la vaste majorité des transactions sur ce circuit sont adossées à des actifs monétaires et financiers (taux d'intérêt, taux de change, obligations d'État, indices boursiers, etc.) (Foster et F. Magdoff, 2009: 57). Ces marchés sont ceux qui ont le plus grand pouvoir de conversion de relations économiques illiquides en actifs liquides, car ils ont la capacité de convertir un risque concret en risque abstrait (Li Puma et Lee, 2004), ce qui leur donne un pouvoir quasi illimité d'encastrement dans les pratiques économiques.

Le développement de ces produits financiers a été légitimé sur la base du fait qu'ils permettaient de réduire l'incertitude dans un monde de volatilité économique croissante (ex. une entreprise non financière souhaitant protéger la rentabilité de ses investissements contre une fluctuation de taux de change ou de taux d'intérêt). Or, l'effet agrégé de la massification de cette circulation des produits de couverture constitue le facteur qui contribue le plus à la volatilité des actifs sous-jacents contre laquelle ces

---

<sup>42</sup> Pour une analyse critique de ces instruments financiers, voir Morin (2006 : 81-99) et pour une présentation plus technique, voir Morin (2006: 256-263).

produits sont justement censés couvrir le risque (Morin, 2006: 90-91). Sweezy et H. Magdoff (2009: 115-116; 1988: 46) ont certes déjà attiré l'attention sur le sujet, en soulignant la croissance vertigineuse de ces produits spéculatifs (qui apparaît bien faible en comparaison à son ampleur actuelle), mais encore une fois, cet enjeu reste jusqu'à aujourd'hui très peu développé dans la MR.

Quant à la titrisation, ce circuit a surtout été analysé en référence à la récente bulle immobilière. La titrisation des dettes hypothécaires (Foster et F. Magdoff, 2009: 51 ; 54-55). est l'innovation la plus majeure dans l'histoire récente de la concurrence interbancaire pour l'accaparement des plus grosses parts du marché de l'endettement. La titrisation des hypothèques *subprimes*, adossés à des dérivés (CDO, CDS), révèle bien la logique inhérente à ces stratégies d'accumulation financière du secteur bancaire, soit endetter au maximum les acteurs économiques en repoussant le plus loin possible la limite de leur solvabilité. En ce sens, cette stratégie repose sur des formes de plus en plus prédatrices d'endettement (Foster et Magdoff, 2009: 34), particulièrement auprès des personnes aux bas de l'échelle et racisées (McNally, 2011 : 121-126). Si la MR insiste surtout sur l'effet déstabilisateur de ces pratiques, elle ne semble pas voir que ce circuit sous-tend une transformation historique du modèle d'affaires des banques, où l'émission de dettes a de plus en plus pour fonction d'être titrisée, soit convertie en titres liquides échangeables sur les marchés financiers.

L'absence d'analyse plus différenciée et spécifique de ces divers « circuits » relève peut-être en partie de l'accent accordé au jugement macroéconomique général sur lequel insiste si souvent la MR et qui, en quelque sorte, la distingue. Toutefois, cela constitue une erreur qui limite la compréhension des effets macroéconomiques différenciés de ces produits financiers, mais, plus profondément encore, des mécanismes d'interpénétration entre circulation financière et circulation industrielle qu'ils sous-tendent, un problème sur lequel je reviendrai plus loin.

#### *2.3.4 Les sources de la financiarisation des profits*

Tel qu'évoqué précédemment, la financiarisation est comprise au sein de la MR comme

une transformation des économies capitalistes avancées où les profits, tant du secteur des entreprises financières que non financières, viennent de plus en plus de la circulation financière et non de la circulation industrielle. D'ailleurs, rappelons que la financiarisation des profits des corporations non financières (Foster et F. Magdoff, 2009: 54; 84-85; Sweezy et H. Magdoff, 1988 : 50-51) met en relief l'interpénétration croissante entre la production et la finance, au point où il est de plus en plus futile de compartimenter ces secteurs comme étant fermé l'un à l'autre (Sweezy et Magdoff, 2009: 97).

À cet égard, un enjeu se pose: comment se fait-il que des profits puissent s'accumuler sous une forme financière et cela, malgré une économie stagnante (Pollin, 1996)? Ainsi, quelle est la source économique du profit financier (A-A') et sur quels rapports sociaux s'appuient-ils? Pollin (1996) soulevait trois sources possibles des profits financiers: 1) un jeu à somme nul basé sur une redistribution interne à l'intérieur de la classe capitaliste, soit des capitalistes « industriels » vers les rentiers; 2) une redistribution des travailleurs et de leurs communautés vers la classe capitaliste, par le biais de stratégies d'accumulation par dépossession (Harvey, 2007 : 34); 3) une intensification de l'extraction de survalueur, par le biais de mécanismes disciplinaires financiers.

Du point de vue de la MR, l'argument développé à l'origine par H. Magdoff et Sweezy (2009: 104) est que ces profits financiers trouvent leur source dans une inflation des actifs financiers, alimentée par la spéculation. Par contre, cet argument comporte une certaine indétermination théorique, en ayant omis d'explicitier le mode de valorisation spécifique de la liquidité financière qui est fondé sur les anticipations que les acteurs projettent à l'égard des actifs financiers, selon une logique mimétique et autoréférentielle inhérente aux marchés financiers (Orléan, 1999 : 61-97). Il y a tout de même une occasion où Sweezy et H. Magdoff (2009: 104-105) spécifient historiquement pourquoi l'inflation des actifs financiers pouvait, durant les années 1980, se poursuivre sur une aussi longue période malgré une stagnation prolongée. Cela renvoie selon eux à une convention financière qui comportait à l'époque deux caractéristiques essentielles: 1) L'état normal du capitalisme est la croissance donc toute stagnation ne peut qu'être



passagère, les jours meilleurs étant à venir; 2) La stagnation des années 1980 renvoie à la phase creuse d'un cycle de Kondratieff (50 ans), liée à l'épuisement d'une innovation technologique révolutionnaire, représentant alors une période de gestation qui prépare la prochaine révolution technologique à effets économiques prolongés.

Si la MR rejette la validité empirique de ces cycles longs technologiques, tel que présenté au chapitre précédent, l'enjeu ici est de comprendre que l'effet performatif est maintenu tant que la convention financière continue d'être partagée sur les marchés financiers. C'est probablement une telle convention financière qui a préparé le terrain à l'euphorie des années 1990 à l'égard de la « nouvelle économie » et qui a conduit à la bulle des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), une hypothèse toutefois non développée dans les travaux ultérieurs de la MR à ce sujet.

Est-ce que cela signifie pour autant que la finance est « déconnectée » de la sphère de la production? C'est ce que laisse entendre ce passage:

The traditional imperative to accumulate capital geared to providing plants and equipment that yield a future stream of income and jobs has been replaced by the drive to accumulate money capital *per se* – in a world far removed from productive activity [...] in today's world ruled by finance, the underlying growth of surplus value falls increasingly short of the rate of accumulation of money capital. In the absence of a base in surplus value, the money capital amassed becomes more and more nominal, indeed fictitious. It comes from the sale and purchase of paper assets, and is based on the assumption that asset values will be continuously inflated (Sweezy et H. Magdoff, 1988 : 51).

Ce paradigme marxiste du « capital fictif », où la valeur nominale des actifs financiers tend de moins en moins à être validée par les profits issus de la sphère productive, est problématique, car il tend à « déconnecter » la finance de la sphère productive. Il laisse ainsi croire qu'en dehors des paniques financières qui éclatent lorsqu'une suraccumulation d'actifs financiers se bute à une baisse des taux de profit des actifs « réels » sous-jacents, causée à son tour par une suraccumulation de capacités productives (McNally, 2011 : 79-81), la finance n'a pas d'impact structurel sur l'économie « réelle ». Ainsi, une telle approche en vient à considérer qu'en dernière instance, ce sont les facteurs « réels » qui déterminent la dynamique économique d'ensemble. Or, une telle perspective est bien pauvre pour comprendre l'interpénétration de la production et de la finance qui sous-tend la financiarisation, un problème dont Sweezy avait d'ailleurs fini

par prendre conscience vers la fin de sa vie.

Sur ce point, les travaux contemporains sont plus nuancés, car ils enracinent davantage la finance dans les rapports d'exploitation au sein de la sphère productive. Cela est clairement évoqué lorsqu'ils analysent la conséquence des fusions-acquisitions financées par l'endettement des entreprises, où cette fragilité financière est transférée sur le dos des salarié-e-s par le biais de mises à pied, de coupures de salaires et de bénéfices sociaux (Foster et F. Magdoff, 2009: 61). Par contre, un tel argument demeure limité étant donné qu'il ne prend pas en compte l'ensemble des ponctions financières qui viennent fragiliser les entreprises non financières dans le cadre de la financiarisation.

Mais Foster et F. Magdoff (2009: 61) évoquent aussi que les formes d'exploitation qui sous-tendent l'accumulation financière débordent le seul champ de la production, en évoquant notamment l'extraction de surplus (et non l'absorption) dans le cadre des rapports débiteur-créditeur. Ils mettent ici en relief les formes d'endettement de plus en plus prédatrices (Foster et F. Magdoff, 2009: 34) qui affligent les salarié-e-s. Or, comme à l'égard d'autres enjeux, cela ne fait pas l'objet de développements théoriques significatifs. Une avenue à explorer serait de rapprocher leur argument avec la thèse de Lapavistas sur l'expropriation financière :

The concept of "profit upon alienation" is vital to the analysis of financial profit earned from trading financial assets as well as from capital gains. It is also vital to analyse financial profit earned from mortgage and consumption loans to households, or from handling pension and other funds. These forms of financial profit [...] comprise the gist of the notion of 'financial expropriation' [...] This is an exploitative relationship representing the direct appropriation of personal money income, or of loanable capital and plain money that belongs to others. But it is different from exploitation at the point of production and rests on a zero sum game between the counterparties to financial transactions. More complexly, it could also be an intermediate step to appropriating a share of the flow of surplus value (Lapavistas, 2013: 145-146).

À défaut de pouvoir ici engager un dialogue avec cette thèse, rappelons seulement que ce concept de « profit d'aliénation » (Foster, 2012: 14) avait été mobilisé par Baran et Sweezy pour penser leur théorie monopolistique des prix. En s'inspirant de ce concept, ils en ont déduit que ce pouvoir de marché permet un transfert des coûts socialement nécessaires de l'effort de vente vers les salarié-e-s, ces prix monopolistiques représentant alors une ponction sur les revenus des travailleurs. Cette catégorie aux usages disparates, laissée en chantier par Marx dans le Livre II et III du Capital, réfère par donc ici à deux

formes de profit, l'une arrimée à effort de vente, l'autre à l'accumulation financière, mais toutes deux dépendantes de rapports sociaux non directement liés à l'extraction de survalueur. Une dernière parenté est qu'alors que Marx associait ces pratiques à des réminiscences de modes de production précapitalistes, qui diminueraient avec le temps, autant l'expropriation financière dont parle Lapavistas (2013: 146-147) que le pouvoir monopolistique dont parle la MR, représentent dorénavant des modes dominants de valorisation du capital.

Enfin, résumons ici que la financiarisation des profits provient de l'ensemble des circuits de la circulation financière, présentés très brièvement ici haut. De plus, il faut surtout retenir que l'ensemble de ces ponctions ne renvoie pas à une finance parasitaire pompant de l'extérieur différents acteurs de l'économie « réelle », et où les salarié-e-s, les corporations non financières et les gouvernements seraient les victimes d'un oligopole bancaire tout-puissant. La financiarisation implique, notamment par le biais de ces ponctions, mais surtout par sa capacité d'encastrement dans les différentes pratiques économiques, une interpénétration croissante entre circulation productive et circulation financière, et donc l'effet le plus profond est la reconfiguration de l'ensemble des rapports économiques par de nouvelles relations ou médiations financières (Pineault, 2013a).

### *2.3.5 Une économie de plus en plus portée vers la crise*

Rappelons que la financiarisation de l'économie est pensée au sein de la MR comme une « solution » contradictoire à la tendance inhérente à la stagnation sous le capitalisme avancé. Elle est ainsi pensée comme le refoulement des contradictions inhérentes à l'accumulation du capital productif par leur déplacement dans une dynamique d'accumulation financière. Or, cela a eu pour effet paradoxal de générer une fragilité et une instabilité financière croissante, cette « solution » devenant ainsi le problème (Sweezy et H. Magdoff, 1988 :48-49).

La MR s'appuie sur la théorie de Minsky afin de mettre en relief la tendance à la fragilisation financière de l'économie, où les engagements financiers pris par les divers agents économiques tendent de moins en moins à être validés par les flux de revenus de



l'économie productive, créant ainsi les conditions pour une crise financière (Foster et F. Magdoff, 2009: 72). Si l'hypothèse d'instabilité financière de Minsky repose sur les mécanismes endogènes au cycle économique qui mènent à la détérioration des positions financières, la MR insiste avec raison sur le fait qu'un tel cadre théorique ne nous permet pas de comprendre pourquoi nous sommes, depuis 40 ans, plongés dans une instabilité financière croissante qui débouche sur de plus en plus de crises financières (Foster et McChesney, 2010: 49-50). L'école de la MR lui reproche ainsi d'avoir désincarné sa thèse de l'instabilité financière des contradictions de long terme du capitalisme avancé. Selon cette perspective, la financiarisation de l'économie donne lieu à un phénomène en apparence étrange, soit que l'accumulation financière se reproduit sur une base élargie malgré une économie qui stagne depuis maintenant plus de quatre décennies<sup>43</sup> (Foster et F. Magdoff: 2009, 15; Sweezy, 1994 : 4).

Dans ce contexte, les processus de validation « réels » d'inflation des actifs financiers sont de plus en plus mis à mal, ce qui nécessite le recours de plus en plus important à un refinancement par endettement, prolongeant du coup la phase haussière du cycle, mais détériorant à son tour davantage les positions financières, créant ainsi les conditions pour une crise encore plus dramatique (Foster et F. Magdoff, 2009: 74). Même si la financiarisation des profits a permis de compenser pour le déclin des flux de revenus dérivés de la circulation industrielle, il n'en demeure pas moins que celle-ci n'est pas déconnectée de la sphère productive, telle qu'évoquée précédemment.

Cette trappe de stagnation-financiarisation débouche un jour ou l'autre sur ces crises, qui sont de plus en plus multiples, et dont les effets sont de plus en plus dramatiques, comme en témoigne la crise de 2008-09. C'est ce qui explique pourquoi les banques centrales et les gouvernements sont contraints d'intervenir de plus en plus massivement, afin de préserver la liquidité monétaire et financière, et ainsi d'éviter le pire. Or, à l'image de véritables pompiers pyromanes, chaque crise est éteinte par des moyens générant une nouvelle bulle, préparant ainsi les conditions pour une catastrophe économique d'une plus grande ampleur. D'autant plus que ces interventions engendrent

---

<sup>43</sup> Je reviendrai sur les objections à cette thèse lors de la conclusion de ce mémoire.

une déresponsabilisation des acteurs à l'égard de leurs pratiques (aléa moral), sachant que les institutions publiques seront là pour réparer les pots cassés au moindre danger, un effet paradoxal d'autant plus exacerbé par la tendance à l'oligopolisation du secteur bancaire (*too big to fail*) (Foster et Holleman, 2010: 16). Minsky considérait aussi que ces interventions du *Big government* pouvaient renforcer l'instabilité financière, tel qu'affirmé dans son hypothèse peu développée du *money-manager capitalism* (Krippner, 2012: 168). Néanmoins, il croyait que de telles capacités institutionnelles seraient en mesure de prévenir une crise de l'ampleur de celle de 1929. Or, H. Magdoff et Sweezy (2010 : 59-61) considéraient que cet optimisme de Minsky reposait sur un « nationalisme méthodologique », trop centré sur les dynamiques internes aux États-Unis, alors que le risque devenait de plus en plus systémique dans le contexte de la globalisation des marchés financiers (Sweezy et H. Magdoff, 1988 : 48). Selon eux, la financiarisation creusait un écart de plus en plus grand entre l'instabilité financière internationale et les capacités d'intervention limitées des banques centrales et des gouvernements, dans le cadre d'un monde encore fortement régi par les États-nations.

Or, la récente crise, malgré son ampleur, peut donner en partie raison à Minsky. Le niveau du commerce, de la production industrielle mondiale et du prix des actifs financiers ont chuté certes plus vite et plus bas qu'en 1929, mais cette dégringolade a été de plus courte durée, soit à l'intérieur d'une seule année, alors que la Grande Dépression a donné lieu à une descente aux enfers sur plusieurs années (Foster et McChesney, 2012 : 29). Si ces interventions massives ont évité une deuxième « Grande Dépression »<sup>44</sup>, elles ont accouché d'une longue stagnation dans laquelle nos économies sont toujours empêtrées. Si la crise récente peut donner l'impression d'une crise de la financiarisation (Foster et F. Magdoff, 2009: 133), elle est plutôt un moment de normalisation de l'accumulation financière, les élites donnant l'impression de croire que la perspective d'un nouveau cycle d'innovations financières constitue le meilleur moyen de stimuler à

---

<sup>44</sup> À son tour, ces interventions démontrent une faille dans l'argument de la MR sur l'écart entre le risque systémique et les capacités étatiques de gestion de crise, soit la rapidité avec laquelle les États-Unis, en tant que puissance impériale informelle, ont su coordonner les interventions des banques centrales et favoriser une réponse similaire des États à la crise de 2007-2008 (Panitch et Gindin, 2012: 21).

nouveau la croissance (Foster et McChesney, 2012: 31)<sup>45</sup>.

### *2.3.6 Au-delà d'une conception parasitaire de la finance: une contre-tendance à la stagnation limitée et contradictoire*

Surendettement fragilisant l'économie, instabilité et crise, les raisons semblent nombreuses pour considérer la financiarisation comme étant globalement négative sur l'économie. Concrètement, plusieurs traditions marxistes et postkeynésiennes (Crotty, 2005; Duménil et Lévy, 2004; Morin, 2006; Orhangazi, 2006; Orléan, 1999) défendent cette thèse en mettant l'accent sur les rendements exorbitants exigés par le capital financier. Fragilisant les grandes entreprises, ce pouvoir de la finance découragerait celles-ci à s'engager à long terme dans des projets d'investissement aux rendements incertains en plus de détourner des sommes incroyables de fonds vers des fins spéculatives et des intérêts rentiers (ex. hausse des dividendes, rachats d'actions, placements financiers, coûts financiers croissants associés à l'usage de dérivés et de taux swaps, etc.). Dans un tel contexte, un compromis capital-travail, tel que celui des « Trente Glorieuses », serait impossible.

Or, si on accepte la thèse de la suraccumulation, une tout autre perspective s'ouvre à l'analyse. Selon l'école de la MR, le capital financier ne se réduit pas à un parasite drainant d'énormes ressources qui pourraient être utilisées plus productivement afin de soutenir de meilleures perspectives de croissance en vue d'un nouveau pacte socioéconomique. Au contraire, la financiarisation a généré de nouveaux débouchés d'investissement qui, autrement, n'auraient pas eu lieu étant donné le niveau élevé de surcapacités industrielles (Sweezy et H. Magdoff, 2009 : 149).

Tout d'abord, le secteur financier a généré depuis son envol une importante demande de biens d'investissement. Premièrement, pensons aux immeubles particulièrement prestigieux du secteur bancaire, de même que les nouvelles technologies

---

<sup>45</sup> À noter que cet argument ne vient pas évacuer, selon la MR, la capture institutionnelle de l'État par les intérêts rentiers, cette contrainte à l'accumulation représentant plutôt une condition de son hégémonie. Pour une analyse de la financiarisation de l'État réalisée par la MR, voir Foster et Holleman (2010).



d'information et communication<sup>46</sup> qui ont été harnachées par ce secteur (ex. serveurs informatiques, robots-traders). De plus, les bulles financières ont généré des formes de croissance tirées par la finance (ex. secteur *dot-com*, immobilier). Par exemple, il suffit de penser à toute la construction domiciliaire, et les activités en amont et en aval qu'elle a engendrées, dans le contexte de la bulle des *subprimes*.

De plus, l'inflation des prix des actifs financiers a engendré un « effet de richesse », soit la conversion des revenus tirés de la vente de ces actifs en consommation, particulièrement de luxe (Foster et McChesney, 2012: 42). Les salariés ont d'ailleurs été encouragés à utiliser leur maison (et autres actifs) comme contrepartie d'engagement pour avoir accès à des marges de crédit supplémentaire, un autre facteur de stimulation paradoxale de la demande effective par la finance. À ce portrait des effets macroéconomiques « positifs » de la finance, il ne faut pas oublier d'ajouter le rôle de l'endettement massif durant cette période, aussi limité ses effets ont-ils pu être sur l'économie « réelle ». Enfin, la MR souligne également l'ensemble des emplois créés par le secteur de la « Finance, Immobilier et Assurances » et la demande que les salaires (souvent élevés) des employés rattachés à ce secteur ont pu stimuler.

L'intérêt de penser la financiarisation comme une nouvelle forme d'absorption du surplus *potentiel*, c'est que cela permet de penser l'interpénétration entre production et finance comme un ensemble de coûts socialement nécessaires et croissants pour l'accumulation capitaliste, mais qui représente un véritable gaspillage du point de vue d'une société où le surplus serait socialisé. Elle permet certes d'établir des parallèles avec des approches qui analysent cette expansion de la finance comme étant une ponction grandissante sur l'économie, à l'encontre du postulat de l'efficacité des marchés financiers dans l'allocation du capital. Or, à l'encontre des traditions keynésiennes qui revendiquent l'euthanasie du rentier pour sauver le capitalisme des effets corrosifs et parasites de la finance, cette tradition considère qu'en regard de la tendance séculaire à

---

<sup>46</sup> Ces technologies peuvent apparaître comme le démenti de la thèse de la MR sur la tendance historique du capitalisme avancé au déclin des innovations révolutionnaires à effets économiques prolongés. Or, s'ils reconnaissent que celles-ci ont transformé les modes de vie des individus, et ont, certes, participé à des transformations dans les modes d'organisation des entreprises, ils mettent en doute la croissance qui a été générée jusqu'ici par les NTIC (Foster et F. Magdoff, 2009: 42).

la stagnation inhérente au capitalisme avancé, la finance est devenue un gaspillage structurellement nécessaire à la reproduction élargie du capital.

Voilà la dure réalité du piège de la stagnation-financiarisation: 1) Le capital dépend de plus en plus des processus de valorisation financière pour s'accumuler, attribuable à la stagnation sous-jacente de l'économie; 2) Considérant cette stagnation rampante, l'économie est de plus en plus soumise à des bulles spéculatives et à des crises ; 3) Malgré ce nouveau souffle de prospérité du capital, les problèmes de suraccumulation dans l'économie « réelle » demeurent profondément déterminants (Foster et F. Magdoff, 2009 : 83).

#### **2.4 Une théorie unilatérale et insuffisamment dialectique ?**

À l'instar de plusieurs travaux marxistes, la tradition de la MR permet d'enraciner la finance dans la sphère de la production, contrairement aux théories portant sur la financiarisation qui limitent leur analyse à la seule critique du système monétaire et financier. Or, un problème inverse surgit quand l'expansion financière est présentée comme le symptôme de contradictions propres à l'économie « réelle » (Orhangazi, 2011: 2-3). C'est ce qui conduit plusieurs courants hétérodoxes à critiquer nombre de marxistes pour avoir réduit les processus monétaires et financiers à de simples symptômes de suraccumulation (Morin, 2011: 108-109). Les travaux contemporains de la MR me semblent reproduire en partie ce travers, contrairement à ce que Sweezy avait appelé à dépasser. Cela est particulièrement visible lorsque la MR dégage un jugement d'ensemble sur la financiarisation à l'égard des contradictions de l'accumulation monopolistique. Elle tend alors à réduire la financiarisation à un symptôme des contradictions de la sphère productive, ce qui laisse entendre qu'elle est une réponse « fonctionnaliste » au problème de la stagnation, aussi partielle et contradictoire soit-elle. Cette citation est particulièrement révélatrice à cet égard:

Still, as important as financialization has become in the contemporary economy, this should not blind us to the fact that the real problem lies elsewhere: in the whole system of class exploitation rooted in production. In this sense financialization is merely a way of compensating for the underlying disease affecting capital accumulation itself. [...] Despite the vast expansion of credit-debt in the capitalism of today, it remains true that the real barrier to

capital is capital itself: manifested in the tendency toward overaccumulation of capital (Foster et F. Magdoff, 2009: 108).

En confinant la financiarisation à un mécanisme d'absorption du surplus, cette tradition perd de vue comment elle renferme plusieurs processus aux effets *différents* et contradictoires sur l'économie. À l'encontre d'une posture unilatérale, divers auteurs insistent pour comprendre que la causalité va dans les deux sens, de la circulation industrielle à la circulation financière et vice versa (Lapavitsas, 2013: 121-132; Orhangazi, 2011: 3).

Sans pouvoir aborder ce problème dans toutes ses facettes, je m'en tiens ici à analyser le rôle contradictoire de la finance à l'égard des effets différenciés de la circulation financière sur la circulation industrielle, en laissant en suspend ici la causalité allant de la circulation industrielle vers la circulation financière, faute d'espace. Plus concrètement, je vais retenir deux couples de processus distincts visant à mettre en relief le rôle contradictoire de la finance à l'égard de la demande effective et de l'investissement.

#### *2.4.1 La demande et l'investissement écartelés par des processus financiers contradictoires*

Les hauts rendements exigés par les investisseurs institutionnels (ex. fonds de pension, fonds mutuels) ont été extorqués par une intensification de l'exploitation, allant des compressions salariales aux mises à pied. Par conséquent, cela a réduit le pouvoir d'achat des travailleurs et travailleuses, générant du coup un problème de demande effective. Or, l'expansion phénoménale du crédit à la consommation rendue possible par une cascade d'innovations financières, de même que « l'effet de richesse » généré par l'inflation des actifs, permet de relancer la demande, refoulant ainsi de manière contradictoire ce fossé productivité-salaires. Alors que ces deux processus font l'objet de références dans les travaux contemporains de la MR, ils ne sont pas analysés comme effets contradictoires engendrés par ces processus différenciés de la financiarisation.

Les impératifs de la « valeur actionnariale » représentent un important pouvoir de restructuration du capital : mise à la ferraille des moyens de production peu profitable à



court terme, contrôler l'offre dans un secteur conformément à une logique oligopolistique, etc. Ce mode de gouvernance est allergique à l'incertitude du temps long de l'investissement, détournant d'immenses sommes vers la spéculation, des programmes de rachats d'actions et des dividendes de plus en plus élevés. De plus, l'instabilité financière générée par la financiarisation a accru l'incertitude, décourageant les grandes corporations d'entreprendre des projets d'investissement jugés trop risqués. Si la valeur actionnariale est fondée sur la valorisation de profits à court terme, il devient alors possible de considérer que des projets d'investissement reconnus rentables et légitimes dans le contexte des standards monopolistes durant les « Trente Glorieuses » sont aujourd'hui découragés par les mécanismes de validation et de sélection sur les marchés financiers. Cela semble être validé par les récentes vagues successives de fermetures ou de réduction de la taille d'infrastructures productives. De plus, la financiarisation des profits des corporations non financières a permis de compenser pour des profits déclinants au sein de la circulation industrielle, permettant ainsi de préserver la rentabilité d'entreprises aux prises avec des surcapacités de plus en plus déficientes, décourageant ainsi davantage l'investissement. Or, tel que discuté plus tôt, la financiarisation a mitigé ces impacts négatifs sur l'investissement grâce aux « effets multiplicateurs » des différentes formes de croissance tirées par la finance (NTIC, édifices luxueux, immobilier, etc.). Sans compter les différentes bulles qui ont généré des effets de richesses liés à l'inflation des actifs financiers, en plus du rôle de l'endettement public et privé qui ont stimulé des investissements qui, autrement, n'auraient pas eu lieu. Au final : deux paires de processus aux impacts distincts, un tout dialectique contradictoire (Orhangazi, 2011: 9-16).

Ce dernier enjeu avait été en partie vu par la MR, en référence à la période de fusions-acquisitions financées par effet de levier, notamment celles menées par les investisseurs institutionnels ayant fragilisé les corporations non financières. Alors que cela représente une faille implicite face à leur thèse générale sur la financiarisation, pourquoi cela ne débouche-t-il pas sur une analyse du rôle dialectique et contradictoire de la finance, en prenant également en compte les effets dépressifs sur l'investissement qu'engendre le mode de valorisation financier du capital?

De toute évidence, un tel réflexe vise à ne pas tomber dans le piège d'une dichotomie simpliste et fausse entre un bon capitalisme industriel et un mauvais capitalisme financier. Effectivement, la théorie de la MR permet de ne pas tomber dans un tel piège, ce qui est en soi une avancée théorique importante et qui comporte d'importantes leçons politiques. Or, pour éviter un tel piège, il n'est pas du tout clair en quoi reconnaître que la financiarisation a 1) ses racines structurelles dans la stagflation des années 1970; 2) agit indirectement comme mécanisme d'absorption du surplus dans les secteurs dont les cycles de croissance sont tirés par la finance; implique que 3) *tous* les processus économiques de la financiarisation convergent, à l'égard de l'investissement privé et de la demande, vers un ensemble d'effets « positifs » aussi limités soient-ils. Une telle position est problématique, car elle vient nier que, parmi ces processus, certains ont eu de *nouveaux* effets de stagnation sur l'économie « réelle » alors que d'autres ont amplifié la stagnation inhérente au capitalisme avancé.

Voilà le problème central d'un paradigme qui ne saisit qu'un seul côté de la finance, soit comme contre-tendance à la stagnation. De cette manière, c'est tout un pan des effets de la finance qui est laissé pour compte. La tendance séculaire à la stagnation peut certes expliquer en partie la financiarisation, notamment sur le plan de ses causes historiques. Or, mener à terme le projet esquissé par Sweezy d'une théorie dialectique des processus d'interpénétration de la finance et de la production implique de se tourner vers un programme alternatif de recherche<sup>47</sup>, qui ne peut qu'être effleuré ici.

D'un côté, les processus différenciés de la financiarisation ne doivent pas tous être réduits à une contre-tendance générale à la stagnation, si l'on veut mieux comprendre les effets différents et contradictoires de la financiarisation sur l'économie. Il faut ainsi reconnaître et mieux spécifier en quoi la financiarisation a engendré de nouveaux problèmes, en plus d'avoir exacerbé les problèmes antérieurs de l'économie « réelle ». En d'autres termes, la financiarisation doit être pensée comme ayant des effets macroéconomiques dialectiques, à la fois « positifs » et « négatifs », sur l'accumulation

---

<sup>47</sup> Une telle perspective a notamment été développée dans le cadre du programme de recherche du *Collectif d'analyse de la financiarisation du capitalisme avancé* (CAFCA) (Pineault, 2006), qui a fait l'objet de développements théoriques importants depuis son lancement (Pineault, 2013).

« réelle ». Pour y arriver, cela implique de reconnaître qu'autant la finance a été façonnée par la sphère de production, autant cette dernière a été façonnée par la finance (Orhangazi, 2011; Lapavistas, 2013 : 121-132). De plus, la financiarisation doit avant tout être analysée en tant que reconfiguration des rapports économiques (production-distribution-consommation) par les relations financières :

[...] la circulation industrielle est pénétrée de toutes parts par des circuits qui relèvent de la circulation financière. Chaque point du circuit est non seulement un lieu d'extraction ou de ponction de revenus, mais ces ponctions ont pour effet de transformer la nature même des rapports économiques qui structurent la circulation industrielle (Pineault, 2013a: 19).

## **2.5 Conclusion: La stagnation serait-elle toujours un problème pour le capital?**

Rappelons que le cadre d'analyse dialectique de la MR considère que l'histoire économique des sociétés est la mieux comprise en tant qu'interaction entre la tendance à la stagnation inhérente sous le capitalisme monopoliste et les différentes contre-tendances spécifiques d'absorption du surplus. Un tel paradigme fut particulièrement riche, comme le démontre le chapitre précédent, pour expliciter l'interpénétration entre production et effort de vente et la structure de classes déterminant les formes dominantes d'investissement public sous le capitalisme avancé. Dans le présent chapitre, j'ai mis en doute le fait que ce paradigme continue d'être aussi fécond pour analyser un deuxième effet d'interpénétration structurel, celui de l'interpénétration de la production et de la finance dans le contexte de la financiarisation du capitalisme avancé.

De plus, on peut se demander si ce paradigme de la contre-tendance à la stagnation vient davantage masquer qu'éclairer l'une de ses conséquences les plus majeures sur l'accumulation capitaliste. Car celui-ci vient fixer le débat de la financiarisation sur un terrain en partie miné, résumé par la question suivante : a-t-il permis de résoudre les problèmes de suraccumulation, oui ou non (Foster et F. Magdoff, 2009: 91)?

Or, une question peut-être beaucoup plus féconde serait la suivante : est-ce que la financiarisation, au-delà de ses effets « positifs » ou « négatifs » sur la sphère productive, pourrait avoir créé des conditions d'accumulation s'accommodant de manière inédite à



une base industrielle aussi inefficace, c'est-à-dire affectée par d'énormes surcapacités ? Explorer cette hypothèse signifierait de reconnaître que la relance durable de l'accumulation ne nécessiterait plus, autant qu'auparavant, une destruction massive de capital.

Rappelons que si la suraccumulation est une caractéristique essentielle du capitalisme, ce n'est que sous le capitalisme avancé qu'elle est fortement ressentie comme une tendance potentielle de long terme. Mais se pourrait-il que sous la financiarisation, la stagnation soit devenue un problème avant tout pour la société, et non plus pour le capital ? Cette hypothèse implique que les dynamiques de suraccumulation ne seraient plus aussi contraignantes pour le capital et que, sous la financiarisation, le capital serait en mesure de s'adapter à de telles conditions d'inefficace productive et cela, plus que jamais. Par exemple, le fait que les profits financiers ont relâché les mécanismes disciplinaires du marché en faveur d'une restructuration du capital, auxquels il faudrait ajouter les liquidités massives accumulées par les entreprises non financières, et tout cela dans un environnement de bas taux d'intérêt, semble présager que la suraccumulation risque de durer encore longtemps. Afin de réaliser un tel pas en avant, la financiarisation devrait être analysée comme un nouveau régime d'accumulation, qui est de moins en moins dépendant de la croissance pour prospérer (Pineault, 2013b). La question de la viabilité macroéconomique d'un tel régime, aussi instable soit-il, doit être prise avec le plus grand des sérieux. Or, c'est surtout la viabilité *politique* qui semble le plus menacer à long terme cette possibilité, tout particulièrement dans ce contexte d'austérité-stagnation marqué par un nouveau cycle de luttes de classes.



### CHAPITRE III

#### LE CAPITALISME MONOPOLISTE À L'ÈRE DE LA GLOBALISATION

La théorie du capitalisme monopoliste a eu un large écho dans l'économie politique radicale américaine, et dans une moindre mesure, dans le monde entier. Si elle est contestée par les marxistes « fondamentalistes » dès la parution de *Monopoly Capital*, la concurrence monopolistique est pendant plusieurs décennies un lieu commun de l'économie politique hétérodoxe. Malgré les désaccords théoriques à propos de ses causes et ses conséquences, un relatif consensus l'associait aux transformations du capitalisme avancé en tant que régulation effective des rapports intercapitalistes, au moins valide jusqu'à la fin des années 1960. Or, la crise stagflationniste des années 1970 et la globalisation néolibérale qui s'ensuit vont de plus en plus être interprétées sur le mode d'une concurrence internationale exacerbée, où la discipline des prix serait redevenue une contrainte de marché impitoyable. Dès lors, plusieurs affirment que la concurrence monopolistique appartient dorénavant à une époque révolue du capitalisme (début XX<sup>e</sup> siècle – 1965) (Ross et Trachte, 1990; Weisskopf et al., 1985). D'autres vont jusqu'à dire que la théorie du capitalisme monopoliste a exagéré, voire réifié des réalités circonstancielles, limitées ou temporaires, en les confondant pour des tendances de long terme (Brenner, 1999 : 32-39; Duménil et Lévy, 2003 : 47-48; Harvey, 2006 : 137-155; Panitch et Gindin, 2012 : 28-29; Semmler, 1984).

Devant une telle remise en cause de la théorie de la MR, les travaux contemporains de cette tradition défendent au contraire que la crise des années 1970 a débouché sur un vaste processus de reconfiguration des forces oligopolistiques à l'échelle internationale. Nouveaux cycles de fusions-acquisitions, reconfigurations d'alliances stratégiques entre entreprises, délocalisations et sous-traitance qui s'accompagnent de nouveaux rapports de contrôle au cœur des chaînes de valeur globales, autant de preuves témoignant du renouvellement de l'emprise du pouvoir monopolistique sur l'économie. Alors que le *mark-up* des entreprises états-uniennes est aujourd'hui à son plus haut niveau depuis la Deuxième Guerre mondiale (Foster et McChesney, 2012 : 21), la globalisation



serait plus que jamais traversée par les contraintes et contradictions de l'accumulation monopolistique.

Alors que, dans le chapitre précédent portant sur la financiarisation, il était postulé que la tendance à la monopolisation de l'économie était à l'œuvre dans ce contexte, il s'agit maintenant de voir si tel est effectivement le cas. Subdivisé en trois parties, ce chapitre commence par une analyse de l'interprétation de la MR de la crise stagflationniste des années 1970. Selon cette tradition, elle découle de l'effet combiné de l'épuisement des facteurs spécifiques de croissance d'après-guerre et d'une crise *temporaire* de la concurrence oligopolistique. Afin de mettre en relief l'originalité de cette perspective, je l'opposerai à deux thèses alternatives et très influentes : la contraction du taux de profit, soit par le rapport de force des travailleurs (Aglietta, 1997; Crotty, 1999; Glyn, 2007; Panitch et Gindin, 2012 : 135-137), soit par la concurrence internationale (Brenner, 2006). Deuxièmement, j'évaluerai les fondements du pouvoir des multinationales à l'ère de la globalisation. Plus spécifiquement, il s'agira d'analyser les divers processus par lesquels la reconfiguration des forces oligopolistiques à l'échelle internationale a été rendue possible ainsi que les indicateurs économiques qui soutiennent le mieux une telle thèse. Afin d'établir si cette interprétation résiste aux interprétations dominantes divergentes, je vais dans un dernier temps me limiter à la critique qu'a émise Brenner (1999) à l'égard de la théorie du capitalisme monopoliste, en affirmant que les barrières oligopolistiques n'ont qu'une existence temporaire. À partir des travaux de Crotty (2000a, 2000b), je défendrai alors l'hypothèse que si Brenner est plus convaincant que la MR quant au rôle joué par la concurrence internationale dans la crise stagflationniste, la restauration à *moyen long terme* du pouvoir oligopolistique des multinationales à l'ère de la globalisation demeure une hypothèse valide à condition d'être soutenue par des recherches empiriques plus approfondies.

Si la globalisation et la financiarisation sont des thèmes traités au sein de chapitres séparés, il ne faut toutefois pas oublier que ce sont des réalités interdépendantes. En ce sens, je vais aborder au cours de ce chapitre les points d'articulation de ces deux trajectoires de l'économie internationale selon la MR, ce qui me permettra d'enrichir la discussion précédente sur l'interpénétration de la production et de la finance. Il faut

spécifier d'emblée que ce chapitre porte sur la globalisation des entreprises *non financières* et donc, sur les rapports de pouvoir de marché au sein des processus de *production-distribution des biens et services*.

### 3.1 La crise stagflationniste des années 1970: débats et enjeux

Selon la MR, la crise stagflationniste marque le début d'une transition vers la reconfiguration des forces oligopolistiques à l'échelle internationale, raison pour laquelle ce chapitre commence par une analyse critique des contributions de cette école à la compréhension de celle-ci. En premier lieu, il sera question de l'épuisement des facteurs de croissance d'après-guerre, la résurgence de la tendance inhérente à la stagnation et l'impuissance des politiques keynésiennes à contenir la tendance inflationniste du capitalisme monopoliste, en spécifiant en quoi ces arguments se distinguent de la théorie du *profit-squeeze*. En deuxième lieu, il sera question de la thèse complémentaire, développée à mon sens plus récemment (Foster et McChesney, 2012) et probablement en réaction à la thèse influente de Brenner, à savoir que cette période serait marquée par une crise *temporaire* de la concurrence oligopolistique. Ces analyses comparées permettront de montrer que la MR ne rejette pas en soi les facteurs mis en relief par ces explications concurrentes (chute de la productivité, conflits sociaux opposant capitalistes et travailleurs, concurrence internationale exacerbée), mais qu'elle les articule différemment à son cadre d'analyse, soit en tant que variables de renforcement plutôt qu'en tant que causes originelles de la crise.

#### 3.1.1 Le retour du refoulé

La MR fonde son interprétation de l'histoire économique des sociétés contemporaines à partir de la dialectique entre la profonde tendance à la stagnation du capitalisme avancé et ses multiples contre-tendances historiquement spécifiques, à caractère plus limité. Conformément à cette perspective d'analyse, la crise stagflationniste des années 1970 aurait été principalement engendrée par l'épuisement des facteurs de croissance spécifiques à l'après-guerre (ex. effort de reconstruction, deuxième vague d'expansion de

l'automobile, développement des banlieues, dépenses militaires associées à la guerre froide, complexe autoroutier, etc.). Alors que la période d'après-guerre (1945-65) avait donné lieu aux taux de croissance mondiale les plus vigoureux de l'histoire du capitalisme<sup>48</sup>, expliquant le sentiment répandu d'incrédulité à l'égard de l'hypothèse stagnationniste, la crise viendra confirmer l'hypothèse phare de *Monopoly Capital* : le retour à l'état *normal* du capitalisme avancé.

Ainsi, les *origines* de la crise relèvent d'un problème structurel de demande effective, conséquence d'une suraccumulation du capital en manque de débouchés suffisamment rentables, suite à l'essoufflement des stimuli économiques mentionnés ci-dessus. Rappelons que les grandes corporations réagissent à une telle situation tout d'abord en réduisant les taux d'utilisation de leurs capacités productives et ensuite en diminuant les investissements afin d'éviter une surproduction de marchandises, de préserver leur pouvoir de *mark-up* et donc, de conserver leurs marges de profits monopolistiques. Or, l'effet macroéconomique agrégé de ces comportements exacerbe le problème de demande effective, ce qui plonge l'économie dans une spirale stagnationniste. Les profits réalisés seront ainsi de plus en plus en dessous des profits potentiels que permettraient une pleine utilisation des capacités productives et des travailleurs disponibles, ce qui se traduit alors par une crise prolongée du taux de profit.

Contrairement au caractère déflationniste des crises « classiques » des XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles, cette crise se traduit étrangement par des indices de prix croissants au beau milieu d'une stagnation prolongée marquée par une baisse des investissements, des surcapacités industrielles et un chômage croissant. En fait, cette inflation découle en partie de la volonté des grandes entreprises à vouloir défendre de manière inflexible leurs pouvoirs de prix monopolistiques et cela, même en période de crise. Si la trajectoire du capitalisme monopoliste est marquée par une tendance inflationniste, cette crise en constitue la manifestation la plus vive de l'histoire du capitalisme avancé (Sherman,

---

<sup>48</sup> Par contre, ce constat macroéconomique mondial est composé de trajectoires économiques nationales très inégales et cela, même au sein des pays de la Triade. Alors que le Japon et l'Allemagne vont afficher des taux de croissance exceptionnels durant cette période (9.3% et 5.9% respectivement), les États-Unis vont connaître une croissance relativement modeste (3.6%) lorsque contrastée à d'autres phases historiques d'expansion du capitalisme (3.9% pour la période 1890-1913) (Brenner, 2006 : 43).



2009 : 109-110).

Voyons maintenant comment cette perspective se démarque de la thèse influente de la contraction du taux de profit par le plein emploi. Cela va permettre par la suite de préciser pourquoi, selon la MR, les politiques de relance par le recours aux déficits budgétaires sont alors incapables de contenir la stagflation qui atteint son paroxysme lors du deuxième choc pétrolier de 1979, ce qui favorise la hausse drastique des taux d'intérêt instaurée par la thérapie du choc Volcker de 1979-81.

### *3.1.2 Entre les contradictions économiques et politiques du plein emploi*

La thèse de la contraction du taux de profit par le plein emploi est une interprétation de la crise des années 1970 beaucoup plus influente au sein des cercles d'économie politique que celle de la MR. De manière générale, elle affirme que les fondements macro-institutionnels qui ont mené à la croissance vertueuse d'après-guerre (gains de productivité élevés, hauts profits, hauts salaires), soit le rapport salarial fordiste et les politiques de plein emploi, ont fini par être plombés par leurs propres contradictions, plongeant alors l'économie dans une crise prolongée du taux de profit. Voici, en résumé, les principaux arguments constitutifs de cette théorie (Aglietta, 1997; Brenner, 2006 : 17-20 ; Crotty, 1999, Glyn, 2007) : 1) Frappant principalement le secteur manufacturier, la crise du taux de profit qui débute à partir de 1965 résulte d'un découplage entre des coûts salariaux croissants et une productivité en déclin ; 2) Cet épuisement de la productivité découle lui-même de la crise du mode d'organisation fordiste du travail, qui se manifeste notamment par une augmentation des temps morts, une conséquence de la réaction des travailleurs à une situation jugée aliénante qui se traduit par une indiscipline sur les planchers d'usine et, plus largement, par une montée de la résistance syndicale; 3) Les cadres institutionnels du plein emploi (ex. conventions collectives qui limitent le pouvoir de licenciement des employeurs et qui protègent les gains salariaux de même que l'assurance-chômage) neutralisent l'arrimage des salaires à cette productivité en chute; 4) La concurrence internationale vient éroder le pouvoir de mark-up des entreprises, ce qui empêche les entreprises de traduire ces hausses de coûts en hausses de prix ; 5) Les

capitalistes arrivent difficilement à relancer la productivité par l'implantation de nouveaux moyens de production, car les travailleurs ont acquis un droit de regard sur l'investissement afin de mitiger le chômage technologique ; 6) Par conséquent, le secteur manufacturier international est confronté à une crise structurelle du taux de profit.

Rappelons que la MR avait critiqué la théorie du *profit-squeeze* pour avoir sous-estimé la capacité des grandes entreprises à amortir les coûts salariaux croissants par des hausses de prix, grâce à leur pouvoir de *mark-up*. Or, cette critique formulée originellement par Baran et Sweezy à la théorie de la contraction du taux de profit par le plein emploi devient problématique s'il est vrai qu'à partir de 1965, le pouvoir de *mark-up* des entreprises manufacturières est compromis par la concurrence internationale. Crotty (1999 : 7) fait d'ailleurs remarquer que l'érosion d'un tel pouvoir a été une condition en partie nécessaire pour que la pression négative des travailleurs sur le taux de profit puisse s'exercer avec autant de vigueur. Or, la MR demeure vague sur le statut du *mark-up* des entreprises manufacturières pendant cette période. Tel que présenté plus loin, si elle admet que la concurrence oligopolistique traverse une crise temporaire, elle fournit très peu de preuves empiriques quant à la nature de celle-ci, ce qui fragilise sa position à l'égard de cette interprétation concurrente.

Néanmoins, Foster et F. Magdoff (2013 : 3-7) permettent de renouveler la critique de cette thèse à partir de données empiriques qui offrent un nouvel éclairage sur cette crise. Contrairement à ce que prétendent les partisans de la contraction du taux de profit par le plein emploi, la part du PIB en salaires et bénéfices des travailleurs du secteur *privé* n'a augmenté que légèrement entre 1965-73. En fait, c'est du côté du secteur *public* qu'a été enregistrée la plus forte progression de cette variable, reflet des politiques budgétaires de type « keynésiennes » qui se sont prolongées jusqu'en 1979. S'il y a eu une pression des salarié-e-s sur le taux de profit des entreprises *privées*, elle semble avoir été de moindre ampleur que ce qu'affirme le préjugé répandu (Foster, 2013 : 4). Quant à la question de la productivité, Sherman (2009 : 101) considère qu'elle a découlé de la sous-utilisation des travailleurs déjà embauchés, leur lien d'emploi ayant été préservé par la croyance qu'avaient les capitalistes qu'une relance allait survenir beaucoup plus rapidement. Ainsi, le problème structurel de demande effective conserverait son statut de

cause *originelle*, la baisse de la productivité ayant plutôt représenté une variable de renforcement<sup>49</sup>.

Au-delà de la question visant à établir si, oui ou non, les coûts unitaires du travail ont pu avoir un rôle à jouer durant la crise et, si oui, à quel moment, l'argument fondamental de la MR est *qu'à l'intérieur des limites des rapports sociaux constitutifs du capitalisme*, le rapport de force des salariés ne peut affecter *durablement* la dynamique d'accumulation, un point qu'elle partage avec Brenner. Au final, si ce dernier concède qu'un tel rapport de force peut affecter *certaines* entreprises, industries, régions, voire certaines économies nationales durant de *courts* laps de temps, cela ne peut expliquer l'étendue mondiale et la durée prolongée de cette crise (Brenner, 2006: 24-25).

Enfin, plusieurs vont défendre que les contradictions du plein emploi ne sont pas seulement économiques, mais aussi *politiques* (Glyn, 2006 : 1-23; Panitch et Gindin, 2012 : 133-144). Rappelons que cette thèse est formulée à l'origine par Kalecki (1943) qui affirme que si le plein emploi est viable sur le plan macroéconomique<sup>50</sup>, il ne l'est pas politiquement *sous le capitalisme*. Avec une sécurité économique garantie par des politiques qui neutralisent l'effet disciplinaire du chômage, le rapport de force des travailleurs tend à augmenter, ce qui confronte le capitalisme à une instabilité politique croissante. C'est ce qui est arrivé au cours des années 1960-70, où les syndicats et les partis de gauche considéraient que les acquis de la période d'après-guerre ne pouvaient être conservés qu'à condition d'instaurer un programme politique plus radical qui transcenderait le compromis fordiste-keynésien. De plus, le nationalisme économique anti-impérialiste des luttes de décolonisation en Afrique et en Asie conduit à un nombre croissant d'expropriations d'investissements étrangers (Panitch et Gindin, 2012 : 133-134).

<sup>49</sup> Cet argument semble limité, car il passe sous silence la question à savoir si, oui ou non, le mode d'organisation fordiste était bel et bien en crise. De plus, rappelons qu'un autre facteur occulté par la MR renvoie à la façon dont le pouvoir de négociation et de résistance des syndicats a pu, durant cette crise, limiter à la fois l'introduction de nouveaux moyens de production et les mises à pied encourues par l'introduction de nouvelles machineries-équipements afin de mitiger le chômage technologique (Olin Wright, 1978 : 153; Panitch et Gindin, 2012 : 137).

<sup>50</sup> Contrairement à certains auteurs (ex. Glyn, 2006: 31) qui attribuent à tort à Kalecki une théorie du *profit-squeeze*, ce dernier a plutôt soutenu qu'en raison du problème de demande effective, de hauts profits étaient compatibles à de hauts salaires, considérant le pouvoir de *mark-up* des grandes entreprises. La seule limite *économique* au plein emploi renvoyait plutôt aux impacts de l'inflation sur les stratégies d'accumulation des rentiers, qui grugerait proportionnellement la valeur réelle de leurs prêts négociés en valeur nominale.



C'est donc en réponse non seulement à une crise du taux de profit, mais aussi à une crise de légitimité politique internationale du capitalisme que doit être comprise l'offensive néolibérale. La restauration de la discipline économique et politique à travers le monde visait donc à permettre aux capitalistes de restaurer leur hégémonie sur les orientations politiques de la société et donc, sur le cadre institutionnel de la globalisation du capitalisme. Adhérents à une telle lecture de la période, Foster et McChesney (2010: 48) affirment que, devant la crise du keynésianisme, les avenues politiques étaient alors limitées à un virage radical soit à gauche, soit à droite.

Enfin, cela permet de voir pourquoi les politiques « keynésiennes » ont débouché sur une crise fiscale, en plus d'être incapables de contenir la tendance inflationniste. Tout d'abord, la pression fiscale sur les États était croissante dans un contexte de montée des revendications sociales, alors que la stagnation réduisait les revenus disponibles pour l'impôt. Cela débouche sur une crise fiscale qui se traduit par le passage de déficits résorbés sur le cycle aux déficits structurels. De plus, les comités antisyndicaux mis sur pied par Nixon et Carter pour contrôler l'inflation vont certes s'attaquer aux salaires, mais les politiques de prix des grandes corporations sont alors relativement épargnées, tout comme ces dernières ont pu compter sur les débouchés créés par la croissance des investissements publics. La contradiction qui secoue alors les États « keynésiens » est sévère: soit les dépenses sont limitées et cela renforce la stagnation, soit les dépenses augmentent, mais c'est alors l'inflation qui s'enflamme (Sherman, 2009 : 113). Se révèlent ainsi les caractéristiques du cycle *politique* d'affaires où les politiques publiques oscillent entre une période de dépenses interventionnistes perméables aux conflits sociaux et une période d'austérité budgétaire restaurant la discipline capitaliste (Kalecki, 1943). C'est alors que la crise du keynésianisme débouche sur l'offensive néolibérale.

### *3.1.3 Crise de la concurrence oligopolistique: vers une restructuration du capital à l'échelle internationale*

L'analyse de la crise des années 1970 a été enrichie ces dernières années par les auteurs contemporains de la MR. Selon ces derniers, cette crise de suraccumulation a été également causée par une crise *temporaire* de la concurrence oligopolistique donnant lieu

à une restructuration des forces oligopolistiques à l'échelle internationale. Cette thèse complémentaire est à ma connaissance développée sur le tard et semble réagir à la thèse influente de Brenner (2002, 2006) qui fait reposer la longue stagnation des dernières décennies sur une crise irrésolue du taux de profit du secteur manufacturier international.

Voici la thèse de ce dernier en résumé : 1) Les secteurs manufacturiers allemand et japonais ont acquis durant l'après-guerre deux avantages comparatifs par rapport au secteur manufacturier américain en matière de coûts de production, grâce à l'importation à moindres coûts de technologies développées antérieurement par les États-Unis et à leur armée de réserve abondante permettant de réduire leurs coûts de main-d'œuvre; 2) Entre 1945-65, ces trajectoires divergentes cohabitent relativement sans heurts, car d'un point de vue économique, les entreprises états-uniennes profitent d'une forte demande intérieure alors que les entreprises allemandes et japonaises écoulent leur production sur des marchés étrangers à fort potentiel d'exportation. Cette relative harmonie des pays de la Triade durant la période s'explique également, d'un point de vue politique, par la tolérance des États-Unis à l'égard des politiques protectionnistes du Japon et de l'Allemagne, afin que la performance économique de ces derniers serve à discréditer la voie de l'URSS; 3) Or, à partir des années 1960, la réduction des barrières tarifaires aux États-Unis fait affluer les exportations japonaises et allemandes à plus bas prix, ce qui sature le marché états-unien, ruine le pouvoir de *mark-up* des entreprises états-uniennes et déclenche une crise du taux de profit; 4) Les coûts de sortie élevés associés aux investissements massifs en capital fixe déjà investis et payés par les entreprises états-uniennes, combinés aux avantages que leur conféraient leurs actifs intangibles, incitent ces dernières à mener une stratégie de résistance, chaque entreprise de part et d'autre croyant pouvoir sortir gagnante de cette guerre destructrice en termes de prix et de profits; 5) À l'encontre du résultat souhaité, elles vont y perdre toutes alors que cela ne fait qu'alimenter les surcapacités, déprimer davantage les prix et prolonger ainsi la crise du taux de profit qui exacerbe à son tour cette concurrence internationale. Cela résulte en dernière instance de la non-planification des décisions d'affaires qui engendre des effets macroéconomiques non intentionnels de surcapacités, de surproduction, de crise du taux de profit et finalement, de stagnation prolongée; 6) Alors que seule une destruction

créatrice de ces surcapacités serait en mesure de résoudre cette crise, les politiques économiques de relance vont avoir pour effet paradoxal d'interrompre trop rapidement le processus de restructuration du capital afin d'éviter le déclenchement ou la contagion de crises (financière, monétaire). Elles vont également se limiter à des effets économiques redistributifs, avantageant tour à tour les entreprises manufacturières d'un pays au détriment des autres, le problème structurel à l'échelle internationale demeurant irrésolu.

Ne pouvant m'engager ici dans les débats concernant les différentes facettes de la thèse de Brenner, je veux plutôt m'attarder au fait qu'elle s'inscrit dans un mouvement plus large qui interprète la période de 1965 à aujourd'hui sur le mode d'une exacerbation de la concurrence internationale, contestant du coup la tradition d'économie politique de la MR. En guise de défense, Foster et McChesney (2012 : 103) ne nient pas que cette perception répandue d'une intensification de la concurrence est entièrement erronée. En fait, ils suggèrent que ce phénomène était, d'un côté, plus limité dans sa portée et, de l'autre, qu'il témoignait plus fondamentalement d'un processus, dont l'aboutissement ne pouvait se révéler qu'à moyen long terme. Ainsi, ils reconnaissent que la concurrence européenne et japonaise a par le passé compromis la relative stabilité du marché oligopolistique états-unien. Cela s'explique par le fait que les grandes corporations institutionnalisées à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, ayant acquis progressivement leurs positions oligopolistiques au sein de leurs marchés nationaux, ont de plus en plus été contraintes, pour prendre de l'expansion au cours des années 1960, de se convertir en multinationales. Cela a eu pour effet de mener à une concurrence de plus en plus vive entre ces nouvelles multinationales à la fois au sein de leurs marchés nationaux respectifs et, plus largement, au sein de l'économie internationale. Alors que Brenner considère que cette concurrence a émané des contradictions du développement inégal et combiné d'après-guerre des pays de la Triade, Foster et McChesney défendent plutôt que ces rivalités ont découlé du niveau *contingent* de centralisation et de concentration du capital à l'échelle internationale. Cela conduit certes, à partir de la fin des années 1960, à de vives pressions concurrentielles sur les entreprises en provenance de divers secteurs et pays, mais la crise à laquelle cette guerre commerciale donne lieu témoignait plutôt de la *non-viabilité des marchés oligopolistiques nationaux*



*antérieurement constitués.* Du point de vue de chacune des perspectives nationales concernées, cela apparut certes comme une intensification de la concurrence, tout particulièrement pour les entreprises états-uniennes qui virent leur pouvoir économique hégémonique, acquis depuis la Deuxième Guerre mondiale, dorénavant contesté (Foster et McChesney, 2012 : 73).

Face à cette crise de suraccumulation, rappelons qu'au chapitre précédent, il a été dit que les entreprises non financières ont réagi en mobilisant leurs surplus à des fins d'accumulation financière. Nous allons maintenant voir comment cela a été combiné à un vaste processus de restructuration de la production-distribution capitaliste à l'échelle internationale où, inévitablement, certaines entreprises, voire des secteurs entiers, perdirent au jeu. Alors que cela semble donner raison aux tenants de la thèse d'une concurrence internationale en voie de s'exacerber, cela mène plutôt à une reconfiguration mondiale des forces oligopolistiques, renouvelant la centralisation du capital à une échelle inédite (Foster et McChesney, 2012 : 73).

Toutefois, il n'est pas clair si Foster et McChesney considèrent que cette crise de la concurrence oligopolistique s'est traduite *temporairement* par une guerre commerciale généralisée, la seule référence concrète à ce sujet renvoyant aux difficultés vécues par les trois géants automobiles de Detroit (Ford, GM, Chrysler) (Foster et McChesney, 2012 : 73). Faut-il sous-entendre de leur part que les rivalités entre ces blocs oligopolistiques nationaux ont débouché sur une concurrence fratricide par les prix, à l'instar de la ruine commune qui a accompagné l'institutionnalisation des grandes corporations au tournant du XX<sup>e</sup> siècle (Baran et Sweezy, 1968 : 62)?

Rappelons qu'à cette époque, la concentration et la centralisation du capital étaient de plus en plus incompatibles avec une concurrence par les prix mutuellement dommageable pour les grandes entreprises. Ce n'est qu'en réponse à une telle contradiction que la concurrence oligopolistique a émergé. De plus, rappelons que l'avènement du capitalisme monopoliste ne signifiait guère la mise au rancart définitive de tout épisode concurrentiel par les prix. Tel qu'évoqué au premier chapitre, la guerre commerciale va demeurer une stratégie monopolistique pour toute entreprise croyant

pouvoir accroître ses parts de marché par de tels moyens. Cela dit, une telle pratique était limitée par certaines conditions spécifiques telles que l'émergence de nouveaux marchés où aucune entreprise n'avait une position nettement plus dominante que les autres ou, dit autrement, où le processus de monopolisation n'avait pas encore eu lieu. Cela pouvait également se produire dans le cadre de marchés où prédominait toujours la production locale et artisanale, celle-ci pouvant dès lors être confrontée à des pratiques de *dumping*, phénomène qui a d'ailleurs connu un nouvel essor à la suite de la multiplication des traités de « libre-échange » dans le contexte de la globalisation.

De plus, rappelons que la MR n'a jamais considéré que les marchés oligopolistiques reposaient sur des fondements stables, voire statiques, autorisant très peu de mouvements, de transformations et de restructurations. En ce sens, les joueurs dominants d'hier ne sont pas nécessairement les mêmes qu'aujourd'hui, ceux-ci pouvant varier au sein d'un marché, certains pouvant même aller jusqu'à faire faillite. En d'autres mots, il ne faut pas penser que la MR nie par principe que de nouveaux entrants puissent contester des entreprises dominantes sur divers marchés. Par contre, l'argument fondamental de la MR est que ces situations ne peuvent durer très longtemps sans qu'émergent de nouvelles formes de coordination oligopolistique afin que les entreprises qui sortent triomphantes de ces processus puissent sécuriser leurs capacités d'accumulation monopolistique. En d'autres mots, ces bouleversements débouchent à moyen long terme sur le renouvellement de la domination des forces oligopolistiques sur l'économie à une échelle toujours plus étendue et plus profonde (Foster et McChesney, 2012 : 88).

Ainsi, reconnaître que les entreprises japonaises et allemandes ont pu pénétrer le marché US en initiant un cycle de concurrence par les prix, en croyant sortir de ces processus gagnantes grâce à leurs avantages comparatifs en matière de coûts, n'est donc pas en soi incompatible avec le cadre de la MR. Cela découle du fait que le processus de monopolisation de l'économie qui avait été réalisé au sein de diverses économies nationales n'avait pas à ce moment-là été accompli sur le plan international, expliquant alors pourquoi en l'absence de formes de coordination oligopolistique internationale, de telles entreprises ont pu se livrer à une guerre commerciale ouverte. Or, à la suite de cette

crise stagflationniste, un tel processus était en voie de se réaliser (Foster et McChesney, 2012 : 112-113).

Il faut néanmoins souligner que la différence majeure avec les conditions mentionnées ci-dessus d'exercice de la concurrence par les prix sous le capitalisme avancé est qu'une telle pratique a cette fois surgi au sein de marchés oligopolistiques *déjà établis*, une situation que le cadre théorique originel de la MR n'avait aucunement anticipée et ne permettait donc pas de prévoir. Si l'on se fie à ce dernier, les avantages oligopolistiques (brevets, réseau commercial, image de marque, etc.) des entreprises états-uniennes *auraient dû suffire* à décourager l'entrée des entreprises rivales japonaises et allemandes, ce qui ne fut pas le cas. En discréditant aussi sévèrement la thèse de Brenner pour comprendre, *en partie du moins*, cette crise du taux de profit (Foster, 1999), la MR ne nous permet pas de comprendre précisément pourquoi les stratégies concurrentielles des entreprises allemandes et japonaises ont eu recours à la guerre de prix au lieu, par exemple, de travailler à l'établissement de nouvelles alliances stratégiques ou à des fusions-acquisitions avec des entreprises états-uniennes. Sans faire référence au développement inégal d'après-guerre analysé par Brenner (2006 : 43-95), qui permet de comprendre pourquoi les entreprises japonaises et allemandes ont acquis entre les années 1945-65 des avantages en matière de coûts, il devient difficile de comprendre pourquoi ces entreprises auraient défié les positions antérieurement monopolistiques des entreprises états-uniennes au sein de leur propre marché domestique. Cela me semble être symptomatique de l'épistémologie de la MR qui privilégie l'analyse des États-Unis pour ensuite en déduire des enseignements sur l'évolution de l'économie mondiale, contrairement à l'histoire et l'économie politique comparées qui mettent l'emphasis sur l'analyse des trajectoires divergentes et combinées, à l'instar de Brenner par exemple.

C'est pourquoi l'analyse que fait Brenner du rôle joué par la concurrence internationale dans cette crise m'apparaît plus convaincante que celle fournie par la MR, qui reste à un niveau d'abstraction trop élevé. Néanmoins, *a contrario* de Brenner qui sous-estime les capacités à *moyen long terme* des entreprises à renouveler et étendre leur pouvoir monopolistique sur l'économie, je soutiendrai que l'hypothèse de la reconfiguration des forces oligopolistiques de la MR demeure valide à condition d'être



mieux soutenue empiriquement à l'avenir. Cela permet de penser que ces deux cadres théoriques ne sont pas entièrement incompatibles, une hypothèse d'ailleurs implicitement posée au sein de certains travaux de Crotty (2000a, 2000b), un enjeu sur lequel je reviendrai à la fin de ce chapitre.

### **3.2 L'internationalisation des impératifs de marché oligopolistiques**

Dans leur dernier ouvrage *Endless Crisis*, Foster et McChesney offrent à ma connaissance la défense la mieux argumentée et à jour de la validité de la théorie du capitalisme monopoliste à l'ère de la mondialisation, même si celle-ci demeure empiriquement limitée, ce qu'ils reconnaissent eux-mêmes (Foster et McChesney, 2012 : 101). En s'appuyant sur des indicateurs de concentration et de centralisation du capital, divers exemples qui témoignent de nouvelles alliances stratégiques entre entreprises, des rapports de contrôle exercés par des multinationales auprès de leurs fournisseurs et du pouvoir d'arbitrage exercé par les grandes corporations sur le plan fiscal, environnemental et des lois du travail, ils vont inférer l'existence de nouvelles formes de pouvoir oligopolistique d'une ampleur inégalée. Par conséquent, c'est la tendance à la hausse du surplus et non la baisse tendancielle du taux de profit qui constitue toujours la contradiction macroéconomique inhérente à l'évolution structurelle de l'économie internationale.

#### *3.2.1 Une phase inédite de centralisation du capital*

La multiplication des multinationales à l'ère de la globalisation représente l'aboutissement historique du processus qui a commencé avec l'institutionnalisation de la grande corporation, soit la concentration et la centralisation du capital émanant de la contrainte à l'accumulation (Foster et McChesney, 2012 : 118). Conformément à cette loi de croissance des firmes (Foster et McChesney, 2012 : 115-121), le capital a été contraint pour se reproduire sur une base élargie de passer par une intégration horizontale, verticale, conglomérale, puis enfin multinationale. Chacune de ces phases a été marquée par des vagues importantes de fusions-acquisitions, redéployant à chaque fois les tendances

monopolistiques de l'économie à une échelle toujours plus vaste et plus profonde (Sherman, 2009: 111). C'est la tendance à la hausse du surplus qui contraint les entreprises à aller toujours au-delà de leur champ d'opération historiquement constitué (Sweezy et H. Magdoff, 1972 : 99-100).

Si les premières multinationales capitalistes émergent dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et si elles connaissent une importante expansion durant la période d'après-guerre, ce n'est qu'à la suite de la crise des années 1970 qu'elles vont connaître une ascension fulgurante, marquant un tournant historique. Après la récession de 1981-82, de nombreuses vagues de fusions-acquisitions (F&A) vont se succéder jusqu'à aujourd'hui et dont l'ampleur rappelle celle du tournant du XX<sup>e</sup> siècle. Entre 1980-89, il va y avoir 31 105 fusions-acquisitions aux États-Unis totalisant 1.34 trilliard \$US, et équivalent à près du tiers du capital fixe non résidentiel investi durant cette décennie (Brenner, 2006 : 214). Toutefois, c'est la décennie 1990 qui va connaître la vague la plus vive, où la valeur mondiale des F&A seulement pour l'année 1999 va totaliser 3.4 trilliards \$US. En 2007, juste avant la crise, elle va atteindre 4.38 trilliards \$US, en hausse de 26% comparativement à 2006. Sur la longue période, la valeur nette des acquisitions (en % du PIB mondial) par les 500 plus grandes corporations (ayant des opérations au Canada et aux États-Unis) est 10 fois plus élevée en 2008 qu'en 1970. Quant à la proportion des revenus des 200 plus grandes corporations aux États-Unis, elle est passée de 21% du PIB dans les années 1950 à 30% en 2008 (Foster et McChesney, 2012 : 71-75).

De plus, le pourcentage d'industries où quatre entreprises contrôlent plus de 50% du volume des ventes est passé de 27% à près de 40% entre 1987 et 2007 (Foster et McChesney, 2012 : 68). À titre d'exemple, après les bouleversements de l'industrie automobile au cours des années 1970-80, cinq grandes multinationales de ce secteur, qui au départ étaient des géants au sein de leur industrie nationale respective, ont fini par constituer un oligopole contrôlant près de 50% de la production mondiale d'automobile, les dix plus grandes firmes contrôlant près de 70% de cette production (Foster et McChesney, 2012: 75-76).

Si ces quelques indicateurs sommaires témoignent d'un niveau de concentration et de centralisation du capital aux proportions gigantesques, il faut préciser qu'il est



distribué inégalement à travers le globe. Les firmes multinationales opèrent certes dans plusieurs pays, mais leur centre de décisions stratégiques continue la plupart du temps d'être situé dans un siège social au sein d'un pays du centre. En ce sens, le rapport sur l'investissement mondial de la CNUCED en 2010 affirmait que la part des firmes de la Triade continue de dominer le palmarès des 100 plus grandes firmes transnationales, même si elle tend à diminuer (cité dans Foster et McChesney, 2012 : 104).

L'internationalisation du capital s'est également traduite par une augmentation fulgurante des mouvements d'investissement direct étranger (IDÉ) lors des dernières décennies, conséquence des contradictions de suraccumulation et des nouvelles stratégies d'appropriation de rentes monopolistes (Sweezy et H. Magdoff, 1972 : 31-41; Foster et McChesney, 2012 : 90; 152). Or, si les IDÉ (investissements tangibles au sein de filiales à l'étranger, détention de titres dans diverses entreprises étrangères) témoignent de la multinationalisation des firmes, elles ne s'y réduisent pas. Cet indicateur économique ne permet pas de mettre en relief l'ampleur des stratégies de collusion tacites et plus explicites à l'ère de la mondialisation. L'enjeu de la sous-traitance comme nouvelle forme de contrôle oligopolistique ne se laisse pas voir dans la définition standard des multinationales qui évacue la notion de contrôle stratégique indirect (ex. sous-traitance). Ainsi, des stratégies de contrôle oligopolistique peuvent s'exercer même là où les taux d'IDÉ ne sont pas très élevés. Telle que présentée plus loin, une analyse axée exclusivement en termes de structures de propriété intégrée, qu'elle soit horizontale, verticale, conglomérale ou multinationale, ne cerne qu'une partie du pouvoir monopolistique à l'ère de la globalisation.

Toutefois, cette tendance de la MR à dériver la multinationalisation des firmes d'une contrainte à l'accumulation du capital évacue en quoi la globalisation n'avait rien d'un processus inévitable. Alors qu'un tel projet d'économie politique est sérieusement compromis dans l'entre-deux-guerres, de même qu'à la fin des années 1960-70, l'institutionnalisation du capitalisme globalisé n'a été rendue possible que grâce aux capacités institutionnelles hégémoniques des États-Unis, révélatrices de leur puissance impériale informelle:



That the multinational corporation has become the institutional expression of the « globalization of production » might seem an obvious consequence of capitalism's tendency to concentration and centralization, and of its drive to « nestle everywhere, settle everywhere ». Yet the extension of national corporations into multinational networks of production did not necessarily flow from capital's international ambitions and pressures. It was far from inevitable that this would lead to more foreign direct investment as opposed to international loans and trade, or that foreign states would accommodate such territorial penetration. Approaching this development in purely abstract terms hinders identification of the imperial role of the American state as an essential ingredient in establishing the conditions for the expansion of MNCs and their crucial role in the making of global capitalism (Panitch et Gindin, 2012 : 113).

Cette critique rejoint celle exprimée lors des chapitres précédents sur les causes de l'institutionnalisation des grandes corporations et de la financiarisation de l'économie, soit que la MR n'intègre pas suffisamment les dimensions *politiques* des processus historiques à ses analyses.

### 3.2.2 Le pouvoir des multinationales

Le développement des multinationales est lié au renouvellement et à l'expansion de leur pouvoir de marché. Elles exercent leur pouvoir à partir d'un *centre de décisions stratégiques* concernant notamment les relations avec leurs rivaux, les États-nations où elles mènent leurs opérations, les travailleurs dont elles dépendent, le niveau et la direction de ses investissements, leurs sources d'approvisionnements en matières premières, la localisation géographique de leurs installations, etc. (Cowling et Sugden, 1987: 11-12). À noter que si la forme organisationnelle de la multinationale tend d'un côté à la centralisation de ses flux de capitaux et de ses décisions stratégiques au sein du siège social de la maison-mère, elle tend de l'autre côté à favoriser une décentralisation des divisions, qui sont soumises à une contrainte concurrentielle internalisée (Cowling et Sugden, 1987: 88; Harvey, 2006 : 147-150).

L'intérêt d'une telle définition, qui met l'emphasis sur les centres de décisions stratégiques, est qu'elle permet de comprendre que la forme de la coordination de la production-distribution à l'échelle internationale peut intégrer autant les activités à l'interne de l'entreprise (transactions non marchandes) que les activités menées à l'externe par des entreprises *formellement* indépendantes (transactions marchandes). Elle permet

du coup de remettre en question l'influence de la théorie anhistorique des coûts de transaction<sup>51</sup> sur la conceptualisation *mainstream* des multinationales, qui sépare de manière trop rigide et formelle les activités menées au sein des multinationales et celles menées par les sous-traitants et fournisseurs (Cowling et Sugden, 1987: 13; Foster et McChesney, 2012 : 94). Cette précision conceptuelle est fondamentale, sans laquelle les rapports de pouvoir hiérarchiques entre multinationales et ses fournisseurs deviendraient indéchiffrables. Cela est d'autant plus crucial à l'heure où la restructuration du capital qui sous-tend la globalisation repose sur un processus de désintégration verticale (ex. sous-traitance), mais qui demeure néanmoins formel (Cowling et Sugden, 1987 : 89). Le contrôle direct par structure de propriété intégrée n'est donc pas une condition ni nécessaire ni suffisante de l'accumulation monopolistique à l'ère de la globalisation, les pouvoirs de marché prenant ainsi de nouveaux visages qu'il s'agit maintenant de préciser.

L'originalité de l'analyse que fait la MR de la sous-traitance et des délocalisations est de les comprendre comme les supports d'une recomposition des stratégies de contrôle oligopolistique à l'échelle internationale. Cette logique peut prendre la forme d'un même sous-traitant qui approvisionne (matières premières, pièces, marchandises déjà assemblées) différentes grandes entreprises qui entretiennent des rapports de collusion plutôt que concurrentiels, ce qui le contraint à vendre au plus bas prix possible. C'est le cas par exemple de Flextronics, un des plus grands sous-traitants dans le monde des pièces électroniques, qui fournit notamment GE, Honeywell, Compaq, Pratt et Whitney (Foster et McChesney, 2012 : 111). Un tel pouvoir peut aussi prendre la forme du *monopson* ou de *l'oligopson*, qui renvoie au pouvoir d'achat qu'exerce un groupe restreint d'entreprises sur un nombre élevé de vendeurs, à la différence du monopole qui renvoie au pouvoir de vente d'un groupe restreint d'entreprises auprès d'un grand nombre

---

<sup>51</sup> Développée par Coase (1937), et popularisée par Williamson (1967), cette théorie affirme qu'une entreprise internalise des activités menées à l'extérieur de son organisation, afin d'éliminer les coûts (de transaction) impliqués dans tous les échanges entre intermédiaires. D'après cette théorie, ces coûts peuvent s'avérer élevés car chaque agent impliqué à différentes étapes d'une chaîne de production-distribution possède une rationalité limitée quant aux conditions d'une situation achat-vente, étant donné l'accès asymétrique à l'information favorisé par des stratégies opportunistes d'augmentation des prix, ce qui réduit l'efficacité organisationnelle des firmes qui doivent alors assumer ces coûts supplémentaires. Dès lors, la concentration – centralisation du capital tend à être réduite selon ce paradigme à une augmentation de l'efficacité organisationnelle, socle d'un soi-disant évolutionnisme linéaire en matière économique.

de consommateurs. Un exemple paradigmatique de cette logique à l'ère de la globalisation est Wal-Mart. Sa politique de prix de vente agressive dépend de sa position de monopsonne auprès de ses fournisseurs, que lui permet d'acquérir son volume d'achat gigantesque auprès de ceux-ci. Un autre exemple bien connu d'oligopsone renvoie aux géants groupes mondiaux dans le secteur de l'alimentation (ex. Unilever, Nestlé, PepsiCo) qui exercent sur les PME agricoles auprès desquelles ils s'approvisionnent une pression énorme à la compression des prix. Les entreprises en position de subordination face à ces géants convertissent ces pressions en contrainte productive de plus en plus effrénée imposée aux travailleurs (cf. section 3.2.3).

Une telle analyse est essentielle, car elle permet de mettre en relief des pouvoirs de marché même lorsque la vente finale des marchandises est marquée par une tendance à la baisse des prix. Cet enjeu est d'autant plus important alors que les monopsones, même s'ils ont existé par le passé, sont particulièrement répandus à l'heure de la globalisation. Ainsi, le comble du pouvoir de marché serait alors une entreprise qui détiendrait à la fois une position monopsonique qui se dédoublerait d'une position monopolistique. Par contre, il semblerait que cela soit davantage une exception que la règle dans le cadre de cette deuxième phase du capitalisme monopoliste (Dowd, 2000 : 168-170), où les tendances monopsoniques semblent plus dominantes que les tendances monopolistiques si l'on se fie aux tendances de la période en matière de prix (cf. section 3.2.3).

À cela s'ajoute le renouvellement d'alliances stratégiques entre les multinationales, typiques des rapports de « co-respect » analysés théoriquement lors du premier chapitre (Foster et McChesney, 2012: 108-109). À titre d'exemple, ils mentionnent notamment le groupe *Star Alliance*, qui rassemble un nombre impressionnant d'entreprises dans le domaine du transport aérien, tout en étant sous la direction de la United Airways (États-Unis). Celui-ci se caractérise notamment par des économies d'échelle, grâce à une mise en commun d'actifs (ex. avions, partage de codes, programmes VIP d'usagers réguliers, plats cuisinés servis durant les vols, programmes d'achats communs de nouveaux avions).

Ces mécanismes qui sous-tendent la reconfiguration des forces oligopolistiques à l'échelle internationale se développent dans un contexte d'une nouvelle division



internationale du travail. Propulsée par des vagues importantes de délocalisations alimentées par la montée d'une nouvelle armée de réserve globale, cette reconfiguration a débouché sur une fragmentation inédite du procès de production-distribution.

### 3.2.3 *La restructuration néolibérale du procès de production-distribution*

Même si la multinationalisation des firmes précède la crise des années 1970, son expansion va devenir vigoureuse dans le contexte du tournant néolibéral. Cela s'explique par le fait que les politiques néolibérales visent à permettre aux grandes corporations de restaurer leurs profits en affaiblissant les syndicats et en réduisant les coûts du travail par un recours accru à la sous-traitance et à la délocalisation, afin de tirer avantage des différentiels salariaux au sein du Sud global (Foster et McChesney, 2012 : 92).

Cette restructuration du capital monopoliste va conférer aux grandes entreprises un nouveau pouvoir de marché, soit la capacité d'arbitrage entre les lois du travail, fiscales, environnementales, ayant pour effet de niveler ces législations vers le bas (Foster et McChesney, 2012 : 89). Cela s'accompagne d'une nouvelle division internationale du travail qui vise à accroître le pouvoir capitaliste d'organisation du procès de production, qui suppose la restauration et l'approfondissement d'un meilleur contrôle disciplinaire des travailleurs.

Cette perspective théorique, qui plonge ses racines dans l'ouvrage de Baran *Political Economy of Growth*, a été enrichie par l'influence marquante de la théorie de Hymer sur les multinationales (Foster et McChesney, 2012 : 89-90). Ce dernier va offrir une contribution notoire en arrimant la tendance à la multinationalisation des firmes à la reconfiguration des rentes monopolistes<sup>52</sup>, en éclairant la capacité inédite d'arbitrage des coûts du travail (ex. différentiels salariaux, de bénéfices, de niveaux d'organisation et de résistance des travailleurs) à partir de la théorie de l'armée de réserve chez Marx (Foster et McChesney, 2012 : 119; Cowling et Sugden, 1987 : 64-65).

Tout d'abord, ce pouvoir d'arbitrage repose sur la différence entre la mobilité du

---

<sup>52</sup> Une rente monopoliste est le flux sous une forme monétaire du surplus extrait de travailleurs des pays de la périphérie. Il représente le différentiel salarial entre des travailleurs à productivité égale (Foster, 1986 : 181)

capital, favorisée par la déréglementation des contrôles de capitaux et par la multiplication des traités de « libre-échange » (Foster et McChesney, 2012 : 115), et la tendance des travailleurs, même lorsqu'ils vivent des difficultés socioéconomiques, à demeurer enracinés au sein de communautés nationales spécifiques, pour des raisons certes d'appartenance culturelle, mais aussi, de lois répressives en matière d'immigration. Cet arbitrage global des coûts du travail devient ainsi un nouvel impératif de marché qui structure la course à la rationalisation des coûts de production qui sous-tend les rivalités oligopolistiques.

De plus, ce pouvoir a été rendu possible par la croissance phénoménale de l'armée de réserve à l'échelle mondiale qui a aujourd'hui presque doublé depuis la chute du mur de Berlin en 1989 et l'intégration de la Chine à l'OMC en 2000 (Foster et McChesney, 2012 : 119; 127). Cette vaste armée de réserve représente ainsi la base matérielle de l'internationalisation de la production capitaliste. Au-delà des rentes monopolistes qu'elle a rendues possibles, elle représente également un levier majeur du capital pour accroître le taux d'exploitation au Nord.

En ce sens, la restructuration de la division internationale du travail ne doit pas être analysée comme étant *fondamentalement* la conséquence d'une résurgence de la concurrence internationale, de la désindustrialisation au Nord, d'une multiplication des crises économiques, des nouvelles technologies de communication et de transport, voire même de la globalisation et de la financiarisation en elles-mêmes, même si chacun de ces facteurs ont tous été à différents degrés des variables de renforcement. L'argument de la MR, emprunté à Hymer, est que la globalisation de la production découle avant tout de la contrainte à l'accumulation capitaliste qui sous-tend la croissance des firmes multinationales, *et* d'un processus de polarisation salariale qui trouve ses racines dans l'armée de réserve globale, un phénomène déjà bien en cours dès les années 1950 - 60 (Foster et McChesney, 2012 : 125).

Maintenant, cela permet de mieux éclairer pourquoi les pressions d'oligopsones envers leurs fournisseurs se traduisent par une intensification féroce de l'exploitation capitaliste des travailleurs pris dans les rouages des chaînes de valeur globalisées. Foster et McChesney (2012: 125-154) vont mobiliser plusieurs références qui témoignent d'une

telle réalité. Par exemple, ils s'attardent aux chaussures Nike qui incorporent 52 pièces produites par des sous-contractants en provenance de cinq pays différents. Le prix de vente final, très élevé comparativement aux coûts salariaux incorporés à la marchandise, en dit long sur l'existence d'un tel pouvoir de marché (Foster et McChesney, 2012 : 154). Un autre exemple bien connu renvoie au rapport entre Foxconn et de grandes compagnies du secteur des hautes technologies (Apple, Nintendo, Dell, etc.) (Foster et McChesney, 2012 : 119-120). Ce sous-traitant a fait les manchettes internationales alors qu'à l'intérieur des cinq premiers mois de 2010, 16 travailleurs ont sauté des hauts immeubles (avec 12 morts) de la manufacture de Longhua, Shenzhen où de 300 000 à 400 000 travailleurs mangent, travaillent et dorment dans des conditions horribles. Ces formes brutales d'exploitation sont le reflet des pouvoirs oligopsoniques des grandes corporations présentés précédemment, où ce sont ces grandes corporations qui imposent leurs prix d'achat. De plus, tous ces cas expriment de manière paradigmatique la façon dont le pouvoir monopolistique contemporain s'arrime à une reconfiguration des rentes monopolistiques. Or, ces rentes ne sont pas directement visibles par le biais des conceptions *mainstream* de la valeur ajoutée et du PIB, qui viennent gommer valeur et prix, refoulant ainsi ce que Smith (2012 : 86-101) appelle la « valeur capturée »<sup>53</sup>.

Les diverses stratégies présentées ci-dessus, certes de manière très succincte, ont selon la MR eu pour effet combiné de restaurer le pouvoir oligopolistique des entreprises, malmené lors de la crise des années 1970. Cela a favorisé la restauration du pouvoir de *mark-up* (le ratio des prix sur les coûts unitaires de la main-d'œuvre) des entreprises états-uniennes durant les dernières décennies. Gravitant autour d'une moyenne de 1.57 durant la période d'après-guerre (avec comme valeur plancher 1.40 à la fin des années 40), celui-ci a connu une forte augmentation entre la fin 1990 - aujourd'hui, avec une valeur record de 1.75 lors du dernier trimestre de 2011. En 2012, le *Economic Report of the President* indiquait que le *mark-up* des entreprises états-uniennes était à son plus haut

---

<sup>53</sup> En résumé, un tel concept vise à mettre en relief l'ensemble de la valeur qui découle du taux d'exploitation des travailleurs dans les pays de la périphérie, et qui n'apparaît pas dans les concepts néoclassiques de la comptabilité nationale de valeur ajoutée et de PIB. Un raisonnement qui s'en tiendrait aux phénomènes de surface du marché en viendrait à considérer que la majorité de la valeur des marchandises vendues au Nord a été *produite* dans cette région étant donné leur prix de vente supérieur au prix d'achat des pièces ou marchandises assemblées auprès de sous-contractants.



niveau depuis la Deuxième Guerre mondiale (cité dans Foster et McChesney, 2012 : 21). Alors qu'un haut *mark-up* est inversement proportionnel au ratio de la part du travail dans le PIB, cela signifie du coup que si le *mark-up* est à un sommet historique, la part du travail est à son plus bas, témoignant de l'état des rapports de force capital-travail.

Rappelons que le *mark-up* des entreprises est composé de trois variables : prix de vente des marchandises, coûts des intrants, productivité (Milberg, 2008 : 10-11). Or, la référence ci-dessus de Foster et McChesney à l'évolution du *mark-up* semble supposer que ces trois facteurs ont contribué simultanément à sa hausse, ce qui pose problème. En n'appuyant pas leurs dires sur des séries statistiques spécifiques à chaque facteur, les travaux contemporains de la MR ne permettent pas de préciser la contribution spécifique de chacun de ces facteurs, ce qui fragilise en partie leur thèse sur la reconfiguration des forces oligopolistiques à l'échelle internationale. Seule une évolution à la hausse des prix des marchandises permettrait de soutenir un renouvellement de la concurrence oligopolistique à l'image de celle analysée au cours du premier chapitre. Or, Milberg (2008 : 11-13) soutient que la tendance à la hausse des profits de la dernière décennie aux États-Unis ne semble pas être venue des hausses de prix des marchandises et cela, malgré des indices de concentration du capital élevés, mais bien de la baisse des prix des intrants et de la hausse de la productivité. En ce sens, trois sources permettraient de comprendre la tendance à la hausse du surplus aux États-Unis, dont deux facteurs « domestiques », soit la stagnation salariale et la productivité générée par l'implantation des NTIC au sein des entreprises, et un facteur « externe », soit la délocalisation et la sous-traitance.

Ainsi, la globalisation représente dès lors non pas l'élimination des pouvoirs de marché, mais une transition de sa forme monopoliste « classique » à une forme où domine les tendances *monopsonistes*. Tel que l'affirme Milberg (2008 : 16-17), la gouvernance des chaînes de valeur globale, et donc les rapports de contrôle au sein des ces dernières, devient un actif stratégique clé dans les stratégies de restauration du pouvoir de *mark-up*, un argument qui concorde avec la tendance à la baisse des prix des marchandises manufacturières importées aux États-Unis (Milberg, 2008 : 17-18). En ce sens, la MR gagnerait à préciser son analyse à l'instar de Milberg, sans quoi elle demeure exposée à une argumentation fragile devant les objections sceptiques à l'égard de ses

analyses sur le plan empirique. Toutefois, comme le souligne Milberg (2008 : 12), la résurgence de la concurrence par les prix n'élimine pas pour autant les stratégies concurrentielles qui mobilisent des actifs stratégiques comme l'image de marque, les brevets, etc., tels qu'analysés au premier chapitre.

Enfin, Milberg (2008 : 2) souligne que si les études critiques sur les chaînes de valeur globales permettent de mettre en relief les rapports de contrôle de marché dans ces processus, ils évacuent l'enjeu des conséquences macroéconomiques associées à la captation de ces flux de revenus par les grandes entreprises multinationales de même que les modes d'utilisation de ces profits. Ce problème a été en partie bien vu par la MR, qui affirme que les processus associés à la globalisation précédemment discutés ne font paradoxalement qu'exacerber la tendance contradictoire à la hausse du surplus, et donc le problème de son absorption. C'est en ce sens que, selon la MR, la globalisation vient, étant donné la contrainte à l'accumulation dans un contexte de suraccumulation au sein de la circulation industrielle, d'autant plus inciter les entreprises non financières à canaliser ces surplus vers des formes d'accumulation financière (Foster et McChesney, 2012 : 63). Si cela permet d'enrichir la discussion à la fin du chapitre précédent sur l'interpénétration de la production et de la finance, la réponse de la MR à ce sujet demeure néanmoins unilatérale et insuffisamment dialectique. Elle tend ainsi à considérer que la globalisation renforce les processus de financiarisation de l'économie sans se demander si la transformation des impératifs de gouvernance des entreprises non financières a pu alimenter en retour les processus sous-jacents à la globalisation.

Rappelons que si les analyses de la MR concèdent que la financiarisation a bouleversé les modes de gestion des entreprises non financières, la quasi-absence de dialogue avec la littérature sociologique portant sur la gouvernance par la valeur actionnariale a limité leur compréhension d'un tel phénomène. Or, en intégrant les contributions de cette littérature à notre compréhension de la gouvernance d'entreprise des dernières décennies, il apparaît plus probable que le mode de gestion des chaînes de valeur globale devient un actif stratégique en mesure de valider l'inflation de la valeur du titre financier d'une entreprise. En ce sens, les flux de revenus appropriés par les multinationales à même les circuits de production-distribution globalisés augmentent

considérablement leur marge de manœuvre financière afin de financer des programmes généreux de dividendes et de rachats d'actions pour leurs actionnaires. De plus, ceux-ci alimentent les réserves gigantesques de liquidités accumulées par les entreprises non financières, ce qui leur permet de financer, en quasi-totalité à même ces fonds, de nombreuses opérations de fusions-acquisitions durant les deux dernières décennies, en plus de servir à des stratégies spéculatives d'accumulation financière. C'est pourquoi la problématique de l'interpénétration de la production et de la finance doit s'articuler à une analyse spécifique des processus médiatisant l'interdépendance de la globalisation et de la financiarisation de l'économie.

Comme le souligne Milberg (2008 : 34-35), la durée prolongée de la financiarisation nécessite une explication plus élaborée que celle fournie par nombre de théoriciens de la gouvernance par la « valeur actionnariale ». Puisque cette dernière associe cette transformation socioéconomique au passage unilatéral d'un modèle d'affaires fondé sur le réinvestissement productif des fonds retenus à l'interne (*retain and reinvest*) à un modèle fondé sur la réduction des effectifs et la redistribution des flux de revenus vers les actionnaires (*downsize and distribute*), ce qui aurait fragilisé l'efficience économique des entreprises au seul profit d'une classe rentière. Or, cela évacue le rôle joué par la restructuration de la production-distribution à l'échelle internationale et en quoi celle-ci a permis de soutenir les profits des entreprises non financières à l'intérieur des paramètres de la financiarisation et de taux de croissance faibles. Alors que l'approche axée sur la « valeur actionnariale » tend à faire de la finance un mode de régulation néfaste pour l'accumulation industrielle, cette perspective alternative met plutôt en relief en quoi la globalisation est le double dialectique de la financiarisation, et en quoi ces deux processus renvoient à une lutte des classes unilatérale menée par les capitalistes contre la majorité (Harvey, 2007). À noter par contre que les transformations dans le mode de gouvernance des firmes ne peuvent avoir causé la désintégration verticale des firmes, car, chronologiquement, ce dernier phénomène l'a précédé dans le temps. C'est pourquoi, comme le souligne Milberg (2008 : 35), il est plus juste de considérer ces processus comme interdépendants et mutuellement renforçants.



### 3.3 Le pouvoir de marché à l'ère de la globalisation: mythe ou réalité ?

La question du pouvoir oligopolistique est évacuée d'un bon nombre d'analyses critiques de la globalisation. Cela inclut plusieurs néomarxistes, dont Brenner qui reconnaît que si les États-Unis ont hébergé dans les années 1950 plusieurs industries structurées sur des bases oligopolistiques, une telle réalité fut remise en cause dès les années 1960 par la concurrence internationale qui n'a fait que s'intensifier depuis. Par conséquent, Brenner (2006: 53-56) soutient que la théorie du capitalisme monopoliste est une réification d'une réalité historiquement contingente. En ce sens, il affirme que la forme de concurrence prédominante au XX<sup>e</sup> siècle relève plutôt du renouvellement à une échelle plus étendue et plus profonde des impératifs de marché *inhérents au capitalisme*. Toutefois, Brenner ne nie pas que des pouvoirs de marché monopolistiques, les barrières à l'entrée qui fondent leur existence et les profits supérieurs que les grandes corporations en retirent, peuvent exister, mais que ceux-ci ne durent au mieux que temporairement. La question n'est donc pas de savoir si les grandes corporations veulent un tel pouvoir et si elles déploient beaucoup d'efforts pour y arriver, ce qui est pour lui une évidence incontestable. Pour Brenner, l'enjeu n'est donc pas de nier les tendances à la concentration et à la centralisation du capital sur lesquelles insiste la MR. La vraie question consiste plutôt à savoir, dans la mesure où elles parviennent à acquérir un pouvoir de marché, si elles peuvent en profiter suffisamment longtemps pour affecter en profondeur les règles de l'accumulation capitaliste (Brenner, 1999: 35).

#### 3.3.1 *Le capital financier aurait-il fait vaciller les marchés?*

Selon Brenner, aujourd'hui, le fait majeur de la centralisation et de la concentration du capital réside dans la capacité des grandes institutions financières à mobiliser rapidement des sommes colossales d'argent. Fait nouveau, toute entreprise qui souhaite pénétrer un marché affichant des taux de profit supérieurs à la moyenne a accès à des lignes de crédit coulant à flots pour mener à bien une telle ambition. Ainsi, les barrières oligopolistiques ne peuvent tenir bien longtemps devant une arme aussi redoutable que le crédit bancaire international (Brenner, 1999 : 35). La grande finance internationale aurait ainsi ravivé la

tendance à l'égalisation des taux de profit, une réalité qui remonte au tournant du XX<sup>e</sup> siècle et que la financiarisation de l'économie aurait renouvelée (Panitch et Gindin, 2012 : 290; Duménil et Lévy, 2003 : 47-48).

Foster (1999) remarque, à l'instar de Marx, que le crédit est depuis longtemps un levier majeur de la centralisation du capital. Il considère paradoxal que cette fonction soit dorénavant renversée, d'autant plus que la finance a été au cœur des vagues de fusions-acquisitions des dernières décennies, ce qui semble témoigner de la reconstitution de nouveaux pouvoirs oligopolistiques à l'échelle mondiale (Foster et McChesney, 2012: 74; Crotty, 2000b: 40-42). Contrairement à Brenner, Foster et McChesney (2012 : 76) font valoir que les banques et les institutions financières ne prêtent guère aux premières venues, indépendamment de leur position de marché. Ainsi, leurs intérêts de profits les amènent à réguler leur offre de crédit, prioritairement accordé aux « champions » qui dominent un ou plusieurs secteurs.

Toutefois, les modèles d'affaires développés par les banques allemandes et japonaises durant l'après-guerre ont fini par mener aux volontés concurrentielles des entreprises respectives de ces pays, une réalité dont ne permet pas de rendre compte l'analyse de Foster. Durant cette période, où seules les banques américaines et anglaises détenaient un statut de prêteur international<sup>54</sup>, les banques allemandes et japonaises étaient profondément dépendantes de leurs industries nationales pour prospérer. C'est en partie ce qui explique les rapports très serrés entre les industries et les banques au sein de ces deux pays, liens d'autant plus favorisés par les politiques de développement économique menées de l'avant par les États de ces pays durant cette période (Brenner, 2006 : 49). Au départ, ces rapports ont certes favorisé, à l'intérieur de ces pays, l'organisation monopolistique de ces industries, facilités non seulement par l'implication de ces banques dans une offre de crédit à bas taux d'intérêt, mais également avec des services continus d'informations économiques de même qu'en contribuant à sécuriser diverses formes de coordination économique (cartels, intégration horizontale, verticale,

---

<sup>54</sup> En fait, New York et Londres était en concurrence et cela, depuis les années 30, pour détenir la première place financière du monde. Ce n'est que dans le contexte de la financiarisation de l'économie que Wall Street va finalement devenir la place financière hégémonique à l'échelle internationale. Pour une analyse historique et politique d'un tel processus, voir Helleiner (1994).

etc.). Or, ceux-ci ont, à l'extérieur de leurs frontières, fini par mener à la concurrence internationale vive que Brenner analyse à partir de 1965. Par contre, à l'heure où la globalisation des marchés financiers s'est concrétisée sous le mode d'une domination de la finance de marché de type américaine sur la finance bancaire de type « rhénane », de tels liens nationaux « finance-industrie » semblent aujourd'hui des plus ténus.

Cela dit, Brenner semble faire reposer son argument, sans y faire néanmoins explicitement référence, sur les formes d'allocation du capital dans le contexte des bulles financières. Une phase d'expansion favoriserait ainsi d'autant plus l'offre de crédit à de nouveaux entrants, à l'instar de l'euphorie de la bulle technologique où la finance états-unienne a propulsé l'émergence des *start-ups* (Panitch et Gindin, 2012 : 188). Un tel processus favoriserait la tendance à l'égalsation des taux de profit, se traduisant par une phase d'expansion minée contradictoirement par des dynamiques de surinvestissement et donc de suraccumulation, tel que démontré lors de la crise *dot-com* en 2000. Quant à cet argument, la MR soutient que si les marchés oligopolistiques sont tout sauf statiques, perméables aux innovations et à l'entrée de nouveaux concurrents, de tels bouleversements reviennent toujours, à *moyen long terme*, à une tendance à l'oligopolisation des entreprises à la fois non financières et du secteur financier, ce qui semble correspondre aux vastes fusions-acquisitions des dernières décennies au sein de ces secteurs respectifs.

### 3.3.2 Le « libre-échange » aurait-il fait tomber les dernières barrières?

Brenner (1999 : 35) soutient que la déréglementation du commerce international, fondée sur l'abolition des contraintes à la mobilité du capital, aurait sapé les derniers vestiges du capitalisme monopoliste. Ainsi, en l'absence de politiques industrielles protectionnistes, démantelées par les contraintes impératives de la globalisation néolibérale, les marchés oligopolistiques ne peuvent faire long feu (Brenner, 1999 : 35). Or, rappelons que les barrières tarifaires ne sont qu'un type de barrière oligopolistique identifié par cette école sur... 22 (Foster et McChesney, 2012: 197)! Ainsi, les stratégies de développement économique national fondées sur des tarifs commerciaux protectionnistes, des



subventions et des avantages fiscaux octroyés à des secteurs qu'on veut protéger, ne sont guère des conditions nécessaires à l'exercice du pouvoir oligopolistique et donc, leur démantèlement ne doit pas être vu en tant que mise à mort définitive d'un tel pouvoir. Cela confinerait la MR à une théorie de capitalismes nationaux monopolistes, désormais désuète, alors que nous avons vu comment cette tradition tient compte dès le départ de la tendance à la multinationalisation des grandes corporations. De plus, la restructuration de ces forces oligopolistiques à l'échelle internationale par le biais des diverses stratégies précédemment mentionnées (ex. nouvelles alliances stratégiques, nouveaux rapports de contrôle envers sous-traitants, nouvelle division internationale du travail, etc.) a plutôt transformé le rôle des États de la Triade dans la foulée de la globalisation néolibérale afin d'instaurer les cadres macro-institutionnels nécessaires à cette restructuration du capital (Foster et McChesney, 2012 : 123).

C'est à ce niveau que la MR possède un avantage théorique sur Brenner, car ce dernier ne propose aucune analyse de la restructuration internationale des industries manufacturières, un fait néanmoins d'une importance capitale à l'heure de la globalisation néolibérale. En fait, en s'attardant strictement aux stratégies de croissance par exportation durant la période, il tend à réduire l'internationalisation du capital à des blocs de capitalistes nationaux en guerre les uns contre les autres, se traduisant sur le plan géopolitique par des rivalités interétatiques se cristallisant dans les deux rondes de négociation des taux de change par les pays de la Triade (accords Plaza et « Plaza inversé ») (Fine et al., 1999 : 67-69). Or, cela évacue la forme prise par la restructuration du capital à l'échelle internationale, et la façon dont celle-ci s'est appuyée sur la constitution de chaînes de valeur globalisées fondées sur de nouveaux rapports de marché *monopsonistes*. Pour que la MR puisse établir de manière aussi claire que possible une telle thèse, il faudrait néanmoins qu'elle suive les pas de Milberg, dont les analyses évoquées ci-dessus permettent de contester la prétention qu'a Brenner, en ayant recours à des statistiques de baisse tendancielle des prix manufacturiers, d'invalidiser l'existence de tendances oligopolistiques au sein de l'économie. Rappelons que Foster et McChesney passent d'ailleurs sous silence ce dernier fait, ce qui fragilise leur thèse en laissant supposer implicitement que les pouvoirs de marché de ces entreprises se sont également

traduits par un pouvoir sur les prix de vente (et non seulement d'achat auprès de leurs fournisseurs), un argument qui semble empiriquement erroné si l'on se fit aux séries statistiques mobilisées dans la littérature.

### **3.4 Conclusion : de la concurrence internationale destructrice à la reconfiguration des forces oligopolistiques, des convergences sont-elles possibles ?**

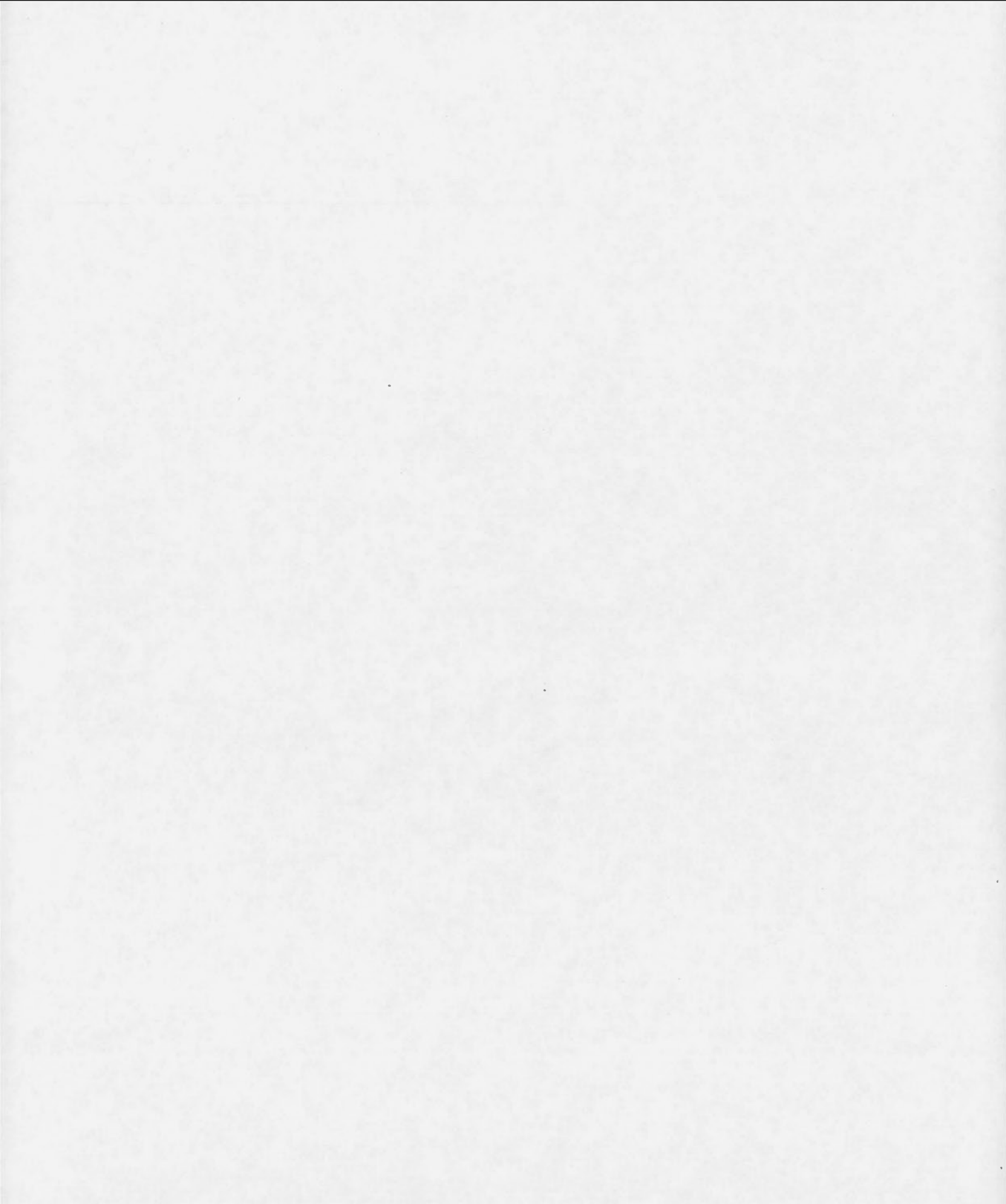
Tout au long de ce chapitre, il a été affirmé que si Brenner semblait plus convaincant quant à son analyse des sources et du rôle qu'a joué la concurrence internationale dans la crise du taux de profit à partir de 1965, il avait sous-estimé à *moyen long* terme la capacité de restauration des pouvoirs monopsoniques des grandes corporations multinationales. En ce sens, ces deux cadres d'analyse ne sont peut-être pas entièrement incompatibles, à la condition de reconnaître que ceux-ci permettent de comprendre *différentes* phases du capitalisme entre 1945 à aujourd'hui. C'est d'ailleurs la thèse de Crotty (2000a, 2000b) auquel j'ai déjà fait référence. S'il soutient que la crise stagflationniste des années 1970 demeure compréhensible à l'aune de la thèse du *profit-squeeze*, il considère que l'apport de Brenner réside surtout pour comprendre la résolution contradictoire de cette crise du taux de profit sur le mode d'une concurrence destructrice (Crotty, 1999). En ce sens, chaque entreprise aurait réagi à la crise du taux de profit en investissant sans pitié dans son secteur respectif, alimentant de manière délirante les surcapacités productives, un phénomène rationnel d'un point de vue micro-économique alors que chacun pensait au final sortir gagnant d'une telle concurrence destructrice. Or, contrairement à Brenner, Crotty soutient qu'un tel processus ne mène pas à une concurrence destructrice interminable, car un jour ou l'autre, des « champions » commencent à émerger, ce que laisse présager selon lui la vague de fusions-acquisitions particulièrement vive au sein du secteur automobile à la fin des années 1990.

Cette hypothèse mériterait d'être explorée à partir d'une analyse approfondie des statistiques économiques mobilisées de part et d'autre, ce qui dépasse largement l'espace alloué pour la rédaction de ce mémoire et le temps disponible pour mener cette recherche. À noter par contre que Crotty reproduit le même travers de Brenner, puisqu'il emprunte sa théorie sans réaliser que son analyse passe sous silence les pouvoirs de marchés

monopsonistes que sous-tend la restructuration du capital à l'échelle internationale.

Enfin, je veux surtout ici attirer l'attention sur la portée théorique de l'analyse de Crotty. En fait, ce dernier permet de postuler à l'instar de Marx que l'histoire du capitalisme est traversée à la fois par des tendances monopolistiques *et* concurrentielles. Selon Crotty (1992), cela renvoie respectivement à ce qu'il dénomme comme régimes d'investissement par « co-respect » et par « coercition concurrentielle », sans que l'une ou l'autre des tendances puissent s'établir de manière définitive dans la longue durée. Sans pouvoir développer davantage cet enjeu ici, cette féconde hypothèse mérite néanmoins que de futures recherches soient menées afin d'évaluer si, oui ou non, tel est bien le cas.





## CONCLUSION

### **Apports et limites de la MR : résumé du propos**

Ce mémoire de recherche constitue une interprétation critique des thèses de l'école de la MR sur les causes et les conséquences de la stagnation actuelle à l'ère de la financiarisation et de la globalisation de l'économie. Afin de mettre en relief leur originalité, j'ai dû dans un premier temps explorer l'hypothèse de la tendance inhérente à la stagnation sous le capitalisme avancé développée dans les travaux fondateurs de la MR. Cela m'a permis de découvrir en quoi la macroéconomie de l'accumulation monopolistique (la tendance à la hausse du surplus), l'analyse des modes régressifs de gestion publique du problème de la demande effective, et plus spécifiquement, de l'interpénétration du procès de production et de l'effort de vente, sont des apports majeurs de la MR à une théorie critique du capitalisme avancé. En ce sens, son mérite est d'avoir analysé l'ampleur des conséquences socioéconomiques et politiques de la stagnation, au lieu de la réduire à un phénomène à peine plus long que la phase dépressive d'un cycle économique.

Au-delà de son caractère avant-gardiste, un autre apport important de la MR est d'avoir enraciné son analyse de la financiarisation de l'économie dans une compréhension des contradictions de suraccumulation qui affectent l'économie « réelle ». Une telle démarche permet ainsi de dépasser l'opposition simpliste et fausse entre un soi-disant âge d'or du capitalisme « industriel » (les « Trente Glorieuses ») et un mauvais capitalisme financier. Si ce crédit revient plus largement aux perspectives marxistes, la contribution spécifique de la MR est qu'elle a mis en lumière le fait que la financiarisation a été façonnée par la tendance inhérente à la stagnation sous le capitalisme avancé, donnant lieu à un gaspillage structurel marqué par l'absorption du surplus dans nombre d'activités financières et de formes de croissance tirée par la finance. Cela dit, l'apport le plus profond de la MR à une théorie critique de la financiarisation est l'intuition développée par Sweezy sur l'interpénétration de la production et la finance. Or, cet apport est en même temps sa plus grande limite, car elle n'a pas suffisamment été

développée par les auteurs contemporains de cette école. Si la dialectique historique entre la tendance à la stagnation et les contre-tendances spécifiques est certes féconde pour comprendre l'interpénétration du procès de production et de l'effort de vente, elle m'apparaît limitée pour comprendre l'ampleur de l'interpénétration de la production et de la finance, et les transformations de la dynamique d'accumulation capitaliste que celle-ci engendre. Il faut alors se tourner vers les travaux de Lapavistas, d'Orhanghazi et de Pineault pour avoir des apports théoriques majeurs allant dans le sens du projet de refondation de l'économie politique esquissé par Sweezy.

De plus, la reconfiguration des forces oligopolistiques à l'échelle internationale est une hypothèse féconde des travaux contemporains de la MR qui permet de comprendre une dimension importante de la globalisation de l'économie. Or, le développement de cette thèse demeure limité sur le plan empirique, ce qui engendre une confusion sur la forme particulière de la reconfiguration des pouvoirs de marché aujourd'hui. Concrètement, la thèse de la MR doit être spécifiée afin de tenir compte de la tendance déflationniste des prix propre à l'ère néolibérale, en précisant que la globalisation est avant tout marquée par des tendances *monopsonistes*, à l'instar des travaux de Milberg. Néanmoins, la MR a raison d'insister pour que l'enjeu des tendances à la monopolisation du capital redevienne au cœur des recherches sur la globalisation néolibérale. Si depuis deux décennies, la critique du capitalisme contemporain a surtout porté sur la croissance des inégalités (d'autant plus depuis *Occupy* et l'ouvrage de Piketty *Le capital au 21<sup>e</sup> siècle*) et la financiarisation, il est vrai que cette problématique constitue un chaînon manquant de la critique radicale en économie politique aujourd'hui (Foster et McChesney, 2012 : 101).

Enfin, les travaux contemporains de la MR permettent de comprendre en partie pourquoi la financiarisation et la globalisation sont traversées par un ensemble de dynamiques contradictoires qui se renforcent mutuellement, et qui déterminent en retour structurellement le phénomène de la stagnation. Selon la MR, cela s'explique par le fait que la tendance à la hausse du surplus est alimentée aujourd'hui par les énormes flux de revenus extraits par les grandes corporations au sein des chaînes de valeur globalisées. En retour, cela intensifie la canalisation de ces profits vers des circuits de valorisation



financière, faute de débouchés alternatifs d'investissement profitables. Enfin, cela laisse en grande partie irrésolues les contradictions de suraccumulation affectant l'économie « réelle » qui demeure ainsi fortement déterminée par une tendance à la stagnation.

Cette thèse a néanmoins ses limites, car elle évacue en quoi les pouvoirs de marché des grandes corporations au sein des chaînes de valeur globalisées permettent de répondre à leur tour aux impératifs des marchés financiers (programmes généreux de versement de dividendes, rachats d'actions, fusions-acquisitions, stratégies de placements financiers). C'est en ce sens qu'une meilleure compréhension de l'interpénétration de la production et de la finance dans le contexte néolibéral implique de mieux mettre en relief les médiations qui sous-tendent l'interdépendance entre la globalisation et la financiarisation de l'économie.

Enfin, s'il constitue un enjeu périphérique à la problématique centrale de ce mémoire, il faut néanmoins souligner qu'un problème important qui traverse l'ensemble des travaux de la MR analysés au cours de ce mémoire renvoie au débat agence-structure. Trop souvent, la MR tend à dériver les transformations sociohistoriques du capitalisme de la contrainte à l'accumulation, ce qui tend à sous-estimer les facteurs politico-idéologiques et donc, les formes de conflictualité qui s'expriment dans les rapports de classe spécifiques à une période donnée.

### **Apports et limites de ce mémoire de recherche**

Ce mémoire offre trois apports à la recherche scientifique. Le premier est qu'il permet de contribuer à une meilleure compréhension des causes de la stagnation actuelle. Les travaux contemporains de la MR permettent de comprendre que cette stagnation n'est guère passagère, plongeant plutôt ses racines dans les contradictions profondes du capitalisme avancé, et qui sont exacerbées à l'ère de la globalisation et de la financiarisation de l'économie. En ce sens, à l'heure où les débats font rage sur les causes de la dynamique actuelle d'austérité-stagnation, une synthèse critique des contributions et des limites d'une école ayant marqué les débats sur la stagnation d'hier à aujourd'hui ne peut qu'aider à mieux déchiffrer le cours de ces événements, et conséquemment, à mieux

cerner les enjeux politiques qui se posent dans un tel contexte.

Le deuxième apport significatif de ce mémoire est sa contribution aux débats sur la globalisation, la financiarisation et, notamment, à l'importance de traiter de manière interdépendante ces réalités, alors qu'elles sont souvent appréhendées séparément dans les travaux d'économie politique.

Le troisième apport de mon travail est une meilleure compréhension des contributions et des limites des travaux de la MR sur la globalisation et la financiarisation, soit une partie de leur œuvre qui fut peu analysée jusqu'ici. Trop souvent, l'analyse critique des travaux contemporains de cette tradition se résume, par exemple lorsqu'il s'agit de la financiarisation, à démontrer le caractère avant-gardiste de cette tradition tout en se limitant à une critique sommaire et non développée au sein d'une vaste revue de littérature (Orhanghazi, 2006 : 70-72; Krippner, 2012 : 10-14; Lapavitsas, 2013 : 15-18). Si cela est pleinement justifié étant donné que ces perspectives divergentes se concentrent avant tout au renouvellement de l'analyse tant empirique que théorique de la financiarisation et de la globalisation, cela a pour envers de présenter un peu trop superficiellement les multiples contributions, tensions et problèmes qui traversent l'ensemble des travaux de la MR sur ces sujets. Ainsi, si ce mémoire est plus modeste dans ses ambitions, il permet néanmoins de combler cette lacune et représente le premier effort systématique d'analyse critique de l'apport de la MR à la compréhension de la financiarisation et de la globalisation, à l'instar des recherches d'envergure menées par le passé sur la théorie du capitalisme monopoliste.

La dimension « synthétique » de ce mémoire a certes permis de dégager une vue d'ensemble de la problématique traitée, or, le niveau d'abstraction théorique au sein duquel cette problématique a été traitée fait qu'une de ses importantes limites est que la plupart des hypothèses soulevées ici pourront seulement être validées ou invalidées dans le cadre de recherches futures à caractère beaucoup plus empirique.

De plus, étant donné les contraintes de temps et d'espace pour accomplir ce mémoire, plusieurs aspects essentiels du débat sur la trajectoire spécifique de l'économie mondiale au cours des dernières décennies n'ont pu être abordés. Je souhaite seulement en mentionner un qui m'apparaît de la plus haute importance afin d'évaluer au cours de



recherches futures la validité empirique de la thèse de la « longue stagnation » développée par la MR. Celle-ci stipule que depuis plus de 40 ans, l'économie mondiale est aux prises avec de sérieuses contradictions de suraccumulation. Cela expliquerait pourquoi les taux de croissance des dernières décennies sont bien en deçà des taux affichés durant la période des « Trente Glorieuses ». Or, cette thèse fait l'objet de vives controverses, tout particulièrement au sein de l'économie politique marxiste (McNally, 2011 : 37-40; Gindin, 2014; Panitch et Gindin, 2012 : 183-193). Trois principales critiques sont formulées à son égard : 1) Il est problématique de prendre la période des « Trente Glorieuses », soit une période de croissance exceptionnelle et inédite dans l'histoire du capitalisme, comme étalon de comparaison historique afin de juger de la « performance économique » de l'ère néolibérale. À la lumière des statistiques compilées par Maddisson (2011), si les taux de croissance actuels sont en dessous de ceux de la période 1945-73, ils sont comparables voire excèdent plusieurs phases d'expansion du capitalisme jugées dynamiques; 2) Il est problématique de parler d'une « longue stagnation » alors que ce diagnostic se limite aux taux de croissance des pays de la Triade. Or, la restructuration néolibérale du procès de production a impliqué une nouvelle division internationale du travail qui a donné lieu à l'émergence de nouveaux centres d'accumulation « industrielle », où se concentrent les taux de croissance les plus vigoureux de la période (Chine, Inde, Brésil, Corée du Sud, Taiwan); 3) La répression salariale caractéristique de l'ère néolibérale aurait fait diminuer les coûts des intrants dans la fabrication des moyens de production. Ce qui apparaît statistiquement comme une stagnation de l'investissement serait alors plutôt le reflet d'une baisse des coûts des biens d'équipement, reflet non pas des contradictions du capital, mais bien du succès de l'intensification de l'exploitation capitaliste durant la phase d'expansion néolibérale.

Alors que ces critiques représentent de sérieuses objections à l'hypothèse de la stagnation séculaire, les travaux contemporains de la MR n'ont pas à ma connaissance répondu à celles-ci. Cependant, la MR traite directement du fait que les pays du BRICS ont connu des taux de croissance spectaculaires, nettement supérieurs à ceux affichés par les pays de la Triade. En guise d'interprétation de ces trajectoires divergentes, la MR considère que le « développement tardif » des BRICS fait que ce n'est qu'à la suite de la



crise de 2007-08 que les contradictions de la suraccumulation spécifiques au capitalisme avancé ont fait leur apparition dans ces pays (Foster et McChesney, 2012 : 155-183). Cela dit, je ne peux aborder ici plus en profondeur ce débat néanmoins crucial pour avoir un portrait juste de l'économie mondiale des 40 dernières années.

Enfin, si ce mémoire a surtout insisté sur les facteurs structurels de la crise, une autre de ses limites est de ne pas avoir tenu compte de ses particularités conjoncturelles. En ce sens, comprendre l'évolution de la stagnation actuelle implique d'analyser les spécificités de la crise de 2007-08 et ses effets différenciés selon les pays concernés, d'autant plus que l'issue de cette conjoncture politico-économique demeure plongée dans une relative incertitude. Afin de mieux éclairer cette dynamique historique, de nouvelles recherches devraient explorer sérieusement l'hypothèse que la stagnation n'est plus tant un problème pour le capital dans le contexte de la financiarisation de l'économie, qu'un problème avant tout pour la société. Ainsi, la viabilité macroéconomique d'un tel régime d'accumulation pourrait bien s'avérer une sortie de crise profitable au capital, au prix d'une soumission de la majorité à la dynamique actuelle et prolongée d'austérité-stagnation. Or, tel que soulevé précédemment, une telle hypothèse serait surtout à évaluer du point de vue de sa viabilité *politique*, alors que cette nouvelle phase de l'offensive néolibérale a fait l'objet de contestations sociales majeures, dont l'issue à moyen long terme demeure incertaine et dépendante de l'évolution des rapports de force situés au cœur de ce nouveau cycle de lutte des classes.



## BIBLIOGRAPHIE

- Aglietta, M. (1997). *Régulation et crises du capitalisme*. Paris : Éditions Odile Jacob
- Aglietta, M. et Rébérioux, A. (2004). *Les dérives du capitalisme financier*. Paris: Éditions Albin Michel
- Albo, G. (2004). Paul Sweezy and American Marxism.  
[http://www.nodo50.org/cubasigloXXI/taller/albo\\_280206.pdf](http://www.nodo50.org/cubasigloXXI/taller/albo_280206.pdf)
- Albo, G., Gindin, S. et Panitch, L. (2010), *In and Out of the Crisis : The Global Financial Meltdown and Left Alternatives*. Oakland, Californie: PM Press
- Amin, S. (2010). *The Law of Worldwide Value*. New York: Monthly Review Press
- Baragar, F. et Chernomas, R. (2012). Profit Without Accumulation. *International Journal of Political Economy*, 41 (3), 24-40
- Baran, P. A. (1969). *The Longer View*. New York : Monthly Review Press
- (1962). *Political Economy of Growth*. New York : Pelican (Penguin Books)
- Baran, P. A. et Sweezy, P. M. (2013), The Quality of Monopoly Capitalist Society – Culture & Communications, *Monthly Review*, 65 (3), 43-64
- (2012a), Some Theoretical Implications, *Monthly Review*, 64 (3), 24-59
- (1966/1968). *Le capitalisme monopoliste : un essai sur la société industrielle américaine*. Paris: Librairie François Maspero (Économie et socialisme)
- Baudrillard, J. (1970). *La société de consommation: ses mythes, ses structures*. Paris: Éditions Denoël (Folio/Essais)
- Berle, A. A. et Means, G. C. (1932). *The Modern Corporation and Private Property*. New York: MacMillan
- Boccard, P. (1974). *Étude sur le capitalisme monopoliste d'État, sa crise et son issue*. Paris: Éditions Sociales (Économie et société)
- Bourdieu, P. (1982). *La distinction: critique sociale du jugement*. Paris: Les Éditions de Minuit (Le sens commun)
- Boyer, R. (2011). *Les financiers détruiront-ils le capitalisme?* Paris: Economica



----- (2004). *Théorie de la régulation – 1. Les fondamentaux*. Paris: Éditions La Découverte (Repères)

Braverman, H. (1998). *Labor and Monopoly Capital*. New York: Monthly Review Press

Brenner, R. (2006). *The Economics of Global Turbulence: The Advanced Capitalist Economies from Long Boom to Long Downturn, 1945-2005*. Londres-New-York: Verso

----- (2002). *The Boom and the Bubble: The US in the World Economy*, Londres – New York: Verso

----- (1999). Competition and Class: A Reply to Foster and McNally. *Monthly Review*, 51 (7). 24-44

Brunelle, D. (2003). *Dérive globale*. Québec : Les Éditions du Boréal

Organisation Internationale du Travail (OIT) (2011). Vers une reprise durable : pour une politique de relance par les salaires. *Journal international de recherche syndicale*, 3 (2), 175-286

Chamberlain, E. (1933). *The Theory of Monopolistic Competition*. Cambridge, Massachusetts : Harvard University Press

Chandler, A. D. J. (1977). *The Visible Hand : The Managerial Revolution in American Business*. Cambridge, Massachusetts : Harvard University Press

Coase, R. (1937). The Nature of the Firm. *Economica* 4 (16), 386-405

Cohen, L. (2008). *A Consumer's Republic : The Politics of Mass Consumption in Postwar America*. New York : Knopf Doubleday Publishing Group

Cowling, K. et Sugden, R. (1987). *Transnational Monopoly Capitalism*. New York : St-Martin's Press

Crotty, J. (2005). The Neoliberal Paradox : The Impact of Destructive Product Market Competition and 'Modern' Financial Markets on Nonfinancial Corporation Performance in the Neoliberal Era. Dans Epstein, G. A. (Dir.) : *Financialization and the World Economy*. Northampton, Massachusetts, Edward Elgar, 77-110

----- (2000a). Structural Contradictions of the Global Neoliberal Regime. *Review of Radical Political Economics*, 32 (3), 361-368

----- (2000b). Slow Growth, Destructive Competition, and Low Road Labor Relations : A Keynes-Marx-Shumpeter Analysis of Neoliberal Globalization. *Political Economy Research Institute (PERI), Working Paper Series (6)*

----- (1999). Review of Brenner's "The Economics of Global Turbulence". Département d'économie, Université d'Amherst, Massachusetts. <http://people.umass.edu/crotty/BR-chllge-ult.pdf>

----- (1992). Rethinking Marxian Investment Theory : Keynes-Minsky Instability, Competitive Regime Shifts, and Coerced Investment. Département d'économie, Université d'Amherst, Massachusetts. <http://people.umass.edu/crotty/rpe-mx-inv-1993.pdf>

Deleplace, G. (2007). *Histoire de la pensée économique*. Paris : Dunod

Dowd, D. (2000). *Capitalism and its Economics : A Critical History*. Londres : Pluto Press

Dufour, M. et Orhangazi, Ö. (2014). Capitalism, Crisis and Class : The U.S. Economy after the 2007-2008 Financial Crisis. *Political Economy Research Institute (PERI), Working Paper Series (341)*

Duménil, G. et Lévy, D. (2004). *Capital Resurgent : Roots of the Neoliberal Revolution*. Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press

----- (2003). *Économie marxiste du capitalisme*. Paris : Éditions La Découverte (Repères)

Epstein, G. A. (Dir.) (2005). *Financialization and the World Economy*. Northampton, Massachusetts : Edward Elgar

Fine, B., Lapavistas, C. et Milonakis, D. (1999). Addressing the World Economy : Two Steps Back. *Capital & Class*, 67, 47-90

Foster, J.B. (2013). Marx, Kalecki, and Socialist Strategy. *Monthly Review*, 64 (11), 1-14

----- (2012). A Missing Chapter of Monopoly Capital : An Introduction to Baran and Sweezy's "Some Theoretical Implications". *Monthly Review*, 64 (3), 3-23

----- (2009/2011). *Marx écologiste*. Paris : Éditions Amsterdam

----- (2009a). The Limits of U.S. Capitalism : Surplus Capacity and Capacity Surplus. Dans Foster, J. B. et Szlajfer, H. (Dir.) : *The Faltering Economy – The Problem of Accumulation Under Monopoly Capitalism*. New York : Monthly Review Press

----- (2009b). Marxian Economics and the State. Dans Foster, J. B. et Szljajfer, H. (Dir.) : *The Faltering Economy – The Problem of Accumulation Under Monopoly Capitalism*. New York : Monthly Review Press

----- (1999). Is Overcompetition the Problem? *Monthly Review*, 51 (2), 28-37

----- (1986). *The Theory of Monopoly Capitalism : An Elaboration of Marxian Political Economy*. New York : Monthly Review Press

Foster, J. B. et Magdoff, F. (2013). Class War and Labor's Declining Share. *Monthly Review*, 64 (10), 1-11

----- (2009). *The Great Financial Crisis: Causes and Consequences*. New York: Monthly Review Press

Foster, J.B. et McChesney, R. W. (2013). The Cultural Apparatus of Monopoly Capital: An Introduction. *Monthly Review*, 65 (3), 1-33

----- (2012). *The Endless Crisis: How Monopoly-Finance Capital Produces Stagnation and Upheaval from the USA to China*. New York: Monthly Review Press

----- (2010). Listen Keynesians, It's the System. *Monthly Review*, 61 (11), 44-56

Foster, J. B. et Holleman, H. (2010). The Financial Power Elite. *Monthly Review*, 62 (1), 1-19

Foster, J. B., Clark, B. et York, R. (2010). *The Ecological Rift : Capitalism's War on the Earth*. New York : Monthly Review Press

Foster, J. B. et Szljajfer, H. (Dir.) (2009). *The Faltering Economy – The Problem of Accumulation Under Monopoly Capitalism*. New York : Monthly Review Press

Franck, A. G. (1970). *Le développement du sous-développement: Amérique latine*. Paris: Librairie François Maspero

Freitag, M. (2002). L'économie et les mutations de la société. Dans Freitag, M. *L'oubli de la société: Pour une théorie critique de la postmodernité*. Saint-Nicolas, Québec: Les Presses de l'Université Laval, Rennes, France: Les Presses de l'Université Rennes

Freitag, M. (1986). *Dialectique et société (Tome II) - Culture, pouvoir, contrôle: Les modes de reproduction formels de la société*. Montréal: Éditions Saint-Martin

Freitag, M. et Pineault, É (1999). *Le monde enchaîné: perspectives sur l'AMI et le capitalisme globalisé*. Québec : Éditions Nota bene



Galbraith, J. K. (1968). *Le Nouvel État industriel: essai sur le système économique américain*. Paris: Éditions Gallimard (Bibliothèque des sciences humaines)

Gagnon, M-A. (2007). *Penser le capitalisme cognitive selon Thornstein Veblen; connaissance, pouvoir & capital*. Revue Interventions économiques (36)

Gilles, P. (2009). *Histoire des crises et des cycles économiques: des crises industrielles du 19<sup>e</sup> siècle aux crises actuelles*. Paris: Armand Collin

Gindin, S. (2014). Underestimating Capital, Overestimating Labor. *Jacobin* (en ligne: 17/3/2014)

Glyn, A. (2007). *Capitalism Unleashed: Finance, Globalization, and Welfare*. New York: Oxford University Press

Habermas, J. (1988). *Raison et légitimité: problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé*. Paris: Éditions Payot & Rivages

Harvey, D. (2007). Neoliberalism as Creative Destruction. *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 610, 22-44

----- (2006). *The Limits to Capital*. Londres-New-York: Verso

----- (2003). *The New Imperialism*. New York: Oxford University Press

Heinrich, M. (2013). Failure of the Falling Rate of Profit Theory: Marx's Studies in the 1870s. *Monthly Review*, 64 (11), 15-31

Helleiner, E. (1994). *States and the Reemergence of Global Finance: From Bretton Woods to the 1990s*. Ithaca, New York: Cornell University Press

Howard, M. C. et King, J. E. (1992). *A History of Marxian Economic (Vol. II, 1929-1990)*. Basingtoke: MacMillan Education Ltd.

Husson, M. (2001). L'école de la régulation, de Marx à Saint-Simon: un aller sans retour? Dans Bidet, J. et Kouvelakis, E. (Dir.): *Dictionnaire Marx contemporain*. Paris: PUF

Kalecki, M. (2009a). Class Struggle and the Distribution of National Income. Dans Foster, J. B. et Szlajfer, H. (Dir.): *The Faltering Economy – The Problem of Accumulation Under Monopoly Capitalism*. New York : Monthly Review Press

----- (2009b). The Marxian Equations of Reproduction and Modern Economics. Dans Foster, J. B. et Szlajfer, H. (Dir.): *The Faltering Economy – The Problem of Accumulation Under Monopoly Capitalism*. New York : Monthly Review Press

----- (1966). *Théorie de la dynamique économique: Essai sur les variations cycliques et à long terme de l'économie capitaliste*. Paris, France: Gauthier-Villars (Techniques économiques modernes)

----- (1943). Political Aspects of Full Employment. *The Political Quarterly*, 14 (4), 322-330

Keynes, J. M. (2005). *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*. Paris: Éditions Payot & Rivages

Krippner, G. R. (2012). *Capitalizing on Crisis: The Political Origins of the Rise of Finance*. Cambridge, Masschusetts: Harvard University Press

Lapavitsas, C. (2013). *Profiting Without Producing: How Finance Exploits Us All*. London-New-York: Verso

----- (2011). Theorizing Financialization. *Work, Employment and Society*, 25 (4), 611-626

Latouche, S. (2005). *L'invention de l'économie*. Paris: Albin Michel (Bibliothèque Économie)

Lavoie, M. (2004). *L'économie postkeynésienne*. Paris: Éditions La Découverte (Repères)

Lavoie, M. et Stockhammer, E. (2013). *Wage-Led Growth*. Basingstoke, Palgrave MacMillan

Lazonick, W. et O'Sullivan, M. (2000). Maximizing Shareholder Value : A New Ideology for Corporate Governance. *Economy and Society* 29, 13-35

Levine, D. (1985). On the Analysis of Advanced Capitalist Economy. Dans Resnick, S. A. et Wolff, R. D. (Dir.) : *Rethinking Marxism : Essays for Harry Magdoff & Paul Sweezy*. Brooklyn : Autonomedia

Li Puma, E. et Lee, B. (2004). *Financial Derivatives and the Globalization of Risk*. Durham, Caroline du Nord : Duke University Press (Public Planet Books)

Maddison, A. (2011). *The World Economy : A Millennial Perspective*. Development Center Studies, OCDE

Magdoff, H. (2003). *Imperialism Without Colonies*. New York : Monthly Review Press

Magdoff, F., Foster, J.B. et Buttel, F. H. (Dir.) (2000). *Hungry for Profit : The Agribusiness Threat to Farmers, Food and the Environment*. New York : Monthly Review Press

Marx, K. (2009). *Le Capital – Livres II et III*. Paris : Éditions Gallimard (Folio Essais)

- (1993). *Le Capital – Livre I*. Paris: Quadridge / PUF
- (1973). *Grundrisse : Foundations of the Critique of Political Economy*. New York : Vintage Books.
- (1867). *Un chapitre inédit du capital : résultats du procès de production immédiat*. <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-inedit/index.htm>
- Marx, K. et Engels, F. (1962). *Le manifeste du Parti communiste*. Paris : Union générale d'éditions
- McChesney, R. W. (2008). *The Political Economy of the Media : Enduring Issues, Emerging Dilemmas*. New York : Monthly Review Press
- McNally, D. (2011). *Global Slump : The Economics and Politics of Crisis and Resistance*. Oakland, Californie: PM Press
- Mészáros, I. (1995). *Beyond Capital*. New York : Monthly Review Press
- Milberg, W. (2008). *Shifting Sources and Uses of Profits : Sustaining U.S. Financialization with Global Value Chains*. Texte présenté à la conférence CEPN/SCEPA, Université Paris XIII (17-18 juin 2008).
- Miliband, R. (1985). State Power and Capitalist Democracy. Dans Resnick, S. A. et Wolff, R. D. (Dir.) : *Rethinking Marxism : Essays for Harry Magdoff & Paul Sweezy*. Brooklyn : Autonomedia
- Minsky, H. P. (2008). *Stabilizing an Unstable Economy*. McGraw Hill
- Morin, F. (2011). *Un monde sans Wall Street*. Paris : Seuil (Économie humaine)
- (2006). *Le nouveau mur de l'argent*. Paris : Seuil (Économie humaine)
- O'Connor, J. (1973). *The Fiscal Crisis of the State*. New York : St-Martin's Press
- Olin Wright, E. (1978). *Class, Crisis and the State*. Londres : New Left Books
- Orhangazi, Ö. (2011). "Financial" vs. "Real": An Overview of the Contradictory Role of Finance. *Political Economy Research Institute (PERI), Working Paper Series (274)*
- (2006). *Financialization and its Effets on Capital Accumulation : A Theoretical and Empirical Investigation*. Thèse de doctorat. Département d'économie, Université d'Amherst, Massachusetts
- Orléan, A. (1999). *Le pouvoir de la finance*. Paris : Éditions Odile Jacob



Palley, T. I. (2010). The Limits of Minsky's Hypothesis. *Monthly Review*, 61 (11), 28-43

Panitch, L. et Gindin, S. (2012). *The Making of Global Capitalism : The Political Economy of American Empire*. New York – Londres : Verso

Pépin, C. et Pineault, É. (2014). *Le travail de l'argent des grandes entreprises non financières au Québec et au Canada*, rapport de recherche, Institut de recherche en informations socio-économiques (IRIS) (À paraître)

Perrow, C. (2002). *Organizing America : Wealth, Power and the Origins of American Capitalism*. Princeton, New Jersey : Princeton University Press

Pineault, É. (2013a). *Les éléments de la circulation financière*. Version préliminaire pour les Mélanges François Morin (À paraître)

----- (2013b). *Neoliberalism and Austerity as Class Struggle*. (À paraître)  
[http://www.academia.edu/5736556/Neoliberalism\\_and\\_austerity\\_as\\_class\\_struggle](http://www.academia.edu/5736556/Neoliberalism_and_austerity_as_class_struggle)

----- (2009). Capital, valeur et réversibilité: recherche sur les fondements de l'approche marxienne du capital financier. Dans Clain, O. (Dir.): *Marx Philosophe*. Québec: Éditions Nota Bene (Collection Société)

----- (2006). *Au-delà de l'expressionnisme et du marxisme : éléments pour une théorie critique des structures sociales du capitalisme avancé*. Conférence organisée par la Chaire Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie (MCD) et prononcée le 14 décembre 2006 à l'UQAM

----- (2003). Prolégomènes à une théorie critique du capital financier : liquidité du capital et développement de l'institution financière de la modernité. *Société* (23), 213-279

Pineault, É. et Tremblay-Pépin, S. (2013). Cette fois, est-ce différent? La reprise financiarisée au Canada et au Québec. Rapport de recherche. *Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS)*

Plihon, D. (2009). *Le nouveau capitalisme*. Paris : Éditions La Découverte (Repères)

----- (2004). Les grandes entreprises fragilisées par la finance. Dans Chesnais, F. (Dir.) : *La finance mondialisée : racines sociales et politiques, configuration, conséquences*. Paris : Éditions La Découverte (Texte à l'appui / économie)

Pollin, R. (2004). Remembering Paul Sweezy : He Was an Amazingly Great Man. *Counter-punch* (Édition 6-8 mars)

----- (1996). Contemporary Economic Stagnation in World Historical Perspective. *New Left Review*, 219, 109-118

Poloz, S. (2014, 18 mars). Redefining the Limits to Growth, Remarques de M. Stephen Poloz, Gouverneur de la Banque du Canada, Allocution prononcée à la Chambre de Commerce d'Halifax. Nouvelle-Écosse, mardi 18 mars 2014. Récupéré de <http://www.bankofcanada.ca/wp-content/uploads/2014/03/remarks-180314.pdf>

Robinson, J. (1933). *The Economics of Imperfect Competition*. London : MacMillan

Ross, R. J. S. et Trachte, K. C. (1990). *Global Capitalism*. Albanie : State University of New York Press

Roy, W. G. (1999). *Socializing Capital : The Rise of the Large Industrial Corporation in America*. Princeton, New Jersey : Princeton University Press

Sahlins, M. (1976). *Âge de pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*. Paris: Éditions Gallimard

Seccareccia, M. (2010). *Keyne's Legacy : Fiscal Activism through Public Investment as the Principal Macroeconomic Tool to Achieve Sustained Economic Growth*. Université d'Ottawa, Ottawa

Semmler, W. (1984). *Competition, Monopoly, and Differential Profit Rates : On the Relevance of the Classical and Marxian Theories of Production Prices for Modern Industrial and Corporate Pricing*. New York : Columbia University Press

Sherman, H. J. (2009). Inflation, Unemployment, and the Contemporary Business Cycle. Dans Foster, J. B. et Szlajfer, H. (Dir.) : *The Faltering Economy – The Problem of Accumulation Under Monopoly Capitalism*. New York : Monthly Review Press

----- (1985). Monopoly Capital vs. The Fundamentalists. Dans Resnick, S. A. et Wolff, R. D. (Dir.) : *Rethinking Marxism : Essays for Harry Magdoff & Paul Sweezy*. Brooklyn : Autonomedia

Smith, A. (1881). *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations – Livre V : Du revenu du souverain ou de la république*.  
[http://classiques.uqac.ca/classiques/Smith\\_adam/richeesse\\_des\\_nations/livre\\_5/richeesse\\_nations\\_L5.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/Smith_adam/richeesse_des_nations/livre_5/richeesse_nations_L5.html)

Smith, J. (2012). The GDP Illusion : Value Added vs. Value Capture. *Monthly Review*, 64 (3), 86-102

Stanfield, R. (1973). *The Economic Surplus and Neo-Marxism*. Lexington: Lexington Books

Steindl, J. (1976). *Maturity and Stagnation in American Capitalism*. New York : Monthly Review Press

Summers, L. H. (2014). U.S. Economic Prospects : Secular Stagnation, Hysteresis, and the Zero Lower Bound, *Business Economics*, 49 (2), 65-73

Szlajfer, H. (2009). Waste, Marxian Theory and Monopoly Capital : Towards a New Synthesis. Dans Foster, J. B. et Szlajfer, H. (Dir.) : *The Faltering Economy – The Problem of Accumulation Under Monopoly Capitalism*. New York : Monthly Review Press

Sweezy, P. M. (2009a). Competition and Monopoly. Dans Foster, J. B. et Szlajfer, H. (Dir.) : *The Faltering Economy – The Problem of Accumulation Under Monopoly Capitalism*. New York : Monthly Review Press

----- (2009b). Some Problems in the Theory of Capital Accumulation. Dans Foster, J. B. et Szlajfer, H. (Dir.) : *The Faltering Economy – The Problem of Accumulation Under Monopoly Capitalism*. New York : Monthly Review Press

----- (1994). The Triumph of Financial Capital. *Monthly Review*, 46 (02), 1-5

----- (1991). Monopoly Capital After Twenty-Five Years. *Monthly Review*, 43 (7), 52-57

----- (1987). Interview with Paul Sweezy. *Monthly Review*, 38 (11)

----- (1981). *Four Lectures on Marxism*. New York : Monthly Review Press

----- (1962). *Theory of Capitalist Development : Principles of Marxian Political Economy*. Londres: Dobson Books Ltd.

Sweezy, P. M. et Magdoff, H. (2010). Financial Instability : Where Will It All End? *Monthly Review*, 61 (11), 57-61

----- (2009). *Stagnation and the Financial Explosion – Economic History as it Happened : Vol. IV*. New York : Monthly Review Press

----- (1988). *The Irreversible Crisis – Economic History as it Happened : Vol V*. New York : Monthly Review Press

----- (1972). *The Dynamics of U.S. Capitalism : Corporate Structure, Inflation, Credit, Gold, and the Dollar*. New York : Monthly Review Press

Veblen, T. (1970). *Théorie de la classe de loisir*. Paris : Gallimard (Collection Tel)

(1904). *Theory of the Business Enterprise*. New Brunswick: Transaction Books



Weisskopf, T. E., Bowles, S. et Gordon, D. M. (1985). Two Views of Capitalist Stagnation. *Science & Society*, 69 (3), 268-270.

Williamson, O. E. (1967). Hierarchical Control and Optimum Firm Size. *Journal of Political Economy*, 75 (2)

Wood, E. M. (1999). Horizontal Relations : A Note on Brenner's Heresy. *Historical Materialism*, 4 (1), 171-179

----- (1995). *Democracy Against Capitalism : Renewing Historical Materialism*. Cambridge, Angleterre: Cambridge University Press

Wray, L. R. (2009). Money Manager Capitalism and the Global Financial Crisis. *Levy Economics Institute, Working Paper (578)*

Yellen, J. (2009, 16 avril). A Minsky Meltdown : Lesson for Central Bankers. Présentation à la 18<sup>e</sup> Conférence Hyman P. Minsky sur l'état de l'économie des États-Unis et l'économie mondiale – « Meeting the Challenges of the Financial Crisis », *Levy Economics Institute of Bard College*

Zeluck, S. (1980). The Theory of the Monopoly Stage of Capitalism. *Against the Current*, 1 (1)